DALLEMAGNE Grégory
(DALG19088203)

LES BERBÈRES CHLEUS ET L'INTERCULTURALISME DES MODERNES

« Mondialisation, culture et identité : les relations interculturelles au sein des projets de l'ONG « Enfants de Tizi » dans le Haut-Atlas des Chleus »

ESSAI

Dans le cadre du cours INT6850
« Essai de stage »

Présenté au professeur Alexis Nouss
Directeur de stage

Faculté des Études supérieures
Maîtrise en Études internationales

Département de Science Politique
Université de Montréal

Le 14 mars 2008

Préface

« Étudier les personnes, c'est étudier des êtres qui existent uniquement dans un certain langage ou qui en sont partiellement constitués. […] Un langage n'existe et ne peut être maintenu qu'à l'intérieur d'une communauté linguistique. […] On n'est moi que parmi d'autres « moi ». On ne peut jamais décrire un moi sans se référer à ceux qui l'entourent. […] On ne peut pas être un moi par soi-même. Je ne suis un moi que par rapport à certains interlocuteurs. »
Charles Taylor (2003), *Le moi dans l'espace moral* : 55-57.

Espaces déterritorialisés et nouvelles technologies de communication

La première fois que j'ai rencontré les Schumacher, présidents-fondateurs de l'ONG « Enfants de Tizi », je devais avoir proche de 10 ans. Ce soir-là, Lucien et Colette Schumacher célébraient l'union de leur fille Dayarani avec mon oncle Claude et les bulles du champagne pétillaient dans mes iris. Ce fut la première, et la dernière fois, que je fis la danse du ventre devant plus de 100 personnes. Je n'ai revu Lucien et Colette que très récemment, au début de cette année 2008, lors d'une visite à leur résidence dans le sud de la France, afin de fignoler l'élaboration du nouveau projet santé pour le Haut Atlas.

Durant toute la durée de mon stage, ainsi que durant la préparation de celui-ci, mes échanges avec Lucien se sont exclusivement faits par courriels et appels téléphoniques. Cela ne nous a pas empêchés de créer une relation de confiance et de respect. C'est le point de départ de mon regard sur les relations interculturelles au sein de l'ONG : un échange d'idées, de réflexions et d'impressions à travers les nouvelles technologies de la communication singulières à notre réalité globalisée.

Brève description de l'ONG et de ses implications au Maroc

C'est lors d'une randonnée dans les villages berbères du Haut Atlas, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Marrakech, en 2000, que Lucien et Colette Schumacher découvrent la « précarité » dans laquelle vivent les populations enclavées de la vallée de l'Ourika. Ils décident alors de faire un premier geste et demandent aux habitants des douars ce qu'ils pourraient entreprendre ensemble afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les Berbères expliquent qu'ils n'ont pas d'eau potable dans les douars. Ainsi, la première action de Lucien et Colette est d'organiser le captage d'eau de source afin de l'acheminer vers des abreuvoirs publics au sein de quelques douars – non sans difficultés, principalement liées à des conflits (et jalousies) entre tribus berbères lors de la répartition des sources de la région.

Bientôt, Lucien et Colette cherchent à donner une dimension « éducative » à leur implication et mettent en place, dès 2002, deux écoles non formelles, l'une à Tizi n'oucheg (plateau du Yagour) et l'autre à Anfgayn (plateau du Timenkar). Ils fondent ensuite l'ONG « Enfants de Tizi », enregistrée à Luxembourg, et reçoivent l'agrément ministériel le 2 mai 2003, agrément qui est prorogé d'une année à l'autre par le Ministère luxembourgeois de la Coopération et de l'Action humanitaire. Ils construisent ensuite deux écoles dans ces mêmes douars, en 2004, avant d'étendre leur projet « Sherpa » aux douars de Tagadirt et Akerkar (plateau du Timenkar), en 2006.

Durant mon stage au sein de l'ONG, de mai à juillet 2007, l'équipe de six Sherpas (éducateurs de l'ONG) est active dans quatre douars : Tizi n'oucheg (au Yagour); Anfgayn, Tagadirt et Akerkar (pour le Timenkar)[1]. Tous les Sherpas sont originaires de Tahanaout, capitale de la Province du Al Haouz, située à trente kilomètres de Marrakech, et sont de parents berbères. La directrice des écoles, Fatimazahra Rida, est marrakchie (de Marrakech) et d'origine arabe. Je suis le seul *occidental* à travailler sur le terrain; Lucien et Colette sont en France.

[1] Pour plus d'informations concernant la région, l'ONG « Enfants de Tizi » ainsi que ses activités éducatives, voir Annexe 1 – Présentation du Projet 1 : Éducation.

LES BERBÈRES CHLEUS ET L'INTERCULTURALISME DES MODERNES

« Mondialisation, culture et identité : les relations interculturelles au sein des projets de l'ONG « Enfants de Tizi » dans le Haut-Atlas des Chleus »

LES BERBÈRES CHLEUS ET L'INTERCULTURALISME DES MODERNES

« Mondialisation, culture et identité : les relations interculturelles au sein des projets de l'ONG « Enfants de Tizi » dans le Haut-Atlas des Chleus »

« Je pense que les réflexions de Greg dépassent la réalité, qui est simple et figée dans la tradition et la peur de changer. Le résultat est l'inertie. »
Lucien Schumacher (avril 2007)

« Le texte de Greg est très costaud, il prête à réflexion, on voit à travers cette approche la jeunesse révolutionnaire et planétaire, mais encore naïve... Pas de bombes idéologiques, du respect d'abord, de l'écoute ensuite... »
Claude Liénart (avril 2007)

Ça y est, nous y sommes, voici la [M]ondialisation. On en parle beaucoup, on conceptualise le terme, on tergiverse sur les changements qui se font dans notre « système monde » (Wallerstein 2000). Mais qu'est-ce que cela change pour un pays comme le Maroc, au-delà des considérations économiques internationales, sur un plan plus social, ou sociétal? Tout compte fait, pour des petits villages berbères, perdus au fin fond du Haut-Atlas marocain, quel est l'impact de cette (nouvelle) mondialisation? Qu'est-ce qu'implique un projet d'ONG, lancé par Lucien Shumacher – ancien de la Commission européenne – qui tente de mettre sur pied des écoles non formelles dans les douars de la vallée de l'Ourika? Sommes-nous face à une nouvelle forme de colonialisme? Sommes-nous dans un contexte permettant réellement l'égalité dans la reconnaissance de la différence?

Mon expérience (en termes géographiques) se résumait, il y a près d'un an, à l'Europe de l'Ouest ainsi qu'au continent Américain (plutôt du sud que du nord) et je ne connaissais quasiment rien des réalités marocaines. Lucien Schumacher me parlait d'inertie de la part des Berbères et je lui répondais que « l'inertie est souvent une réponse au progressisme de l'autre que l'on voit menaçant. Amin Maalouf, philosophe libanais, explique le rejet de l'américanisme par les Français en expliquant la peur de l'autre et le sentiment que l'on ressent lorsque les idéologies viennent d'ailleurs ». Ma réflexion initiale se basait essentiellement sur la crise latino-américaine du « soubassement ethno-racial de l'exclusion sociale » (des mots compliqués pour expliquer l'exclusion sociale reliée au néocolonialisme en Amérique latine), crise qui a réveillé les mouvements autochtones et sociaux contemporains en Amérique latine mais aussi en Europe (Dietz 2003). Mais Lucien Schumacher avait sans doute vu juste, je suis un jeune académicien candide qui cherche à mettre de *belles* théories sur des réalités qui peuvent paraître toutes simples.

Ceci étant, cet essai est avant tout une réflexion personnelle sur l'identité, le rapport à l'autre et les relations interculturelles en général - réflexion qui émane, et il importe de le mentionner, d'auteurs originaires du monde occidental. La première partie

de cet essai est introduite par une brève recherche sur les différentes interprétations du concept de Culture et aboutit sur une analyse de la crise identitaire des États-nations découlant de différentes turbulences culturelles liées aux processus de mondialisation.

Je mets cette analyse en parallèle avec mon expérience de stagiaire au sein de l'ONG « Enfants de Tizi » qui m'a accueilli pour la réalisation de mon stage de maîtrise et dans laquelle je me suis impliqué jusqu'à en devenir le vice-président. Plutôt que d'analyser, je décris les relations entre l'ONG "Enfants de Tizi", la société arabo-musulmane marocaine et les communautés berbères des plateaux du Yagour et du Timenkar. La deuxième partie de cet essai est constituée essentiellement de mon « Journal de stagiaire », introduit par une approche de la retranscription d'une expérience de terrain à l'heure de la postmodernité.

Loin de toute prétention à tirer des conclusions hâtives après trois mois de stage dans un milieu culturel qui m'était totalement inconnu il y a de cela un an, je propose avant toute chose de mettre à plat les principes et les lignes directrices d'une réflexion qui me permettra d'approfondir de façon constructive mes relations avec les Berbères durant les deux prochaines années. Dans ce sens, la troisième et dernière partie de l'essai est consacrée aux Berbères, décrivant brièvement leurs origines et tentant d'estimer leur degré d'autodétermination et d'implication dans les projets de l'ONG « Enfants de Tizi », ainsi que le respect de leur culture.



Partie 1 – Culture et mondialisation : pluralisme marginalisant?

1 – Approches du concept de Culture

« La pensée de la différence, de toutes les différences, des dernières guerres coloniales et des mouvements de décolonisation autant que des transformations des sociétés industrielles, fraie son chemin dans une remise en question de l'universalité de l'humanisme occidental. C'est dans ce contexte que Michel Foucault annonce la mort de l'homme. Cette formulation radicale de la crise de la culture ne concernerait-elle pas finalement la mise en faillite des représentations que chaque société se forme de sa propre culture et des différences entre les cultures ? »
René Kaës (2005 : 8)

Il me semble important, avant d'entreprendre une réflexion (quoique superficielle) sur les relations interculturelles, de démystifier certaines idées arrêtées sur les préjugés culturels ainsi que sur les évidences que chacun de nous a tendance à considérer comme universelles. Une tentative de remise en question de la façon dont nous interprétons la notion même de culture est dès lors indispensable si l'on veut éviter de tomber dans les clichés menant parfois à une vision réductrice du monde contemporain.

Comme l'explique Wallerstein (1990 : 31 *cf.*[2] Milton 1996 : 10), le concept de culture est probablement « the broadest concept of all those used in the historical social sciences. It embraces a very large range of connotations, and thereby it is the cause perhaps of the most difficulty ». C'est sans doute pour cette raison que les anthropologues ont pendant longtemps étudié les « choses » de la culture plutôt que la culture en soi (Milton 1996 : 11), et c'est certainement pour ces deux raisons qu'il est impossible de décrire précisément ce que les anthropologues entendent par le terme culture (Milton 1996 : 13).

René Kaës nous rappelle que la civilisation existe, en dedans, « à travers la mise en œuvre de techniques, de systèmes sociaux, de lois et de valeurs, mais aussi d'usages (ou de mœurs) et de systèmes de représentation partagés, en tout cas partageables par un ensemble humain qui s'identifie par cette commune appartenance ». Il clarifie ensuite que la culture est « l'ensemble des dispositifs de représentations symboliques dispensateurs de sens et d'identité » et l'interprète, cet ensemble, cette culture, comme un organisateur « de la permanence d'un ensemble humain » ainsi que des « processus de transmission et de transformation » (Kaës 2005 : 1). Nous avons donc besoin d'une culture afin de construire le sens de notre identité. Pourtant, il nous est souvent difficile d'expliquer l'essence de notre culture, le pourquoi de nos réactions et actions :

> In every human society people must learn how to conduct themselves in ways that are acceptable to their fellows. People articulate what must be learned as rules of conduct and lists of "dos and don'ts." But much of what they learn remains subjective. They cannot explain to someone else the working principles for which they come to have a feel any more than they can explain to others the working principles of their language's

[2] Ne possédant pas toutes les bibliographies présentes dans les ouvrages utilisés lors de la rédaction de cet essai, je suis dans l'incapacité de retrouver les informations de certaines références. J'utilise alors "*cf.*" afin de renvoyer à l'ouvrage d'où j'ai tiré la citation ou la réflexion.

> grammar. They can apply their subjective knowledge to correct people in specific situations, but they cannot explain the underlying understanding by which they make their immediate judgments (Goodenough 2003 : 2-3).

Selon les termes de Milton, dans sa dimension générale, la culture est un phénomène qui fait partie de l'expérience humaine et, dans sa dimension spécifique, est une entité associée à un groupe social en particulier (Milton 1996 : 14). Ainsi, la culture est partagée par tous les êtres humains, et leur culture propre est ce qui leur permet de vivre dans un groupe social, ce qu'ils reçoivent à travers leurs relations avec les autres membres de leurs communautés (Milton 1996 : 13). Comme le retrace Ward Goodenough, au début de sa carrière, à la fin des années trente, les anthropologues cherchent à comprendre la culture comme un produit de l'interaction sociale :

> I saw that psychologists had made considerable progress in developing a theory of instrumental (means-ends) learning; but they had no way to describe the cognitive content of what had been learned. They had no way to get at the contents of the "black box." Social psychologists had a good theory of the interactive process by which people acquired a sense of self; but they had no way of describing the cognitive content of that sense of self. Anthropologists were concerned with describing culture as a product of learning in social interaction. […] structural linguists had developed a rigorous method for describing the content of what speakers of a language must learn in order to speak in a manner that fellow speakers find acceptable, and this at the most basic level, namely phonology and morphology (Goodenough 2003 : 2).

García García (1991 : 115 *cf.* Dietz 2003 : 83) se rapproche fortement de cette optique linguistique énoncée par Goodenough ; il décrit le caractère négocié de l'organisation intraculturelle : les individus d'une communauté négocient leurs significations et références dans un certain cadre composé d'éléments cohérents et intelligibles pour cette communauté. C'est ce que Wimmer appelait « le compromis culturel » (García Gracía 1996 : 12 *cf.* Dietz 2003 : 83). Se créent alors des « liens de sens » à l'intérieur du groupe qui vont pouvoir générer des comportements prévisibles (García García 1996 : 4 *cf.* Dietz 2003 : 83), que Goonasekera (2000) exprime brillamment dans son analyse des médias : « Human beings interact with each other on the basis of understanding of each others' expectations. We interact with others in the expectation that the other would behave in a « predictable » manner ».

Pourtant, Dietz critique les limites de la perspective formaliste de la théorie organisationnelle de García selon laquelle les cultures ne se distinguent pas suivant leurs différences de contenus, mais bien à travers l'organisation de leurs différences internes. De fait, selon Dietz, il faut également analyser les relations qui s'établissent entre la culture d'un groupe et son identité groupale, c'est-à-dire son ethnicité : un mécanisme de cohésion intragroupal qui génère des « frontières ethniques » en se basant sur l'explication de traits culturels différents (Dietz 2003 : 84). Cette ethnicité crée alors des identités qui se différencient entre elles à travers trois processus (territorialisation, substantialisation et temporalisation) dont je reparlerai brièvement dans le chapitre suivant. Dietz explique enfin que l'ethnicité comporte un aspect organisationnel ainsi que sémiotico-symbolique. Le premier permet la formation du groupe social et son interaction ; l'aspect

organisationnel se présente de manière collective à travers la prise de conscience du « Nous » inclusif face à un « Vous » exclusif. Le second permet, quant à lui, la création de l'identité et le sentiment d'appartenance à un groupe ethnique spécifique et distinct des autres ; l'aspect sémiotico-symbolique se trouve dans un plan individuel à travers l'élaboration d'un sentiment d'appartenance à ce « Nous » et amène l'individu à comprendre le monde extra-groupal depuis une perspective intra-groupale (Dietz 2003 : 86). Il devient alors quasiment impossible de se défaire de notre cadre ethnique et la différence d'un individu étranger sera intrinsèquement reléguée à son appartenance groupale (très souvent nationale). C'est ce qui nous amène, comme l'explique Ward Goodenough, vers une tendance quasi universelle à voir le monde tel un échiquier pluri-ethnique, divisé en différents peuples selon les grandes disparités *évidentes* de langue et de coutumes. Bien que cela soit le reflet d'une réalité objective, nous prenons cette réalité pour évidente et ne la remettons pas, ou rarement, en question ; même si « las formas concretas en que la lenguas, las culturas y los pueblos se relacionan entre si son mas complicadas de lo que normalmente se supone » (Goodenough 1971 : 157). Pis, la seule division de l'espace nous paraît naturellement discontinue, et le mariage entre un ensemble culturel et la notion de nation nous paraît évident :

> The distinctiveness of societies, nations, and cultures is based upon seemingly unproblematic division of space, on the fact that they occupy "naturally" discontinuous spaces. The premise of discontinuity forms the starting point from which to theorize contact, conflict, and contradiction between cultures and societies. For example, the representation of the world as a collection of "countries", as in most world maps, sees it as an inherently fragmented space, divided by different colors into diverse national societies, each "rooted" in its proper place. It is so taken for granted that each country embodies its own distinctive culture and society that the terms "society" and "culture" are routinely simply appended to the names of nation-states, as when a tourist visits India to understand "India culture" and "India society", or Thailand to experience "Thai culture", or the United States to get a whiff of "American culture". […] in all these cases, space itself becomes a kind of neutral grid on which cultural difference, historical memory, and societal organization are inscribed (Gupta & Ferguson 1992 : 6-7).

Ainsi, nous avons très souvent tendance à oublier le métissage dont nous sommes le fruit. Pour Laurier Turgeon, la culture résulte « d'un rapport de force interculturel négocié et renégocié, de traditions continuellement réinterprétées et refaites d'apports extérieurs ». Il cite également la « logique métisse » de Jean-Loup Amsell, logique « qui renvoie à un processus d'interfécondation entre les cultures » (Turgeon 2003 : 386). Malgré cela, il est vrai que nous ne sommes pas tous « pareils ». Métis, oui ; identiques, non.

Dans les premières définitions du concept, au XIXe siècle, la culture se définit comme un ensemble de trois phénomènes : les actions, les idées et les objets matériels, « everything that people have, think and do as members of a society » (Ferraro 1992 : 18 *cf.* Milton 1996 : 17). La culture est alors comprise comme un système. Pourtant, au milieu du XXe siècle, les anthropologues tendent à diviser le concept en deux phénomène distincts : ce qui est observable (ce que les gens disent et font) et ce qui est caché (ce que

les gens pensent). Selon Milton, c'est à ce moment que le terme « société » est utilisé pour désigner la catégorie observable, tandis que le terme culture est réservé pour ce qui est « in people's minds » (Goodenough 1961 ; Kay 1965 *cf.* Milton 1996 : 18). Ce faisant, les anthropologues tentent de saisir la subtilité de la conscience humaine, c'est-à-dire la somme des perceptions, des valeurs, des normes et des autres mécanismes à travers lesquels les individus comprennent leurs expériences : « Whatever people hold in their minds forms the basis for their actions, which, through being observed and interpreted, feed back into their consciousness, reinforcing and modifying their understanding of the world » (Milton 1996 : 18). Certains auteurs critiquent cette définition réductrice de la culture, imposée par les anthropologues afin de leur donner une plus grande liberté analytique (Geertz 1973 *cf.* Milton 1996 : 18). Toutefois, Milton explique que c'est ce « narrowing down » de la notion de culture qui permet l'imposition du principe de relativisme culturel au sein de la discipline : « Instead of being different ways of life, cultures became different ways of knowing, different ways of perceiving and understanding the world ». Le principe induit que toutes les cultures sont égales, qu'elles ne peuvent être interprétées que par les membres de leur communauté et, surtout, « that all cultures are equally valid interpretations of reality »[3] (Milton 1996 : 19). Bien qu'elle reconnaisse les bienfaits du relativisme culturel contre les arguments ethnocentristes, Milton expose le fait que le principe amène de nombreux anthropologues à exagérer le problème de la communication interculturelle. Ce faisant, ils sont incapables de comprendre les changements culturels sur une large échelle, ils privilégient les études sur de plus petites échelles et tendent à consolider l'image fragmentée de notre monde :

> […] we have tended to see the world as a 'cultural mosaic, of separate pieces with hard, well-defined edges'. In particular, the impression that cultures are tied to territories, through their associated social units, has reinforced the image of cultures as sharply bounded. [...]. The impression that cultures are the hard-edged pieces of a mosaic, whose boundaries can, in theory, be traced on the ground, is a product of the fact that anthropologists have preferred to do bounded ethnography (Milton 1996 : 19).

Aujourd'hui, la notion de culture tend à inclure tous les processus aux travers desquels le savoir et la conscience sont construits, générés et soutenus. La culture est à la base de l'action, mais la culture est elle-même soutenue, renforcée et modifiée par les actions : « action and knowledge are part of the single process that is culture » (Milton 1996 : 20). Dès lors, l'*imagination*, qu'Appadurai conçoit comme une source d'action (2000 : 7), prend toute sa force. Notre culture peut alors se définir comme le processus qui nous guide vers notre imagination du monde, notre style de vie, nos actions :

> We live in a world of many kinds of realism. [...] the boundaries between these various realisms have been blurred. More persons in more parts of the world consider a wider set of possible lives than they ever did before (Appadurai 2000 : 28).

Mon processus imaginaire sera-t-il plus proche de celui d'un étudiant japonais que d'un paysans kosovare, voire même français?

---

[3] Le relativisme culturel me paraît intimement lié avec la crise postmoderne de catégorisation, sur laquelle je reviendrai dans le chapitre suivant.

2 – Postmodernisme et mondialisation : Turbulence identitaire de la nation face à l'allégorie d'une crise de la culture

« Le processus de mondialisation nous rapproche tous, mais ne nous unifie pas vraiment. Nous avons une expérience commune, nous avons de grands problèmes en commun, mais nous n'avons pas une vision commune, il n'y a pas d'éthique ou de culture cosmopolite. Un grand nombre parmi les questions les plus importantes proposées par le monde globalisé exige un dialogue, sollicite une convergence de perspectives, rend souhaitable une forme d'accord quelconque : non seulement la confrontation entre les cultures et les religions, mais la question des droits humains aussi, la recherche d'une éthique de la mondialité, la question du rapport entre une modernité « irrespectueuse » (Habermas) et la tradition religieuse, le problème des conflits et des guerres, avec l'exigence connexe d'un droit international reconnu par tout le monde, exercent une pression dans ce sens. »

Maurizio Pagano (janvier 2007)

La notion de mondialisation suscite un débat tant sur sa réalité effective que sur sa portée historique (Mirza 2002). Certains auteurs radicaux vont jusqu'à parler d'abolition des frontières (Giddens 1999), tandis que d'autres y voient une reformulation du projet impérialiste (Wallerstein 2000 ; Hardt & Negri 2000). Il paraît plus judicieux de comprendre la mondialisation comme un phénomène au « caractère diffus et multi-forme », impliquant des processus « d'ordre démographique, social, politique et surtout économique » et instaurant « de nouvelles dynamiques et de nouveaux "espaces" » (Mirza 2002 : 160). La notion d'espace m'intéresse tout particulièrement dans cet essai puisque, comme il a été dit dans la partie précédente, nous avons tendance à comprendre le monde comme un échiquier pluri-ethnique aux frontières plus ou moins stables. Pourtant, les nouveaux flux liés aux processus de mondialisation, et principalement leur intensité croissante, remettent en question notre compréhension de la notion d'espace en créant une vision multi-polaire et multiculturelle du monde contemporain :

> C'est ce qu'Appadurai a expliqué avec la notion de -scape (ethnoscapes, technoscapes, etc.) (1996), à savoir l'intensification des processus migratoires, des transactions commerciales, l'interpénétration des industries au-delà des frontières ou encore la formation de nouvelles entités institutionnelles. Ces flux ont pour propriété de déplacer la vision bipolaire du monde (centre-périphérie) vers une vision multi-polaire de ces processus dans l'espace […] (Mirza 2002 : 160-161).

Dans son essai intitulé « Différence et universalité : Questions philosophiques dans l'horizon de la mondialisation » (écrit dans le cadre d'une conférence donnée à l'Université de Montréal le 22 janvier 2007), Maurizio Pagano, professeur de philosophie, explique que la nouvelle disposition du système monde requiert un dialogue entre les différents acteurs. Cette mondialisation nous oblige à prendre conscience du monde global et nous avons décidé, dans une certaine mesure, de *mettre notre nez* dans les affaires des autres, qui ne sont plus tellement celles des autres. En tous les cas, cette nouvelle disposition du monde nous rapproche et nous vivons désormais dans un environnement de plus en plus pluriculturel qui tend malheureusement à créer une image de crise culturelle, de choc des cultures, pis, de « clash of civilisations » (Huntington 2000).

Sommes-nous face à une crise de la culture? Pour Gunther Dietz (2003), il semble que dans le contexte contemporain de mondialisation l'État-nation soit effectivement dans un moment de crise et qu'il se retrouve face à une « turbulence identitaire » formée de trois processus distincts : l'intégration supranationale, la réapparition des identités sub-nationales et les communautés transnationales. Ainsi, l'État-nation contemporain voit sa construction identitaire défiée par ces trois mouvements qui remettent en question et redéfinissent la base de son être : la souveraineté (territoriale et idéologique). Ce concept est mis à mal par une série d'événements et de changements qui font que la souveraineté territoriale et idéologique n'est plus, aujourd'hui, régulée par les seuls États mais bien par une communauté d'acteurs :

> Or la séparation des pouvoirs a été conçue – depuis Montesquieu – comme une opération de physique sociale, de mécanique humaine transposée de la mécanique newtonienne. Et non pas comme une métamorphose de la souveraineté – impossible à scinder en son principe [...]. C'est pourtant l'enjeu exact de notre époque : comment dépasser une vision mécanique des pouvoirs, pour passer à une séparation des passions souveraines ? (Duclos 2006: 14)

C'est là le cœur de la crise de l'État-nation moderne à l'heure où nos sociétés entrent dans l'ère de l'économie tertiaire, celle des services, et où le postmodernisme tente de réviser les concepts qui forment la base de nos sciences sociales. Une crise, générée selon Alain Touraine par une redéfinition du rôle des acteurs sociaux dans un monde postindustriel (Touraine 1991), qui requiert une révision du concept de souveraineté ainsi qu'un retour sur les notions d'État et de nation. Aujourd'hui plus qu'hier, les États ne sont plus compris comme de simples appareils bureaucratiques mais bien comme des « powerful sites of symbolic and cultural production that are themselves always culturally represented and understood in particular ways » (Gupta et Ferguson 2002 : 981). Nous comprenons alors que cette redéfinition du rôle des acteurs ne change en rien le conflit central de la lutte entre mouvements sociaux que Touraine définit comme un combat pour contrôler la définition des patrons culturels (Touraine 1985). C'est en acceptant cette définition du conflit social central qu'il devient possible de saisir la subtilité des États « imaginés », selon les termes de Gupta et Ferguson (2002 : 981), comme « constructed entities that are conceptualized and made socially effective through particular imaginative and symbolic devices ». En s'attaquant à la construction « imaginaire » des États, c'est tout le système hégémonique qui subit, les groupes de citoyens *dominants* y compris. L'allégorie d'une crise culturelle contemporaine devient alors un étendard pour la défense des privilèges des dominants, principalement celui de pouvoir définir les patrons culturels !

Dans un article traitant de l'interculturalisme, Daryl Chin rappelle la conception de postmodernisme de Jean-François Lyotard, selon laquelle le postmoderne représente une crise de la catégorisation, menant à l'équivalence et subséquemment à la perte d'hégémonie. La perte d'unité aurait alors mené à une crise des pratiques culturelles (Chin

1989 : 163). Pis, le pluralisme postmoderne devrait mener à la marginalisation puisque le refus de la remise en question des catégorisations modernes se traduit par un protectionnisme camouflé sous une fausse indifférence. De fait, si Chin évoque que pour beaucoup d'auteurs la seule contribution du postmodernisme est la reconnaissance de la différence, il fait ensuite remarquer que cette différence peut facilement se transformer en indifférence de la part de certains auteurs eurocentristes. Ces derniers argumentent que si la reconnaissance de l'autre doit mener à la totale équivalence, il apparaît alors une perte absolue de distinction : « it the Eurocentric ego can no longer presume on self-importance, then nothing is important » (Chin 1989 : 165). En déclarant cette indifférence face à la distinction, l'eurocentrisme marginalise « l'autre » et tente de maintenir le *statu quo.* Ainsi, Chin entend prouver que la seule désignation de « l'autre » ne peut que mener au pluralisme marginalisant tant que l'on ne notifie pas que cet « autre » n'est pas « autre » pour tout le monde.

Cette indifférence semble tout à fait compréhensible dans un contexte politique où la souveraineté territoriale et idéologique reste une base indéfectible de la légitimité des États. De fait, comme l'expliquent Held et McGrew, la politique moderne est basée sur la notion d'État-nation, sur son lien avec un territoire géographique et surtout sur son pouvoir de souveraineté (Held et McGrew 1999 : 487). Les institutions internationales, formant la gouvernance internationale, sont basées sur le même modèle politique, et l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, a déclaré en 1995 que le concept de souveraineté avait été le principe de base dans l'élaboration du système international (Woods 1999 : 39). C'est sur la base de cette souveraineté que l'État défend la nation qu'Ernest Renan définissait comme « un principe spirituel » créé par « la possession en commun d'un riche legs de souvenirs » ainsi que par « le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis » (Renan 1992 : 54). Renan expliquait surtout que « l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses » (Renan 1992 : 42). L'oubli collectif a permis aux États de construire un héritage commun aux communautés ennemies, tout en leur faisant parler la même langue. Aujourd'hui encore, la propagande de l'idéologie dominante, associant le terme « nation » à une conception unilingue de l'État, est encore ancrée dans l'opinion publique de nombreux pays.

Face à l'indifférence du dominant, certaines minorités culturelles affirment vigoureusement leurs différences culturelles ; c'est le « réveil ethnico-régional » dont nous parle Dietz lorsqu'il considère que l'État-nation voit, au niveau sub-national, la naissance ou la renaissance de projets contre-hégémoniques, ceux-ci étant reliés à la mondialisation ainsi qu'à la crise vécue par l'État-nation moderne :

> Este "despertar" étnico-regional, que no está limitado al contexto europeo, puede interpretarse como una reacción a los descritos procesos de globalización a menudo experimentados como amenazantes para la sociabilidad local y regional, pero a la vez

> también pueden ser analizados dentro de un marco histórico mas amplio en el cual aparecen como *survivals* de una época pre-nacionalizante que reaparecen en tiempos de "crisis" del Estado-nación. (Dietz 2003 : 115)

Comme l'explique Kaës, la psychanalyse déchiffre la différence culturelle comme « l'épreuve de ce qui, étranger, est représenté comme hostile ou mauvais pour le « nous », ce par quoi se désigne l'identité des sujets réunis par une communauté d'identifications, de représentations et de signifiants communs » (Kaës 2005 : 12). Toujours selon Kaës, « l'affirmation culturelle » est le résultat de la reconnaissance du « nous » comme opposé à la différence culturelle, ce qui a pour effet « l'abolition – au dedans du « nous » – de tout écart qui viendrait mettre en péril la valeur d'intégration et d'unité narcissique dans les espaces et les formations psychiques partagées et communes » (Kaës 2005 : 12). Les minorités, conscientes de la réalité interculturelle mais face à l'indifférence et au pluralisme marginalisant, viennent remettre en question la notion d'héritage commun à la nation en affirmant l'unité de leur communauté face au dominant. Nos sociétés se voient alors entraînées dans une spirale pluriculturelle engendrée par « une crise de la culture qui les unifiait, ou du moins les faisait tenir ensemble dans un imaginaire unificateur » (Kaës 2005 : 8). L'oubli collectif de Renan devient alors déficient et le défi contemporain est de faire survivre l'État-nation alors que ses citoyens affirment leur héritage pluriel aux travers des mêmes processus utilisés autrefois pour la nationalisation. Les stratégies « d'ethnicisation » sont « territoriales » lorsqu'elles transforment les espaces limitrophes d'interaction culturelle en frontières séparant de façon très nette les différentes communautés ; elles sont « substantielles » lorsqu'elles réinterprètent les relations sociales à travers la stigmatisation, voire l'invention, des différences biologiques ; enfin, elles sont « temporelles » lorsqu'elles imposent une seule version de la formation des traditions communes au groupe, l'imaginaire « héritage commun », annihilant toute notion de métissage culturel (Dietz 2003).

Nombreux analystes politiques (e.a. Zahar 2003 ; Gazibo 2005) situent ce réveil des minorités culturelles, cette réapparition des identités sub-nationales, peu avant la fin de la Guerre froide. Le dénouement du conflit bipolaire rendant désuet le maintien de blocs idéologiques forts, survient alors la fin du soutien politique, économique et militaire dont jouissaient de nombreux États. Comme le rappelle Marie-Joëlle Zahar, les nouvelles politiques de Gorbatchev indiquent clairement un changement de priorité : l'accent est désormais mis sur les politiques internes plutôt qu'externes ; même chose aux Etats-Unis (Zahar 2003). L'effet stabilisateur du soutien qu'octroyaient les superpuissances disparaît et vient renforcer l'apparition d'une crise de souveraineté des États qui survient à la suite du démantèlement de l'URSS ainsi que de la Yougoslavie ; la crise se globalise rapidement. Nous assistons alors à l'apparition d'une large vague de démocratisation – un dernier remous de la troisième vague qui avait débuté au Portugal, en 1974, et s'était prolongée

vers les pays latino-américains, l'Europe de l'Est et l'Afrique (Gazibo 2005 ; Huntington 1991 ; Karl et Schmitter 1991). De nombreux chefs d'État voient leur population se révolter contre leur régime. En Afrique tout particulièrement, certains mouvements – qui avaient été inactifs pendant près de 30 ans après la période de décolonisation – se « réveillent » et revendiquent à nouveau le pouvoir. Les deux anciennes superpuissances ne sont pas les seules à retirer leur soutien, la France se retire également de nombreux pays – retrait que le professeur Gazibo nomme « le retrait des gendarmes » (Gazibo 2005). Un exemple flagrant en Afrique est certainement celui de Mobutu qui, en conséquence de la perte du soutien américain, voit son pouvoir renversé par Kabila et doit quitter son pays. Marie-Joëlle Zahar relève l'importance de la dimension culturelle de la crise de légitimité de nombreux régimes et observe l'apparition de conflits identitaires : la fin de la Guerre froide enlève la dimension idéologique de la plupart des conflits et est remplacée par le facteur identitaire (Zahar 2003). La force culturelle qui stigmatise les rivalités engendre des conflits internes importants et glisse vers des flux de migration qui déstabilisent, encore aujourd'hui, de nombreux États.

Toute tentative de synthétisation ou de définition d'une crise culturelle contemporaine est bien évidemment superflue et vaine. De plus, l'Afrique n'est certainement pas le meilleur point de référence étant donné le poids du colonialisme (ainsi que du néocolonialisme) de ces deux derniers siècles. La fin du soutien bipolaire lié à la Guerre froide vient effectivement secouer le malaise sociétal de nombreux pays africains intimement lié au passé colonial dont la délimitation arbitraire des frontières du continent[4] avait été suivie de la technique du « divide to rule », exaspérant ainsi les divergences interethniques (et parfois intraethnique, notamment, au Rwanda). Guy Nicolas explique clairement que « les États [africains] qui se sont constitués à la fin de la colonisation européenne se sont édifiés sur le modèle de l' "État-nation" » selon le modèle des « démocraties développées » et ont été mis en place « sur une base théorique de table rase sociopolitique sans analyse préalable des réalités locales » (Nicolas 1987 : 157). Ce modèle a créé des « nations à polarisations variables » qui possèdent au sein d'un même État plusieurs champs sociopolitiques sous-jacents correspondant chacun à une identité particulière (Nicolas 1987 : 159). Ces États ont plus de difficultés à créer un sentiment national car ils sont caractérisés par une rivalité plus ou moins forte entre les différents champs ou identités. Toutefois, il est évident que nombreux conflits, en Afrique plus qu'ailleurs, sont de nature très complexe et il serait naïf de les ramener à leur seule variable culturelle.

---

[4] Cette délimitation est essentiellement due au partage de l'Afrique entre les différentes puissances coloniales dont les règles sont établies lors de la Conférence de Berlin (1884-1885), voir : St. Föster, W.J. Mommsen & R. Robinson (dir.) [The German Historical institute London] (1988), *Bismarck, Europe and Africa. The Berlin Africa Conference 1884-1885 and Onset of Repartition.* London : Oxford University Press.

Ceci étant, et bien que chaque pays ait une expérience et un morcellement culturel propres, nous pouvons tenter de délimiter certaines réalités *globales* dans un contexte d'interdépendance des États, certains bien sûr plus dépendants que d'autres. Nous sommes au début du vingt-et-unième siècle, presque vingt ans après la chute du mur de Berlin, au cœur de la crise postmoderne, et les turbulences culturelles et systémiques confrontent les États-nations sur plusieurs fronts. Comme il a été cité plus haut, Dietz répartit ces turbulences sur trois niveaux : le sub, le supra et le trans. Au sub, nous avons les populations autochtones et les minorités ethniques, revendiquant une souveraineté territoriale « locale » et revendiquant un héritage propre à leurs communautés ; nous venons d'en parler : la réapparition des identités sub-nationales face à l'hégémon national. Entre Guerre froide et colonialisme, il semble que la reconnaissance de l'autre ne se défait pas des tendances marginalisantes du pluralisme dans une construction dominante de la différence…

Au supra, nous trouvons des États s'intégrant dans un système économico-politique globalisé et souvent régionalisé, devant alors se soumettre à des règles communes à tous les États-membres : « States now deploy their sovereignty and autonomy as bargaining chips in multilateral and transnational negotiations, as they collaborate and coordinate actions in shifting regional and global networks » (Held et McGrew 1999 : 495). Avec l'apparition de l'idée de « bonne gouvernance » et la récente montée en puissance des pays émergents comme le Brésil, l'Inde et la Chine, les règles de la gouvernance internationale doivent évoluer et les organisations internationales tendent à se défaire du modèle de relations internationales centré sur l'État (Woods 1999 : 41). L'autorité politique des États a déjà dû s'adapter aux réalités de la mondialisation en adoptant une politique de « soft law », tout au moins sur la scène internationale. Le terme « soft law » renvoie ici à toute règle qui permet une certaine souplesse quant à son obligation, sa précision et son application : la négociation est constante. Nombreux États ont critiqué la souplesse de certaines règles, voire le manque de clarté découlant de cette souplesse (Bass 2002 : 202), et certains analystes ont même prétendu que l'usage croissant du « soft law » pourrait « destabilize the whole international normative system and turn it into an instrument that can no longer serve its purpose » (Abbott et Snidal 2000 : 422). Toutefois, ce passage du « hard law » vers le « soft law » est vu par Abbott et Snidal (2000 : 423) comme une tentative pour sauvegarder la souveraineté des États-nations en évitant de conditionner leur comportement et leurs choix à travers le droit international.

Ici également (au niveau supra), il semble que la fin de la Guerre froide a une importance prépondérante dans la remise en question de la souveraineté des États-nations. De fait, l'un des grands changements amenés par la fin de la Guerre froide est l'implication de l'OTAN dans les missions de maintien de la paix. La fin du conflit Est-Ouest ayant laissé l'OTAN sans réel mandat, l'organisation se tourne vers le maintien de la paix, et les accords de Dayton, signés en 1995, permettent le déploiement de ses troupes en

Bosnie (Diehl 2001 : 244-245). Le déploiement des forces de l'OTAN, en l'absence de consentement des parties impliquées dans le conflit, est la caractéristique principale des missions de paix de troisième génération (Karns et Mingst 2001 : 316) et il affaiblit considérablement l'image souveraine des États-nations concernés. La fin de la Guerre froide, en permettant notamment d'éviter le veto de la Russie et en permettant le déploiement des troupes de l'OTAN, crée un nouvel ordre international et donne des visions plus idéalistes à la communauté internationale.

Pourtant, les missions de paix de deuxième génération (dites de *statebuilding*) amènent un certain scepticisme à la suite des échecs en Somalie et au Rwanda, et sont classifiées comme missions néocolonialistes : « because these missions often resemble the kind of overt regional imperialism that has lost much of its credibility in the international community, they leave participants vulnerable to criticism as "neoimperialists" » (Hurd 2002 : 44). Quant aux missions de la troisième génération, « The Bosnian experience demonstrates the dangers of third-generation peacekeeping. Nine years after the Dayton Peace Accords, Bosnia remains a kind of international protectorate under quasi-colonial authority. The country is dependent on aid » (Karns et Mingst 2004 : 321). Les échecs sont « sanglants », les crises humanitaires ne peuvent être évitées et les missions d'observation (première génération) tendent à être à nouveau privilégiées. Le déploiement d'observateurs non armés au Kosovo semble confirmer cette tendance (Diehl 2001 : 260). Il est de plus en plus certain que les pays ne veulent pas s'engager et cherchent à garder leur entière souveraineté en privilégiant très certainement le « soft law » ; les États ne sont pas encore prêts à utiliser pleinement le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, nécessaire aux missions de troisième génération :

> Some of what passes for subjectivity to is not so much an inability to know when international peace and security are in jeopardy as a refusal to recognize that condition as such and therefore undertake a coercive commitment that sovereign governments often would rather avoid (Miller 2001 : 219).

Mais la souveraineté de certains États-nations a été temporairement transgressée et leur légitimité reste affaiblie. La récente déclaration d'indépendance du Kosovo (le 17 février 2008) vient aujourd'hui renforcer l'image morcelée de l'échiquier des cultures et les interventions de maintien de la paix de l'ONU ne semblent pas freiner l'escalade d'une crise culturelle contemporaine, ou tout au moins l'image que l'Occident s'en fait. Le pourraient-elles?

Il nous reste à analyser la troisième dimension de la crise identitaire des États-nations. Ainsi, au niveau trans, beaucoup nous parlent des populations migrantes qui forment des communautés transnationales souvent largement organisées et solidaires, celles-ci remettant en question la notion même de souveraineté nationale (Dietz 2003 ; Appadurai 2000). Le sentiment d'appartenance à une patrie est fréquemment perçu comme exclusif et ne pouvant se rattacher qu'à une seule nation, un seul État. Avec l'apparition de flux migratoires intensifs, un nombre croissant de citoyens tendent à

construire un sentiment d'appartenance double et viennent déstabiliser les États-nations au cœur même de leur légitimité :

> Desde los orígenes aun recientes del nacionalismo, las migraciones – seguramente una de las constantes antropológicas por excelencia – son percibidas por el Estado-nación como un 'problema', dado que la movilidad humana desafía no solo la capacidad del Estado de controlar, disciplinar y sedentarizar a la ciudadanía, sino también el principio mismo de territorialidad, eje de la 'soberanía nacional' y de la 'inviolabilidad' de sus fronteras (Dietz 2003 : 119).

Les processus de mondialisation, jumelés aux avancées technologiques que nous connaissons aujourd'hui, tendent à favoriser ces migrations et facilitent les contacts entre les migrants et leur famille, amis et autres contacts restés au pays. Ce faisant, nous voyons la formation de communautés internationales qui redéfinissent la notion de frontière, ainsi que celle de territorialité (Dietz 2003 ; Appadurai 2000). Plus important, grâce aux nouveaux espaces transnationaux et à la croissance de leur interconnectivité, les communautés migrantes peuvent articuler des identités à différents niveaux : local et global. Nous voyons alors l'apparition d'une hybridation culturelle transnationale qui vient défier de manière radicale la notion d'identité nationale unique et saper le discours homogénéisant de l'État-nation ainsi que sa politique de territorialisation. C'est ce que Dietz appelle l'apparition de la citoyenneté postnationale (Dietz 2003 : 125).

Lors d'une conversation en avril 2007, le professeur Alexis Nouss m'a demandé où je situerais les ONG de coopération internationale. Je les mettais sans hésiter dans la catégorie trans, à un niveau de souveraineté territoriale très flou, redéfinissant la notion de territorialisation de la citoyenneté. Pourtant, le professeur Nouss y voyait plutôt un quatrième niveau, entre le trans et le supra. Une souveraineté mal définie mais des contacts avec les grands organismes internationaux ainsi qu'avec des groupes de pression pouvant influer tant sur les décisions des fonctionnaires les plus hauts placés que sur l'opinion publique au sein des États-nations. Un quatrième niveau donc, appelons-le « multi », à l'image des multinationales, dimension menant à des situations totalement nouvelles, comme celles dites de l'action humanitaire et de la coopération internationale (non gouvernementale).

Le quatrième niveau ayant été établi, tentons de délimiter sa dimension *multiculturelle*, plus spécifiquement les difficultés culturelles et éthiques rencontrées par les ONG de coopération internationale dans leur travail avec les populations autochtones. Dans le contexte de turbulences culturelles « postmodernes », les ONG de coopération internationale ont un rôle important à jouer : celui d'un médiateur entre les populations et d'un soutien pour les populations discriminées. Milton (1996) pose le problème de l'action, de l'intervention d'un anthropologue ou ethnologue dans les sphères côtoyées et les champs d'études. Devons-nous intervenir, nous impliquer dans les activités des populations que nous avons choisi d'étudier, ou tout simplement de mieux connaître, au risque d'interférer dans leur construction sociale et culturelle ? Lors d'un projet de coopération internationale, la question à se poser devrait sans doute être la même que

pour un anthropologue : le désir de venir en aide à certaines communautés justifie-t-il une interférence importante dans le cycle de reconstruction culturel et social de ces communautés ?

C'est en tout cas la question qui a guidé mes réflexions lors de mon stage au Maroc, principalement en raison du manque de réel pouvoir décisionnel accordé aux Berbères lors de la réalisation du projet éducatif de l'ONG « Enfants de Tizi ». Quelques semaines avant le début de mon stage, Lucien Schumacher, fondateur de l'ONG, m'expliquait dans un courriel :

> Tout ce qui est concret au Timenkar et Yagour est le fruit de concepts personnels imposés « en soft » aux Berbères depuis sept années. De fait, si le concept "école non formelle" (ENF) est admis à Tizi seulement après un combat de trois années, à Anfgayn, la situation est toujours conflictuelle (17 avril 2007).

Ceci étant, si la question d'intervention (ou de non-intervention) se pose, il faut avant tout comprendre qui nous sommes, avec qui nous sommes en relation –l'autre–, et surtout ce qu'implique cette relation. Dans la retranscription de mon séjour au Maroc, je tente de partager au lecteur toute la subtilité de la relation que j'ai eue tant avec les Berbères qu'avec les autres Marocains. J'ai cherché à comprendre comment je pourrais retranscrire au mieux cette expérience. Je ne suis pas anthropologue, et mon journal n'est pas un « discours ethnologique ». Pourtant, à l'instar de G. Devereux qui dès 1967 « interroge la position de souveraineté de l'observateur » (Kaës 2005 : 6), je cherche à avoir une approche dans laquelle l'autre, tant les populations Berbères que mes collègues au sein de l'ONG, peut avoir une expression tout en respectant sa dimension culturelle. Pas facile, me direz-vous, lorsque l'on sait que la rédaction d'un journal nécessite une traduction des faits… Afin de mieux comprendre cette traduction et de juger mon écrit, j'ai entrepris une réflexion sur la reconnaissance de l'autre dans la retranscription, que je présente ici afin d'introduire mon journal.



Partie 2 – Parler avec l'autre : accepter la différence?

3 – Le moi dans l'autre : approche de la retranscription

La pensée de Taylor nous explique que « la compréhension des acteurs est une dimension essentielle, irréductible à une objectivation naturaliste ; nous sommes essentiellement des *self-interpreting animals* » (de Lara 1997 : 7). Nous nous identifions et nous interprétons selon certains cadres et selon une certaine vision du monde, et la relation avec l'autre, ainsi que l'opposition de cet autre avec nous-même, sont souvent des considérations importantes lors de notre construction identitaire. Il en va de même lorsque nous *interprétons* l'autre, lorsque nous prétendons *étudier* l'autre en tant que sujet : la relation que nous entretenons avec lui ainsi que la façon dont nous interprétons le monde auront un impact décisif sur notre réflexion. Il semble alors indéniable qu'il faille revenir sur ces concepts de construction identitaire, la nôtre et celle de notre *objet*.

Pour ce faire, à l'instar de la pensée de Charles Taylor, il faut se défaire tant de l'ethnocentrisme que du relativisme, le premier nous ramenant indéniablement à un universalisme « basé sur les concepts explicatifs réputés neutres », et le second nous rendant dépendant « par rapport aux concepts indigènes ». Ainsi, Taylor tente l'usage d'un langage tiers nous permettant de nous dégager du rôle d'observateur et d'éviter de réduire la condition de « l'autre » à celle d'observé (de Lara 1997 : 9). Taylor est entre deux conceptions de la philosophie : interprétation ou description. Il se situe dans le redescriptif, l'articulation. Son style n'est ni analytique, ni continental (historiciste). On ne découvre pas mais on clarifie. De plus, il est partisan de la critique herméneutique de l'idée d'objectivité scientifique appliquée à l'homme, qui est à l'origine de la pensée antipositiviste séparant deux types de sciences – explicatives et compréhensives – même si Taylor insiste surtout sur le fait que chaque science doit clarifier ses propres conditions (variant selon les types de sciences) et surtout « réfléchir ce qui rend ses explications effectivement éclairantes » (de Lara 1997 : 7). Il considère que les différentes cultures ont essentiellement une chose qui les relient, une condition humaine commune :

> Comme elle [l'expression] est elle-même un phénomène dépendant du sujet, elle ne peut être l'objet d'une science objective. […] Lorsque, dans une situation de comparaison interculturelle, nous parvenons à mieux comprendre les différences d'attitudes et de compréhension entre civilisations différentes, nous pouvons voir les langages et les répertoires respectifs de chacune de ces cultures comme offrant des perspectives différentes sur une condition humaine commune. […] C'est ce que j'ai essayé d'indiquer avec le mot « interprétation » […] (de Lara 1997 : 7-8).

Pour G. Devereux, c'est le concept de « l'observé » qu'il faut remettre en question, car celui-ci a accès à la manipulation de l'observateur. Plus important, G. Devereux considère que, dans un contexte d'enquête de terrain, l'étude de l'observateur est tout aussi pertinente, voire plus importante :

> […] sa thèse [à Devereux] s'organise sur la proposition que l'étude de l'observateur plus que celle de l'observé permet l'accès à l'essence de la situation étudiée. Pensée à la mesure des apports de Devereux, l'ethnologie n'est pas seulement un voyage vers l'autre, l'étranger : elle est une mise en cause du savoir sur l'autre, de son

> rabaissement ou de sa manipulation au profit des agents idéalisés du savoir, une critique des catégories à travers lesquelles l'autre est pensé (Kaës 2005 : 7).

Daryl Chin, lui, présente la « contemplation » (contemplativeness) comme un moyen de neutraliser les jugements de valeurs, la morale et les interprétations imposées, afin de pouvoir examiner les cultures et les sociétés sans « préjudice » (tromperie) (Chin 1989 : 174). Pourtant, le simple fait d'agencer et de mettre en rapport les différentes observations sous-entend un certain jugement de l'importance d'éléments observables par rapport à d'autres et il est difficile de sortir du cadre dans lequel nous avons été formé et pris l'habitude de travailler. Ceci étant, notre cadre nous impose-t-il un ensemble de jugements de valeurs et, si oui, est-il possible de se défaire de ces jugements tout en gardant une cohérence dans notre étude ? Dans mon journal de stage, je tente de rester dans la description, mais je dois toutefois faire transparaître toute la dimension du contexte et de l'atmosphère dans laquelle j'évolue. Ainsi, comme l'explique Taylor dans son essai « La condition d'une vie et le moment du bien », l'obstacle le plus important en contexte de relation interculturelle est la difficulté à trouver un langage commun :

> Le deuxième type de contexte de vie moral est de plus en plus courant dans notre monde. Il s'agit des cas où nous devons comparer des exigences émanant des conceptions éthiques de cultures et de civilisations très différentes, et parfois même arbitrer entre elles. Dans les situations de ce genre, nous nous acharnons sans y parvenir à trouver une base commune de raisonnement, telle qu'on puisse amener les membres des deux cultures à l'accepter (Taylor 1997 : 285-286).

J'utilise donc des adjectifs, des expressions, des mots qui ramènent à des signes qu'interprèteront les lecteurs. J'arriverai à transmettre mes idées et ma pensée grâce à ces signes seulement si mes lecteurs possèdent la conscience réflexive dont parle Herder dans son *Traité sur l'origine de la langue* (1772). Si tout être humain doué de langage possède, selon Herder, cette conscience réflexive qui est propre à la condition humaine, cela sous-entend un certain cadre culturel dans lequel la conscience aurait été élaborée durant notre plus jeune enfance : « le propre du savoir anthropologique est de décontextualiser le sujet observé pour l'approprier à l'histoire du sujet qui le perçoit » (Kilani 1994 : 36). Ainsi, comment se défaire de nos jugements de valeurs si nous voulons décrire une situation et que nos mots doivent ramener à des signes pour transmettre notre pensée ?

Plus concrètement, m'est-il possible de sortir du discours ethnocentriste ? En appelant l'observé à prendre part au discours anthropologique, les ethnologues tentent de dépasser l'expression ethnocentriste de leur discipline. La crise de catégorisation face à la différence engendre alors le risque de perdre la dimension historique des relations interculturelles. Ainsi, « en posant l'équivalence des voix et des cultures, l'anthropologie postmoderne conduit à ignorer les rapports de force qui relient précisément entre elles les cultures. Et, ce faisant, à reconnaître une égalité dans la différence, sans hiérarchie » (Kilani 1994 : 38).

Quand Kilani propose une définition de la culture comme étant « une structure à signification instable dans laquelle la position des acteurs sociaux affecte la manière dont ils se représentent et donnent sens à leur univers », il imagine le travail de terrain d'un anthropologue sur base d'un ensemble d'éléments étant en relation dans un espace global et dont l'anthropologue fait partie. Selon Kilani, le dessein d'une étude de terrain est alors « d'apprendre comment les gens construisent, changent et réadaptent leurs propres espaces sociaux ». Il considère que « la culture n'apparaît plus comme cette force monolithique qui s'impose à nous, mais comme un espace auquel nous contribuons » (Kilani 1994 : 18), et nous ne pouvons pas oublier notre condition, celle définie par la réalité des inégalités et le déséquilibre de la balance de pouvoirs. Je suis le fruit des privilèges européens, étudiant au sein des sciences sociales « dominantes ».

Le journal qui suit n'a aucunement la prétention de comprendre comment les Berbères ou les Marocains construisent, changent ou réadaptent leur vie. C'est une simple description des différents évènements que j'ai pu observer, vivre, transcrire durant mon stage au Maroc. Il est totalement subjectif et ne prétend en rien être le porte-parole des personnes citées, mes observateurs. Si du fait d'écrire un journal peut transparaître la volonté de chercher à être dans la peau de l'observateur, je dois avouer que j'ai très souvent ressenti ma condition du côté de l'observé, ainsi que de celui du colon, de l'Occidental, de l'alter.

Ce journal vient principalement étayer l'essai de stage afin de lui donner un contexte plus transparent. J'ai ajouté à mes notes quelques courriels afin d'imager la dimension « correspondance » de mon expérience puisque l'élément principal de la communication avec Lucien Schumacher, le président de l'ONG « Enfants de Tizi », était l'envoi de courriels. Le journal se compose de mes huit premières semaines de stage. Les notes du début sont de nature très personnelle. Loin de vouloir étaler ma vie privée, je propose simplement à mes lecteurs d'entrevoir vaguement l'état d'esprit dans lequel je me trouvais Les premières semaines du mois de mai, elles, sont très descriptives et je tente d'y faire transparaître l'atmosphère locale. Les descriptions peuvent paraître très longues, voire fastidieuses. Je pense qu'elles sont nécessaires pour la bonne compréhension du contexte dans lequel j'ai effectué ce stage. Elles perdent leur intérêt au fil des semaines et j'acquiers un style beaucoup plus sobre et concis dès la moitié du journal. Les dernières semaines de stage étant essentiellement consacrées à des visites à Rabat, Marrakech et Tahanaout, j'ai préféré ne pas les retranscrire.

Ceci étant dit, la lecture du journal n'est pas indispensable à la compréhension de la troisième partie de cet essai. Je reprendrai quelques phrases, ferai des références à certaines parties du journal et expliquerai à nouveau le contexte de certaines réflexions abordées dans les chapitres 5 et 6 de l'essai. N'hésitez donc pas à le laisser de côté, vous y reviendrez sans doute plus tard.

4 – Journal

23 avril.

Le départ. Je laisse Montréal derrière moi, trente mois dans un début de vie. Je pars le cœur sans queue ni tête. Comme si nous devions avoir un chemin à suivre! que notre cœur serait le seul à comprendre. Mon expérience de migrant avortée, sucée, triturée et digérée trop tôt sans doute ; je m'enlise lorsque je fais du sur-place. J'analyse, à travers les paroles de cinquantenaires ibériques, arrivés au Québec dix, vingt, trente ans avant moi. Ils sont restés, eux. Moi je pars, pour la deuxième fois. J'avais tardé 20 ans avant de revenir ; qu'en sera-t-il, après le deuxième départ ? La question me fait sourire, et je préfère ne poser aucune question, ni à moi, ni à mes autres donneurs de sens. Partir, tout simplement, comme j'ai pris l'habitude de le faire depuis quatre ans. Les larmes auront coulé, plus tôt, sans bruit. Mais pas lors du départ.

Vendredi 4 mai.

Je suis dans le train. Il est quatorze heures. L'avion a atterri à Casablanca, s'est posé comme un clou qui tombe au sol, rebondissant deux, trois fois avant de rouler et de s'immobiliser. Un jeune couple de Français partage mon siège. Céline est enceinte. Son sourire transporte la douceur du soleil pyrénéen. Il y a à peine deux semaines, il neigeait à Montréal. Ils s'arrêtent à Casa, moi je continue vers Marrakech.

Je change de train. Les vieux trains de la SNFC, avec des petits wagons de huit personnes aux sièges en cuir qui collent sous les cuisses en sueur. Maintenant le wagon est climatisé ; on aurait presque froid. Nous sommes quatre hommes, moi le plus jeune. Quatre jeunes filles se partagent musique techno et téléphones cellulaires avec oreillettes sans fil. Mon voisin retire tranquillement ses vieilles chaussures en cuir. « Bismi' Allah! » Il est seize heures trente, c'est l'heure de la troisième prière et les compartiments se transforment, l'espace de quelques minutes, en lieu de prière.

Nous longeons des terres arides ; la terre ocre est parsemée de points noirs : des sacs plastiques. Les bergers défilent devant moi, avec leur cape de lin noir ramassant la poussière. Dehors, une fillette remonte un talus vers un homme dont le visage est masqué par sa capuche, son père sans doute. Dedans, deux des jeunes filles conversent en darija. Les hommes observent, lisent le journal et se taisent. Dans une heure je serai dans la cité ocre.

5 mai.

Marrakech. Dix sept heures, je prends contact avec mon petit monde, resté de l'autre côté de la Méditerranée ou de l'Atlantique, depuis un petit cyber-café à quelques rues de la place Jemaa-el-fna.

Hier soir, en arrivant, j'ai retrouvé le petit hôtel dont mon cousin Raphaël m'avait parlé. Je dors sur les toits, avec les autres touristes. Sauf que moi, je n'en suis pas un. Pour le moment, c'est tout comme, et ça me fatigue déjà un peu. L'idée de rester dans des petits hôtels du genre durant tout mon séjour est loin de me séduire. Je me suis déjà renseigné sur les prix des studios. Ça pourrait être une solution, même si je ne serai pas tout le temps à Marrakech. Lucien, le président de l'ONG, tient à ce que je m'installe à Tahanaout, afin d'être proche du gouverneur Moutaouakil. J'attends que les choses se placent un peu pour prendre une décision. Je n'ai pas encore rencontré ma collègue, Fatimazahra.

> Courriel de Grégory à Lucien Schumacher – (semaine 0, jour 6 = 0.6) - 5 mai
>
> Hello Lucien.
>
> La dernière soirée à Bxl a été des plus agréables, grâce à votre fille et votre gendre! Claude m'a ensuite donné les derniers conseils pour le Maroc. Marrakech m'a accueilli avec toute son effervescence et son charme chaotique. Votre petit-fils m'avait renseigné sur un petit hôtel où l'on peut dormir sur les toits; j'y suis!
>
> Je sens de plus en plus qu'il me manque beaucoup de connaissances sur la problématique de l'éducation au Maroc et dans les villages berbères. J'ai hâte de rencontrer Fatimazahra (d'ici une heure) et de partir pour les villages.
>
> L'idée d'un documentaire sur les Écoles Non Formelles est très bonne. Une association française vient de faire une tournée dans tout le Maroc pour proposer plusieurs documentaires sur la société marocaine (une jeune Française m'en a parlé hier soir) et elle avait reçu de très bons "feedback". Une fois que je serai un peu plus "a lo corriente" et un peu plus "installé", je ferai les démarches nécessaires pour rentrer en contact avec TV Maroc.
>
> J'aime beaucoup le "TelQuel"; j'ai déjà dévoré le dernier et l'avant dernier numéros. J'essaierai également de rentrer en contact avec la rédaction, afin de voir si un journaliste serait intéressé à écrire un article sur la vallée de l'Ourika : entre oubli et progressisme, comment réparer le passé...
>
> Je vous laisse, Fatimazahra va bientôt me rappeler pour fixer le lieu de rencontre.
>
> Je vous donne mon numéro de portable : 015-63-74-54 (en cas d'urgence...)

6 mai.

Soufiane a vingt-trois ans. Licencié en économie, il travaille dans un cyber-café. Aujourd'hui, c'est dimanche. Il ne travaille pas avant quatorze heures ; ça nous donne le temps de nous promener dans la Kasbah, le Mellah et les jardins de la Koutoubia. Dès le début de notre escapade, il me prend par la main. Nous nous promenons ainsi, parmi les couples d'hommes marocains faisant de même.

De retour au cyber, Soufiane me présente Abdel, un jeune informaticien qui réalise des sites Web. Sa dernière œuvre : le site Internet de son frère, un jeune peintre en vogue à Marrakech qui reçoit des touristes européens pour leur enseigner son art. Nous embarquons sur son scooter et débouchons sur l'avenue Mohamed V, face à la Koutoubia. Il zigzague entre les voitures, les calèches et les ânes. Tout va très vite, les rues sont

noires de monde. Tient, il croise un ami en scooter; ils se mettent côte-à-côte pour parler, tout en continuant de rouler. Il m'emmène visiter le palais Badi.

- *As-tu été voter?*
- *Voter? Non, ça ne change rien, on sait déjà qui va gagner.*
- *Tu ne penses pas que c'est important de voter?*
- *Non. Au Maroc ça ne change rien. De toute façon, c'est mieux comme ça. Tout le monde reste tranquille et les choses restent comme elles sont.*
- *Et les gens qui meurent de faim?*
- *Au Maroc? Personne ne meurt de faim ici, tout le monde s'en sort et c'est bien comme ça.*
- *Et les gens dans la rue, les mendiants? Et les carences alimentaires?*
- *Ha ha! Les gens dans la rue sont les plus riches de Marrakech, les mendiants ont le travail le mieux payé du Maroc. Personne ne meurt de faim.*
- *Et les associations, tu penses qu'elles ne peuvent rien changer?*
- *Non, rien…*

Courriel de Lucien à Grégory et Fatimazahra – 6 mai

Cher Greg,

Je me suis emballé à la lecture de ton mail plein d'espoir d'hier soir. Tu as compris le sens de ta mission, l'efficacité des moyens et outils et pris les devants... Le feu de ta jeunesse et l'expérience de ton parcours fera le reste. Avec Fatimazahra tu pourras accomplir et consolider les fondations de notre oeuvre en trois mois.Tu grandiras avec elle et les SHERPAS.
Dans une semaine, tu constateras les obstacles, handicaps, chicanes qui t'empêchent de réviser et apaiser ton enthousiasme.

Je t'ai dépassé par la droite en "flashant" ton mail directement au Ministère de l'Ecole Non Formelle (M.Anis Birou) à Rabat. Je te mettrai en copie.

Apprendre à AGIR fait partie de notre charte affichée à la façade de nos Ecoles.

Une tenue vestimentaire "colored-flashy" pour les SHERPAS pour ce documentaire éventuel est à discuter avec la Directrice PDG phare FZ que tu as rencontrée... et dont le domestical feeling musulmane-berbère l'emporte presque toujours sur notre vision occidentale et sans nuances des choses.Les deux pieds dans le plat de couscous.
Salut à demain,
Lucien

Première semaine de stage

Lundi 7 mai.

J'ai rendez-vous avec Fatimazahra à 9h30, à la place Jemaa El Fna. Nous nous dirigeons vers l'arrêt des bus pour les zones rurales, derrière la Koutoubia. Le nôtre est le 35, vers Tahanaout.

À 10h30, nous avons rendez-vous avec Husain Zidane, le président d'une petite association d'un douar où l'ONG a construit une école, Anfgayn. Nous avons reçu une

subvention de 30 000 dirhams de la part de l'Entraide Nationale (un organe public relié au Ministère de la famille). Cet argent a été octroyé à l'ONG ainsi qu'à l'association locale du douar d'Anfgayn à travers un partenariat entre les deux organismes et l'utilisation de l'argent pose problème. L'ONG aimerait pouvoir se servir de l'argent pour aider à payer les salaires des éducateurs (les Sherpas), mais l'association locale semblerait vouloir, d'après Fatimazahra, répartir l'argent entre ses membres.

Nous entrons dans le bureau du délégué de l'Entraide Nationale (ENat) pour la province d'Al Haouz, M. Allal Suifil, accompagné du président et du vice-président de l'association Araden-Anfgayn. Fatimazahra me présente brièvement comme stagiaire, agent en communication pour l'ONG, et la discussion s'engage en arabe. J'entends furtivement quelques chiffres (en français) et tente de suivre les grands fils de la conversation. Un autre homme entre dans la pièce, une calculatrice à la main, c'est le fonctionnaire chargé des relations avec les associations ; il parle avec les deux Berbères d'Anfgayn tandis que Fatimazahra et M. Suifil conversent à deux. La discussion s'anime un peu plus, le ton monte mais tous gardent le sourire aux lèvres. Les deux fonctionnaires de l'ENat semblent être « de notre côté » tandis que les deux Berbères défendent leur point de vue. La tension descend d'un cran et le délégué de l'ENat baisse le ton, parle d'une voix plus grave, plus posée aussi, toujours en arabe. Fatimazahra semble mal à l'aise et frotte ses mains gantées d'un geste nerveux. Enfin, M. Suifil prend la parole en français, d'un ton impatient. Ils sont arrivés à un accord : l'association Araden-Anfgayn devra construire un garage de 40m^2 avec les 30 000 dirhams qui devraient suffire pour couvrir l'achat des matériaux, le transport et la main-d'œuvre.

Il est 11h30 et nous nous dirigeons vers l'hôpital de Tahanaout où se trouve la délégation du Ministère de la Santé (MS) pour la Province d'Al Haouz. Fatimazahra m'introduit au Docteur Rachid Ezzamouri, délégué provincial du MS. Tout comme M. Suifil, le docteur arbore un grand portrait de Mohamed VI dans son dos, cloué au mur. Il demande si je suis journaliste ; il regarde suspicieusement le cahier dans lequel je retranscris notre conversation (en français cette fois-ci). Fatimazahra s'enquiert de la commande que l'ONG « Enfants de Tizi » a faite à Pâques ; le Docteur exprime son étonnement, il n'a jamais entendu parler d'une telle commande de médicaments pour nos écoles. Il demande si nos animateurs savent utiliser les médicaments que nous demandons (aspirines, pansements, gazes, bandages, …). Un autre homme entre dans la pièce, c'est le responsable des médicaments pour l'hôpital, le Docteur Rdouane. Dr. Ezzamouri le met au courant que nous viendrons chercher une commande de médicaments d'ici un mois. Il nous explique ensuite que l'hôpital ne dispose pas de glycomètre (pour prendre la tension) et que nous devrons les acheter nous-mêmes. Le dispensaire d'Iguermaoun, au Timenkar, seul centre de soin de santé pour les 3500 habitants de la région, n'en dispose pas non plus. Le dispensaire est en mauvais état et l'ONG demande depuis plusieurs années qu'il soit rénové. Les fonds du MS ne sont pas suffisants cette année, peut-être l'année

prochaine… inch'Allah. Pour le moment, une infirmière s'y rend le lundi après-midi et repart le mardi matin.

À 12h, après être sortis du bureau du Dr. Ezzamouri, nous attendons que la liste des médicaments soit retrouvée. 12h30 : le Dr. Rdouane vient nous avouer qu'il a perdu la liste que Fatimazahra et Lucien Schumacher lui avait remise en main propre à la mi-avril. Nous devons donc en établir une nouvelle. Nous entrons dans son bureau, un vrai capharnaüm : des livres éparpillés par terre, des étagères débordant de fichiers et de feuilles volantes… Un autre homme entre dans la pièce et converse avec Fatimazahra en arabe. Quelques mots en français s'immiscent timidement dans la conversation : « par écrit », « responsable », « qui va utiliser », « premiers soins », « croissant rouge ». À mes côtés, un troisième homme tapote sur le clavier d'un vieil ordinateur la conclusion d'un résumé de lecture d'un texte de Max Weber; il intitule son travail « vocation ».

À 14h, nous passons brièvement aux bureaux de la délégation du Ministère de l'Éducation. Les bureaux de l'Éducation Non Formelle (ENF) sont vides. Fatimazahra appelle le délégué de l'ENF, Monsieur Belhassar ; il nous rappellera durant la semaine pour organiser une inspection de nos écoles au Timenkar ce vendredi.

En passant devant la mosquée, Fatimazahra me demande la permission de me laisser seul dix minutes ; elle s'engouffre sous le petit arc en fer à cheval et disparaît dans l'ombre.

Nous nous rendons à la « Province du Al Haouz »; sorte d'hôtel de ville extravagant, le bâtiment impose sa majesté sur les autres bâtisses publiques de la ville. Deux gardes armés de mitraillettes sont postés à l'entrée et nous saluent courtoisement. Nous passons dans différents bureaux de la Province ; ils sont tous très sobres : un bureau, une étagère, deux ou trois chaises et un grand portrait… Fatimazahra passe furtivement saluer ses connaissances et s'attardent chez une amie d'enfance devenue fonctionnaire.

À 15h30, nous nous rendons à l'Espace Provincial des Association (EPA) qui offre aux associations de la région soutien, formations, locaux, dortoir et support administratif. L'EPA a été inauguré par Sa Majesté le Roi Mohamed VI en personne ; de nombreuses photos de l'inauguration sont exposées à l'entrée du bâtiment. L'association dont Fatimazahra est présidente, l'Association Almanar, est en litige avec l'EPA qui lui demande de payer l'hébergement des participants à une formation que Fatimazahra avait organisée, il y a quelques semaines. Le délégué réclame 30 dirhams par personne par nuit pour le logement en dortoir (en ce moment, je paye 25 dirhams à l'hôtel où je suis hébergé à Marrakech). Il semblerait que la communication entre l'EPA et Fatimazahra n'ait pas été satisfaisante… Pour Fatimazahra, il était évident que l'hébergement était gratuit. Après une demi-heure de négociations, le délégué propose que nous ne payions que la moitié du montant. Nous rentrons à Marrakech en grand-taxi (vieille berline Mercedes, toujours blanche).

Mardi 8 mai.

Je rejoins Fatimazahra à 9h30 à l'arrêt de bus derrière la Koutoubia ; nous nous dirigeons vers la vallée de l'Ourika en grand-taxi. Nous sommes huit dans la voiture, cinq à l'arrière, trois devant. Je discute brièvement de la politique marocaine avec Fatimazahra ; elle est contre toute forme de laïcité dans les administrations musulmanes.

Nous arrivons au dispensaire de Lakhmis, à 16km de Sedi Fadma, dont le responsable est le Docteur Youssef. Fatimazahra lui parle en arabe, je comprends qu'ils discutent de la commande de médicaments que nous avons faite hier. Les gens sourient beaucoup lorsqu'ils parlent, et mettent très souvent une touche d'humour qui rend le dialogue plus léger. À nouveau, je tente de suivre la conversation grâce aux mots en français : « suivi », « accouchement », « formation », « sensibilisation », « à domicile », …

Lorsque les gens me saluent en français, je ne sais trop comment réagir : dois-je leur répondre en arabe pour leur montrer mon intérêt pour leur langue et leur culture ou dois-je répondre en français pour les remercier de faire l'effort de me parler dans ma langue?

Fatimazahra me dit que le Docteur Youssef pose le problème de la responsabilité de nos Sherpas s'ils effectuent des injections par piqûres. Elle m'explique que les femmes de la région accouchent à T'nine de l'Ourika, dans la « Maison des mères ». Si elles ne peuvent pas s'y rendre, elles accouchent à domicile. Les mères ne font alors pas vacciner les enfants contre le tétanos. Il y a quelques mois, un enfant est mort du tétanos à la suite du rituel traditionnel effectué sur le nouveau-né avec du henné. Nos Sherpas devraient faire plus de sensibilisation dans les douars et pourraient s'occuper du suivi des femmes enceintes.

À T'nine, nous rencontrons M. Abdel Fatah Zenjari, directeur des écoles publiques pour le Timenkar. Je demande s'il y a une quelconque rivalité avec l'ENF ; il me répond que non, les deux systèmes sont complémentaires, simplement que l'on constate un taux d'absentéisme plus élevé dans les écoles publiques. Nous visitons le jardin biologique Nectarome avant d'embarquer dans un « voleur de place » (berline Mercedes qui n'a pas la licence taxi) vers R'hmate. Nous sommes 11 personnes dans la voiture! Le conducteur partage son siège avec un autre passager, deux femmes et deux enfants sont sur le siège passager et nous sommes cinq à l'arrière…

À R'hmate, nous visitons la sœur d'une amie de Fatimazahra qui nous donne le dessin d'un motif pour broderie. Un des villages du Timenkar a reçu un grand métier à tisser et cette dame était venue expliquer aux femmes du douar comment l'utiliser. Sa maison à R'hmate est entourée d'un grand jardin où sa famille fait pousser plusieurs variétés d'arbres et de fleurs. En partant, son mari me donne un emballage d'un produit pour ses plantes et me demande si je peux lui en ramener la prochaine fois que je vais en Europe car il n'en trouve pas au Maroc. Sur l'emballage, je lis : hormonas de crecimiento.

Courriel de Gregory à Lucien – 1.2 – 8 mai

Hello Lucien!
Je serai plutôt bref, la fatigue me gagne tout doucement…

Sortie du duo de choc, lundi. Sans embûches, sans grand éclaboussement non plus. Rencontre avec le délégué de l'entraide nationale pour régler le litige concernant les 30 000 DH. Discussion en arabe, conclue sur l'accord de construire un garage de 40m2. Ministère de la santé : une heure d'attente pour nous faire dire qu'ils ont perdu la liste que vous aviez rédigée avec FZ… Ensuite, passage bref au bureau de la délégation de l'éducation nationale (coup de fil au délégué de l'Éducation non formelle) – petite anecdote : on surnomme FZ « Schumacher » -, petite visite Province du El Haouaz et on termine par l'Espace provincial des associations (litige à propos de la no- gratuité pour le logement lors de la dernière formation).

La dénomination « Agent de communication », que nous avons adopté FZ et moi pour me présenter, a l'avantage de mettre certains responsables mal à l'aise : « vous avez une formation de … journaliste?? ». Aïe aïe, Tintin reporter est lancé!! Mon petit carnet de note, que je sors à chaque rencontre, est une pièce à conviction des plus intrigantes, qui reçoit les regards dubitatifs et interrogateurs des fonctionnaires …

Aujourd'hui nous sommes allés dans la vallée de l'Ourika. Après avoir rencontrés le docteur Youssef, nous sommes partis pour T'nine, avant de zigzaguer entre les palmiers et les ficus des amis de FZ près de R'hmate.

Les conversations sont toujours très souriantes. Fatimazahra, la femme au sourire « magique » qui paie le bus au touriste (cette fois, les regards sont vraiment dubitatifs…).

À demain,
Greg

Courriel de Lucien à Grégory – 9 mai

Cher Gregory,

Craquant ton mail d'hier minuit. Je lis entre les lignes. Vacciné oui, mais blindé non.

D'autres aventures surprises t'attendent. Ton humour naturel te fera passer par le baptême du feu sans problèmes. FZ, la femme au sourire magique, veille sur toi avec la bénédiction de Allah.

Greg,=... agent de communication,Tintin-journaliste. Excellent. Mieux: Reporter sans frontières ! Le "Duo de Choc"- Schumacher, épouvantail des fonctionnaires de Tahanaout est lancé...

J'attends le "SOLIDE" au détriment du" FLOTTANT-planant" et amusing, certes essentiel, d'ici un mois! (Film TV, Antenne, Projet SHERPAS, INDH, Journaliste, Constructions,... et surtout approfondissement de l'apprentissage ENF) Plan d'action en tête et à me communiquer avant fin du mois?

Salut à demain et félicitations de ton démarrage Michael Schumacher avec ta co-pilote enchantée, grisée par la vitesse.

Lucien

Mercredi 9 mai.

Je profite d'une journée « libre » pour visiter quelques appartements à Marrakech; je n'ai pas envie de passer trois mois à l'hôtel. Mon ami Soufiane m'accompagne dans différentes petites agences immobilières de la médina. Souvent, nous les repérons par de petites pancartes à l'entrée d'une boutique où deux hommes jouent généralement aux cartes; l'un d'eux est l'agent immobilier. C'est souvent un vieil homme du quartier qui a mis une pancarte dans la boutique de son ami avec qui il passe toutes ses journées. Les discussions se font toujours en arabe. J'essaie de comprendre en analysant la gestuelle mais j'interprète assez mal leurs mouvements. Soufiane sourit beaucoup, rigole, hoche la tête de haut en bas.

- *Alors? On va en visiter un? lui demandais-je.*
- *Non, il n'a rien pour le moment.*

Non continuons à déambuler dans les ruelles bondées de la médina. À l'agence suivante, nous avons un peu plus de chance, nous visitons un petit appartement sur une terrasse (très chaud en été).

Soufiane doit aller travailler au cyber; je continue sans lui. J'essaie de me débrouiller avec les quelques mots d'arabe que je connais (bonjour, au revoir, merci…). La première épreuve est de distinguer qui est l'agent immobilier entre les cinq hommes jouant aux cartes qui me regardent maintenant éberlués après que je leur ai lancé trois mois d'arabe. Un petit homme m'accompagne, tout sourire. Lorsque je lui demande s'il parle français, il me répond : « chuia, chuia » (un peu). Je lui pose quelques questions, il lève la tête et me sourit aimablement tout en continuant à marcher. Nous arrivons devant une petite porte en bois, une femme nous ouvre avec un bébé dans les bras. Nous entrons. Quelques enfants courent dans le patio. La cuisine est entièrement ouverte sur le centre de la maison où l'escalier en béton prend la moitié de l'espace. Nous montons sur la terrasse, redescendons. Le petit homme me regarde, plus sérieux que tout à l'heure, et me dit : « 4 millions! Pas cher! 40 000 dirhams, 400 000 euros ». Les chiffres n'ont aucune cohérence, mais je comprends qu'il veut me vendre la maison. Je tente de lui expliquer que je cherche à louer. La femme au bébé, visiblement soulagée, explique au vieil homme que je ne veux pas acheter. Il semble comprendre, il prend un air déçu. Nous sortons et nous dirigeons vers une autre maison. Une femme nous ouvre et me dévisage tandis que mon acolyte lui parle en arabe. Elle demande si je suis marié, combien de temps je veux rester. Malgré les arguments de l'agent immobilier, la femme est catégorique : pas d'homme célibataire dans sa maison, encore moins un non musulman et surtout pas pour plus d'un mois. L'homme est dépité et me dit de revenir samedi, qu'il trouvera quelque chose, inch'Allah.

Jeudi 10 mai.

Nous montons à Tizi n'oucheg, Fatimazahra et moi, rejoindre Fatima, l'une des plus anciennes Sherpa.

En chemin, vers 12h, le délégué de l'ENF, Monsieur Belhassar, nous appelle pour nous demander à quelle heure nous allons prendre la route pour le Timenkar ; il aimerait effectuer la visite d'inspection dont il nous a parlé lundi. La discussion se fait en arabe et Fatimazahra me traduit après la conversation. Fatimazahra lui a répondu que nous étions en route pour Tizi et que, n'ayant aucune nouvelle de sa part, nous avions mis de côté l'inspection des écoles. Belhassar lui a dit qu'elle aurait dû l'appeler avant de prendre la route vers Tizi. Elle a répondu que ce n'était pas à elle d'appeler. Il va donc monter au Timenkar, sans nous. Fatimazahra appelle les Sherpas pour les prévenir de la visite « surprise » de Belhassar.

Nous arrivons à Tizi en milieu d'après-midi. Voir le courriel 1.5 du 11 mai.



Vendredi 11 mai.

Sur le flanc sud-est des montagnes de l'Ourika, Tizi se réveille. Le soleil vient tout juste d'apparaître victorieusement au sommet de la montagne. Les enfants jouent dehors. La pièce où je suis allongé est juxtaposée à l'école publique du douar. Icham, mon voisin de couchette, est l'instituteur. Il donnera cours l'après-midi, Inch'Allah. Il est huit heures du matin. Les enfants piaffent de plus belle. Icham se lève et fait claquer le volet. Il parle d'une voix sévère, brutale, en arabe. Quelques phrases. Puis il traverse la pièce de trois enjambées et ouvre la porte. Il parle fort, d'un ton sec. Il s'adresse aux enfants qui jouent et qui, maintenant, s'éloignent tranquillement. On les entend encore, mais plus loin. Icham se rend dans la deuxième pièce. Elle est plus petite : un robinet, un seau et un trou. Il fait ses ablutions. Bientôt, il rejoindra la pièce où je somnole nonchalamment, étendra sa

carpette, en l'orientant vers l'est, et fera sa première prière de la journée, avant d'aller se recoucher. Il donne cours l'après-midi, Icham.

Cela fait quatre ans qu'Icham est à Tizi. Avant, il a passé quatre ans dans deux autres douars.

- *Tu aimes ça, travailler avec les Berbères?*
- *Ce n'est pas une question d'aimer ou pas, les places en enseignement se font rares dans les villes marocaines. Alors il faut bien… On est obligé de venir travailler dans les montagnes.*
- *Ça te plaît de vivre ici?*
- *C'est dur. La pauvreté. Ce n'est vraiment pas facile de vivre ici, le climat… Non, je veux vivre en ville. Qui renoncerait à son confort?*
- *Mais il faut bien qu'il y ait une école dans les douars.*
- *Oui, mais on ne passe pas sa vie à éduquer des Berbères!*
- *Tu viens de Marrakech?*
- *Non, je suis de Rabat, la capitale. Tout le monde veut y aller. Les places sont très rares et les femmes mariées sont les premières à bénéficier des mutations.*

Une fois debout, je prends un court petit-déjeuner avec Fatimazahra et Fatima. Ensuite, nous décidons d'aller voir l'ancienne parcelle de terrain que l'ONG « Enfants de Tizi » avait anciennement utilisée pour faire pousser du quinoa. Apparemment, le réservoir d'eau (bassin) construit par Lucien juste à côté de la parcelle n'aurait plus été alimenté en eau et la parcelle n'aurait plus été irriguée. Nous tentons de comprendre le fonctionnement du système d'irrigation.

Enquête du bassin, les différentes versions :

- Femme du propriétaire :

Ne sait pas si le terrain était loué par Lucien. Le partage se faisait entre l'homme qui s'occupe du terrain et l'ONG. Mais il ne faut pas se fier au témoignage de la femme car les femmes savent rarement ce qui se passe en dehors de la maison (dixit Fatimazahra).

- Vieil homme (s'est occupé du jardin de Lucien pendant trois ans) :

Dit que le terrain avait été loué (à quel prix?). Il prenait toute la récolte pour chez-lui. Dit qu'il n'a jamais vu de quinoa, que ça n'a jamais poussé dans cette région.

- Jeune homme (fils du propriétaire du terrain) :

Explique que le terrain n'est pas loué mais fait partie d'une concession que le père a faite à Lucien parce qu'il rendait service au village. Il dit aussi que le quinoa n'a jamais poussé sur le terrain. Aujourd'hui, le vieil homme est toujours celui qui s'occupe du terrain, mais il n'y fait plus rien, même si la récolte lui reviendrait entièrement. Le jeune homme dit que sa famille n'a pas besoin de cette terre…

On peut constater que le terrain n'est pas du tout utilisé. Le reste des serres jonche le sol et est piétiné par les bêtes de la femme. Le bassin est rempli, mais l'eau ne sert plus pour l'irrigation. Ils n'en font rien. Il suffirait pourtant que quelqu'un s'occupe un peu de cette parcelle et utilise le bassin, qui est toujours relié au système d'irrigation du village.

Courriel de Grégory à Lucien et Fatimazahra - 1.5 - 11 Mai

Massao Allah khire Lucien et Fatimazahra!

Je viens à peine de quitter FZ, suite à notre retour de Tizi n'oucheg. Les villageois semblent apprécier vos projets et la compagnie de FZ, même si la vérité est encore compliquée à conquérir.

Jeudi, après la petite grimpette qui m'a encore permis d'en apprendre un peu plus sur ma chère collègue, jeudi donc, j'ai pu admirer les quelque 12 enfants qui étaient assis bien sagement au cœur de cette magnifique école. Comment ne pas craquer devant leurs petites bouilles et leurs joues rouges!?! Un signe de Fatima et ils chantaient en français…
Une tagine pour reprendre des forces et hop, au travail! Nous nous sommes penchés sur le dossier « demande de subvention » pendant le reste de l'après-midi. Fatimazahra m'a montré les plans de la prochaine école.

Vendredi matin, le duo qui choque, composé de Fatimazahra la sauterelle détective et d'Ali baba le reporter sans frontières (et oui, la barbichette commence à avoir du succès), s'est lancé dans les mailles de l'enquête du bassin, ou des bassins. Difficile d'avoir une version identique de la part des villageois concernant la très fameuse parcelle au quinoa (quinoa? Jamais vu par ici…). L'enquête reste ouverte…

Concernant l'Antenne, la sauterelle a sorti les siennes et nous irons à l'université de Marrakech à notre retour du Timenkar, fin de semaine prochaine, Inch'Allah!

Voilà! J'ai retrouvé Marrakech, ses touristes et ses attrape-touristes, ses serpents et ses tambours, ses ruelles et ses atmosphères. Tssbah Allah Khire! Timinsiwinne! Bonne nuit!

Greg

Courriel de Lucien à Grégory – 12 mai

Cher Greg, Ali baba salam,

Merci de ton mail succulent de cette nuit (O2.24 hres). Je note que tes yeux et oreilles sont grand ouverts, dans la société d'oralité et ton flair s'aiguise : Tout est changeant et coulant comme l'eau. Impossible de te fier à une signature, un engagement oral ou écrit… la nuit passe et c'est l'inverse et le négatif. Tu brûles de marcher sur des sables mouvants. Tu seras bien servi.

Je suis curieux de ce que tu pourras réussir de concret dans les 10 semaines qui te restent. Compte à rebours a démarré. Je te conseille de prendre une chambre à Tahanaout, tout près des fonctionnaires. Saida et Meriem pourraient te donner un coup de main.

Je ne pense pas que la visite de l'Université est une étape pour l'Antenne. J'attends ta proposition créatrice. La qualité première d'un responsable d'Antenne est : initiatives à concrétiser sur bases de pragmatisme.

Lucien

Deuxième semaine de stage

Lundi 14 mai.

Toute l'équipe (Fatimazahra, Sayda, Mina El baz, Mina Rakib et Khalid) se rencontre à T'nine de l'Ourika afin de prendre le transport vers le Timenkar. Mina Rakib est la dernière Sherpa à avoir été recrutée par Fatimazahra; elle me dit qu'elle travaille surtout pour l'argent. Mina est la nièce de Sayda, ancienne directrice des écoles de l'ONG (à la place de Fatimazahra) et elle est maintenant Sherpa à Anfgayn où elle supervise sa nièce. La jeune Mina a déjà un peu d'expérience en éducation non formelle mais dit ne pas avoir de réelle vocation pour l'enseignement. Cela semble être le cas pour d'autres Sherpas. L'ambiance paraît d'emblée assez décontractée dans l'équipe et les blagues foisonnent. Je ne peux malheureusement pas les comprendre ni jauger leur degré de sarcasme.

À 14h30 nous embarquons enfin dans le vieux Land Rover Defender qui fait la route presque quotidiennement entre la vallée et le Timenkar. Je décèle une légère rivalité entre Fatimazahra et Sayda; mais mon interprétation est biaisée puisque je sais que Sayda aimait son poste et a du le laisser à contrecœur lorsque Lucien à décidé d'engager Fatimazahra).

À 15h30, quelques kilomètres après avoir entamé le trajet sur la piste en terre menant aux douars du Timenkar, le changement de vitesse du Land Rover s'enraye. Tout le monde rigole… Nous sortons et quelques hommes commencent à bidouiller en dessous de la jeep, les autres les regardent faire dubitativement tandis que les femmes ont été s'asseoir dans l'herbe, certaines en profitent pour faire la prière. Nous déchargeons le Land Rover pour attendre le camion qui devrait arriver dans moins d'une heure.

Ça y est, nous voilà dans le camion. Les femmes ont pris place à côté du conducteur, se serrant à quatre sur la banquette passager. Les hommes, eux, ont embarqué dans la remorque du petit camion; nous sommes projetés de gauche à droite aux grés des inégalités de la piste. Le camion s'arrête de village en village; nous ne sommes plus qu'une demi-douzaine à l'arrière.

Après Iguermaoun et Talatan, nous arrivons enfin à Tagadirt. Les enfants viennent nous aider à transporter nos bagages. La plupart des jeunes enfants ont constamment les joues rouges et de grands yeux foncés, dans lesquels je distingue difficilement leurs pupilles mais toujours cette lueur si vive et pleine d'espièglerie; ils partent tous de vieilles sandales trop petites et ont sans cesse le nez qui coule. Une femme se penche pour faire le baise-main à Fatimazahra; celle-ci retire rapidement sa main, sourit à la dame et l'embrasse sur la joue. Plus tard, lorsque nous sommes seul à seul, je demande à Fatimazahra ce qu'elle pense de son travail d'éducatrice dans les douars berbères. Elle me dit qu'elle souhaite changer les mentalités et « mettre les Berbères sur la bonne voie ». Elle considère le baise-main comme un signe de soumission que les femmes berbères ont gardé l'habitude de pratiquer.

Mardi 15 mai.

Après avoir passé la matinée à observer Khalid et Hayat donner cours à Tagadirt, Fatimazahra, Khalid et moi prenons la route, à pied, vers Anfgayn. Sur les six kilomètres qui séparent Tagadirt d'Anfgayn, nous traversons trois petits douars dont celui d'Akerkar, où nous nous arrêtons brièvement pour saluer Mina El Baz dans la petite salle où elle donne cours aux enfants de l'école non formelle.

Arrivé à Anfgayn à la nuit tombante, nous nous rendons (Khalid, Sayda, Fatimazahra et Mina Rakib) chez Hussein Ait Zidane, le président de l'association Araden-Anfgayn que nous avions rencontré lundi 7 mai à l'ENat. Il nous reçoit dans une grande pièce de sa maison, couverte de tapis au sol et parsemée de couvertures en laine. Nous nous asseyons à terre; les femmes s'enveloppent dans les couvertures.

Zidane nous annonce qu'ils n'entreprendront pas les travaux de construction du garage. Il prétend que le coût de la main d'œuvre s'élèverait à plus de 15.000 dirhams et que le reste de l'argent ne pourrait couvrir les matériaux et le transport. Nous attendons les autres membres de son association. Cinq hommes arrivent enfin; ce qui fait, avec Khalid qui est trésorier, huit membres présents sur quinze au total. La réunion n'apporte pas grand chose de plus; tous les membres sont d'accord pour dire que c'est impossible de construire un garage de 40m^2 avec 30.000 dirhams. J'intervient trois fois, Fatimazahra traduisant du français au berbère, afin de leur expliquer que cet argent est une aubaine et qu'il faut essayer d'en faire profiter un maximum la communauté, qu'ils pourraient diminuer le coût de la main d'œuvre en travaillant eux-mêmes s'ils en ont la possibilité; en vain.

Mercredi 16 mai.

Le lendemain, Fatimazahra et moi nous rendons dans le jardin de l'école non formelle d'Anfgayn : une parcelle de terrain en forte pente grande d'un demi hectare, clôturée de fils barbelés qui encerclent l'école. Le jardinier n'est autre que Zidane; il reçoit 500 dirhams par mois pour s'occuper de l'entretien du matériel et du maintien des plantes. Il dit qu'il se lève à 4h tous les matins pour s'occuper du jardin de l'école avant d'aller travailler à son champs, vers 9h. En montant vers les plants de quinoa, nous découvrons qu'ils sont envahis par les coquelicots et les mauvaises herbes. Zidane explique qu'il ne connaît pas cette plante et attendait que Fatimazahra lui dise s'il devait ou non enlever les mauvaises herbes. Fatimazahra hausse le ton; c'est la deuxième fois que je la vois perdre son calme face à Zidane.

Nous nous dirigeons ensuite vers le bassin servant à l'irrigation du jardin. À un mètre du bassin, nous constatons un affaissement de terrain de plus d'un mettre de dénivelé sur une largeur d'un peu plus de deux mètres. Zidane veut construire un mur de soutien en béton. Il demande à Fatimazahra combien elle pense qu'il aura besoin de sacs de ciment. Elle répond sur un ton énervé qu'elle n'est pas maçon. Il sourit. Il aura besoin

de dix sacs. Il aurait pu dire cinq, ou quinze, nous n'aurions pas pu le contredire. Fatimazahra ne semble pas avoir pu gagner le respect de cet homme. Il dit que nous ne connaissons pas ces choses-là, que lui, il travaille la terre et la pierre. Lui sait ce qu'il faut faire pour résoudre le problème d'affaissement de terrain.

Nous retournons en classe. Sayda donne un cours d'éducation non formelle. La classe est à moitié vide. Elle m'explique que la plupart des enfants ont un frère ou une sœur et qu'ils se relayent pour venir à l'école, tandis que l'autre reste à la maison pour aider aux tâches ménagères. Nous partons vers Akerkar.

Arrivés à Akerkar un peu après la tombée de la nuit, nous allons rencontrer quelques hommes du douar. La salle où enseigne Mina El Baz est régulièrement inondée car elle est juxtaposée au bassin d'eau du village. L'ONG « Enfants de Tizi » est prête à faire des travaux d'étanchéité mais l'absentéisme est très élevé dans les cours de Mina, tant pour l'éducation non formelle que pour les cours d'alphabétisation donnés aux femmes du douar. Fatimazahra voudrait s'assurer que l'absentéisme diminue avant d'entreprendre les travaux. Elle m'explique que les villageois ont refusé de donner une parcelle de terrain pour la construction d'une nouvelle école non formelle; l'ONG a alors décidé de construire à Talatan, où les villageois semblent plus « coopérants ». Nous rencontrons plusieurs hommes donc, dont certains me sont présentés comme les plus influents du douar. Ils nous disent qu'ils envoient leurs enfants à l'école mais que ceux-ci ne s'y rendent pas. Pour leurs femmes, ils disent qu'elles ne sont plus intéressées par les cours d'alphabétisation. Ils disent qu'ils tenteront d'améliorer la situation dans les prochains jours.

Je passe la nuit avec les deux instituteurs de l'école publique. Nous parlons longuement de leur relation avec les villageois. Les deux instituteurs se disent méprisés par les habitants du douar : « Certains n'envoient même pas leurs filles au cours parce que nous sommes des hommes! ».

Jeudi 17 mai 2007.

À Tagadirt. Je suis en classe, avec les élèves du préscolaire. Hayat donne son cours quand Khalid fait entrer une petite fille. Elle a trois ans et est en retard au cours. Hayat demande aux élèves si la petite fille a fait quelque chose de mal; ils répondent qu'elle est en retard. L'animatrice se tourne alors vers la petite fille et lui demande :

- *Pourquoi es-tu en retard?*
- *C'est parce que je n'étais pas à la maison. J'étais en train de ramasser du bois, dit la petite fille.*

Fatimazahra et Hayat partent dans un fou-rire que je ne comprends pas, même après qu'elle m'aient traduit la scène. Non, qu'une petite fille de trois ans ramasse du bois ne me paraît pas bizarre, plus rien ne me surprend après avoir vu des petits garçons d'à peine quatre ans mener des troupeaux d'une trentaine de bêtes, ou des petites filles de six ans

en selle sur des mules cinq fois plus hautes qu'elles. Fatimazahra m'explique qu'une si jeune fille ne porte pas encore de bois et qu'elle a inventé une excuse.

> Courriel de Fatimazahra à Lucien – n° 55 – 18 mai
>
> Salut chers amis,
>
> Etant de retour de notre visite à nos lieux de travail au Timenkar, j'ai l'énorme plaisir de vous répondre espérant pouvoir satisfaire à votre désir ardent d'avoir des nouvelles.
>
> 1) Anfgayn et les 30.000 dhs : ça continue encore les litiges des machos du douar et le problème n'est pas encore réglé, tout à fait comme vous l'avez prévu. Greg et moi avons parlé pendant des heures à propos de ce problème et c'était très clair que les villageois attendaient une participation financière de la part de votre fondation, ce qui est complètement inacceptable. Une autre rencontre avec Mr le délégué Allal est prévue pour lundi prochain afin de pouvoir régler le problème une fois pour toute. En tout cas, Greg et moi ferons notre possible lors de cette rencontre pour que ça soit définitivement réglé et je ferai encore mon mieux pour convaincre le délégué à faire signer le président et les membres de l'association sur le prochain accord pour qu'ils ne puissent plus s'échapper de leurs nouveaux engagements. Pour bien vous mettre à l'image, les villageois disent que le montant ne suffira pas pour   la construction et ce qu'a fait le délégué et son "parti"(le responsable chargé des projets des associations d'Al Haouz) étaient juste des manigances pour ne pas leur permettre de mieux bénéficier de ce montant qui leur appartient. Bref, le Délégué leur a demandé de bâtir le garage sur une parcelle du terrain de 40m2, mais ils cherchent à rétrécir ces dimensions (ils avaient l'intention de mettre juste 25m2 au lieu ou bien garder les mêmes dimensions sans pouvoir payer les ouvriers qui resteront sans salaires pour des mois et des mois. Je m'arrêterai ici pour ne pas te vexer trop, moi, je suis plus habituée maintenant et Greg le sera aussi très prochainement......On va sûrement s'en sortir incha'allah.
>
> 2) Akerkar : Une réunion a été encore établie au sein de ce douar pour essayer de résoudre le problème de la salle inondée qui a besoin d'une réparation immédiate. Le bilan est comme suit: Absentéisme flagrant et pire encore que dans les écoles publiques que vous ne cessiez de critiquer à n'importe quel moment et occasion. Cependant, j'ai été promis lors de la réunion que le problème sera résolu le lendemain. Depuis lors pas de changement, pas de progrès. Conclusion: la population veut bien qu'on leur répare juste le bassin et tant pis pour le reste. Une population qui se fout carrément de ses pitchouns qui vont sûrement payer l'ingratitude, l'escroquerie et la malice de leurs parents. Alors, qu'est ce vous en pensez puisque le problème persiste encore? Je serai à votre disposition pour exécuter vos ordres, mais si vous me donnez le choix, je leur donnerai 15 ou au maximum 20 jours et si jamais rien ne change, je n'hésiterai pas de retirer notre animatrice qui se sent de jour en jour démotivée à cause de l'absentéisme et la non coopération de la tribu contrairement à ce que pense mon cher collègue qui est tout à fait contre le fait de quitter mon douar préféré et mes anciens élèves.
> […]

Vendredi 18 mai.

Après être rentré du Timenkar en camion, je me rends avec Fatimazahra à Zaouite Bouhouta, un petit village à dix kilomètres de Tahanaout, où est organisé un festival pour la circoncision des jeunes garçons de la région.

Après l'opération, les familles se voient offrir un sac de provision avec de l'huile, du thé, du sucre et du jus. Une fois le petit homme sorti des griffes du médecin, il est coiffé d'un petit chapeau rond.

Courriel de Grégory à Lucien – (semaine 2 – jour 6 =) 2.6 – 19 mai

Bonjour Lucien!

Le retour du Timenkar n'a pas été aussi facile que ce que j'aurais imaginé (aurais-je pu?). Pas de camion jeudi donc départ vendredi et arrivée dans la fournaise marrakchie en fin après-midi (après le festival de circoncision)! Wash! Je m'étais déjà habitué au paradis timenkais (au printemps, oui, je sais, ce n'est un paradis qu'au printemps…).

1 – 30.000 DH d'Araden-Anfgayn : prochaine réunion avec l'Entraide nationale ce lundi (à confirmer), la dernière! Les habitants proposent 25m^2, s'ils viennent avec des chiffres lundi, soyons constructifs pour construire ce garage : 25 c'est moins bien que 40 mais toujours mieux que 10…

2 – Anfgayn, affaissement de terrain : Zidane voudrait construire un mur de béton pour régler le problème de l'affaissement de terrain à un mètre du bassin de rétention d'eau. Je suis contre l'utilisation du ciment à grandeur, pourquoi pas pierres (déjà sur place) et ciment? Je ne suis pas ingénieur, mais je pense que les affaissements de terrain sont récurrents à cause des intempéries : ne pas gaspiller de l'énergie, mais être conscient du danger à un mètre du bassin!

3 – Je tenais à faire une remarque concernant l'urgence d'une installation concrète de Fatimazahra dans un bureau! Ça permettrait à FZ d'être beaucoup plus productive!! Et lui enlèverait de nombreux tracas. Travailler dans un cyber n'est pas le meilleur moyen d'être efficace (4 heures que je suis assis sur cette chaise, dans un cyber au beau milieu de la médina, et j'ai l'impression d'être plus lent qu'une tortue à jambe de bois).

4 – Je suis conscient des délais et de la date butoir qui se rapproche à grands pas mais il fallait que j'aille faire mon petit tour dans les montagnes pour connaître et comprendre les réalités de la vie dans les douars et les activités que les animatrices proposent aux enfants. Les priorités sont négligées?? J'ai du mal à imposer mon occidentalisme sans passer pour un néocolonialiste ignorant (qui ne peut pas imaginer, et ne peut surtout pas comprendre, puisque, paraît-il, je n'ai pas vécu…). Je vais donc sur le terrain avant d'entrer en contact avec la presse, voire avec TV Maroc pour réaliser un documentaire.

5 – Akerkar (enfin) : FZ enragée et déçue. Je la comprends mais j'espère la mettre en doute, pour qu'elle remette en question sa vision de « la bonne voie » (et non pas la mauvaise, comme les traditions berbères des douars selon FZ). Qu'est-ce que le bien, le mal? Qu'est-ce que la « bonne voie »? L'Occident l'a-t-il trouvée, la bonne voie??!!??

Greg

Courriel de Lucien à Grégory – 19 mai

Bonjour Gregory,

Merci de ton courriel 2,6. Excellents tuyaux constructifs. Réactions à chaud.

1) 30 000 dh - Viré sur le compte en juillet 2005 par "Entraide Nationale" et énième réunion ...Vive la dernière réunion lundi 21 mai 2007.Aurevoir en 2012.(Expo de TANGER)

2)Bassin de ANFGAYN - Greg a raison, mais les fellahs s'obstinent dans leur complexe d'infériorité ancestrale et figée par le colonialisme à avoir raison... Ils ont dû refaire le toit de l'Ecole 3 fois. Résister à toute instruction venant de l'extérieur, prouver son existence…

Salut les amis.

Lucien

Dimanche 20 mai.

J'ai rendez-vous avec Fatimazahra dans la ville-nouvelle de Marrakech, Guéliz. Nous devons nous rendre à une réunion organisée pour les associations locales afin de leur proposer des formations sur l'usage de l'Internet. Fatimazahra est très intéressée. Nous cherchons pendant plusieurs dizaines de minutes l'hôtel où a lieu la réunion. Fatimazahra décide d'appeler un ami pour qu'il nous dirige. Il lui répond que la réunion n'est pas prévue pour aujourd'hui mais bien pour demain, lundi, à 18h… Problème de communication?

Troisième semaine de stage

Lundi 21 mai.

Je me rends avec Fatimazahra à Tahanaout pour une autre journée « administrative ». Nous prenons le bus. À 10h30, nous allons voir Meriem, la secrétaire de l'ONG « Enfants de Tizi ». Meriem est surtout fonctionnaire à la Commune de Tahanaout. Nous faisons légaliser le statu de l'Association Almanar dont Fatimazahra est présidente. Elle possède maintenant deux feuilles prouvant l'existence de son association, avec le cachet de la Commune.

À 11h30, nous nous rendons aux bureaux de l'ENat pour ce qui doit être la dernière réunion concernant les 30.000 dirhams pour la construction du garage à Anfgayn. Tout comme lors de la dernière réunion, nous sommes en compagne du délégué de l'ENAt, Allal Suifil, ainsi que des deux représentants de l'Association Araden –Anfgayn (son président et son vice-président). Zidane, président d'Araden-Anfgayn, a apporté des devis pour prouver que les dépenses pour la construction dépassent les 30.000 dirhams. La discussion se fait en arabe et Fatimazahra me traduit petit à petit. Elle m'explique que le délégué de l'ENat considère que la main d'œuvre devrait être payée par l'association locale, Araden-Anfgayn. Pour Zidane, il est hors de question que les membres de son association débourse un seul dirham. Selon Fatimazahra, Zidane voudrait que l'ONG « Enfants de Tizi » se charge de payer la main d'œuvre. L'assistant de Suifil est maintenant en train de rédiger un compte-rendu de la réunion énonçant les dispositions de l'accord pris. Les dimensions du garage sont réduites à 6,5m X 3,6m (23m^2). Le délais est toujours de deux mois et Araden-Anfgayn doit fournir toutes les preuves de paiement après les travaux.

Je profite d'être à l'ENat pour parler au délégué Suifil du projet d'Antenne d'information que Lucien Schumacher aimerait mettre sur pieds au Maroc. Il s'agirait d'un organisme se chargeant de transmettre, à différents associations et organismes marocains, les informations émanant de l'Union Européenne (UE), plus spécifiquement de la direction de la Commission Européenne à Rabat. Le concept me paraît encore très flou mais il semble que les associations locales pourraient être intéressées à recevoir des informations concernant les appels d'offre pour des subventions européennes. J'aimerais

donc avoir une liste des associations de la région et demande au délégué de l'ENat s'il peut me fournir une telle liste. Nous prenons rendez-vous pour le mardi 29 mai à 11h.

À 12h30, nous nous rendons à l'hôpital de Tahanaout, adjacent aux bureaux de la délégation du Ministère de la Santé. Fatimazahra et Lucien avaient organisé une caravane médicale lors de la visite au Timenkar à la mi-avril. Durant cette visite, un député luxembourgeois, Marcel Oberweis, ainsi que le gouverneur de la province du Al Haouz, Bouchaïb Moutaouakil, avaient fait le trajet vers les douars berbères, accompagnés de cette caravane médicale ayons prodigué quelques soins aux habitants de la région. Nous tentons d'avoir les coordonnées des médecins ayant participé à la caravane afin de les remercier.

À 13h, nous nous rendons à la délégation de l'ENF, au siège de la délégation du Ministère de l'Éducation. Le délégué ENF pour le Haouz, Monsieur Belhassar, était monté sans nous au Timenkar pour une inspection des écoles. Il nous annonce que la direction du Secrétariat d'État pour l'Éducation Non Formelle (ENF) à Rabat réalise chaque année un film sur les différentes écoles non formelles du Maroc, qui est présenté lors de la cérémonie de clôture de l'année scolaire, en présence de nombreux acteurs dans les milieux de l'ENF et de l'alphabétisation. Le Secrétaire d'État chargé de l'ENF et de l'alphabétisation, Anis Birou, sera présent. Cette année, trois écoles ont été choisies dans la province d'Al Haouz pour le tournage du film : une école de Tazart (entièrement prise en charge par l'ENF) ainsi que nos écoles de Tagadirt et Anfgayn (dont la seule aide reçue de l'ENF a été le don des bancs et tableaux noirs).

À 14h30, nous nous réunissons avec quelques artisans de la région. Ceux-ci veulent organiser un festival d'artisanat à la mi-juillet et aimeraient que l'Association Almanar s'implique dans l'organisation. Pendant la réunion, le président de l'association Idodane me demande d'exposer mes idées : « Vous les Européens, vous avez toujours l'esprit créatif! Allez-y, présentez-nous vos idées pour le festival! ». À la fin de la réunion, nous fixons une prochaine rencontre pour le vendredi. Je suis élu responsable de la publicité. Nous rentrons à Marrakech dans la camionnette du président de l'association Idodane qui manque de tomber en panne, le moteur commence à fumer… « Pas grave, nous dit-il, l'important est que nous arrivions jusqu'à Marrakech ».

Une fois à Marrakech, Fatimazahra et moi nous rendons à l'hôtel Mont Guéliz pour assister à la réunion concernant une formation Internet offerte à certaines associations marrakchies. L'organisateur est l'Association Unie pour l'Encadrement des Enfants et des Jeunes (As.U.E.E.J.). La présentation se fait en arabe mais j'ai l'impression que le présentateur ne fait que répéter ce qui est inscrit sur les feuilles reçues lors de notre arrivée. Fatimazahra me le confirme. Au fond de l'assemblée, essentiellement constituée d'hommes, je remarque un groupe de journalistes; certains prennent des photos, d'autres parlent entre eux et ne semblent pas prêter attention à la présentation. À la fin de la présentation, nombreux journalistes prennent la parole pour poser des questions :

« Imposer ou proposer, telle est la question! », « Y aura-t-il un suivit après la formation? ». Ils mettent vraisemblablement en doute la qualité de la formation ainsi que sa réelle raison d'être. La discussion dérape sur la légitimité de l'association organisatrice de proposer une telle formation et surtout sur les critères de sélection des associations participantes. Les organisateurs sont pris de court et balbutient quelques phrases défensives. Les journalistes sourient, certains se lèvent, le brouhaha s'installe dans la pièce. La présentation se clôture et j'interpelle quelques journalistes afin de leur présenter un projet d'article sur nos écoles au Timenkar. Le directeur du journal « L'écho » semble très intéressé et nous fixons un rendez-vous pour le mercredi 23 mai.

Mardi 22 mai.

J'appelle TV Maroc à Marrakech pour leur présenter un projet de documentaire dans les douars du Haut Atlas. On met dit d'appeler aux bureaux de Casablanca. J'appelle donc à Casa et tente de parler à la directrice de la production, Mme Sitael. Je n'obtiens qu'un numéro de fax où je lui envoie le projet.

Je prends également contact avec la rédaction de l'hebdomadaire Tel Quel pour leur proposer la réalisation d'un reportage. Je tente de parler au directeur de la publication et de la rédaction, Ahmed R. Benchemsi , très connu au Maroc pour son style anti-conformiste et l'audace dont il fait preuve en critiquant le pouvoir royal. On me dit qu'il n'est pas à son bureau. Je lui envoie un courriel.

Courriel de Grégory à Tel Quel – 22 mai.

Très cher Monsieur Benchemsi,

J'ai le plaisir de vous contacter pour vous proposer la réalisation d'un reportage concernant l'éducation non formelle au Timenkar, vallée de l'Ourika, région oubliée du Maroc où les injustices, l'exclusion et la discrimination sont monnaie courante et où le rôle d'une « autre » éducation est incontestable.

De fait, les résultats probants du secrétaire d'Etat chargé de l'Alphabétisation et de l'Education non formelle, M. Anis Birou, dans sa lutte contre l'analphabétisme qui recule (le taux a régressé à 38,45 % en 2006, soit une baisse de 4,5 % par rapport à 2004), nous offrent une opportunité sans précédent pour la réalisation d'un tel reportage. Un reportage qui dénoncerait les injustices et les réalités d'une population oubliée et discriminée.

Cela fait déjà sept années que nous sommes présents dans la vallée de l'Ourika et grâce au travail acharné de notre déléguée Fatimazahra Lamtaouat, nous avançons à pas de géants. Nous allons ouvrir dans quelques mois notre 5ème école, à Talatan, accueillant plus de 150 enfants non scolarisés, venant ainsi à la rescousse de l'Ecole publique qui souffre de l'absentéisme implacable.

Sachez que nous travaillons étroitement avec le Gouverneur de la région du El Haouz, M. Bouchaïb MOUTAOUAKIL, qui a effectué une visite de nos écoles ce 11 avril, accompagné du Député luxembourgeois Marcel OBERWEIS. Les personnalités marocaines et le groupe des Luxembourgeois présents lors de cette visite se sont félicités du dynamisme déclenché par nos Ecoles Non Formelles (ENF) qui accueillent dans 4 villages plus de 250 enfants et jeunes femmes.

Un documentaire sur les ENF jouera certainement un rôle capital à la veille des élections législatives de septembre.

Je suis certain que vous saurez juger de l'importance de prôner les valeurs de justice, d'égalité et de dévouement que notre déléguée Fatimazahra véhicule à travers ses actions. Jeune défenseuse des droits de la femme marocaine à travers son poste de directrice de l'ONG Almanar, elle a vécu durant 3 années au Timenkar, échangeant son confort familial contre la vie d'ascèse, pour les pauvres. Une image forte pour un reportage bousculant le conservatisme politique marocain et s'alignant sur la nouvelle élection de Khadija Ryadi, première femme à la tête de l'Association marocaine des droits humains (AMDH)…

Le Maroc tel qu'il est ou tel qu'il sera demain!!??

Je me tiens à votre entière disposition pour vous donner de plus amples informations concernant notre ONG et attends avec impatience votre réaction. Veuillez agréer, Monsieur Benchemsi, mes salutations les plus distinguées.

Grégory Dallemagne
Vice-Président
ONG "Enfants de Tizi"
Tél. : 015-63-74-54

Mercredi 23 mai.

Lucien nous avait suggéré d'aller rencontrer une amie suisse, Susane Biederman, qui avait créé une fondation avec son mari pour revaloriser l'art à Marrakech. Nous apprenons que Mme Biederman vient de décéder. Après être entré en contact avec la directrice de la fondation, Mme Maha, nous la rencontrons au Dar Bellarj, aux bureaux de la fondation.

En fin d'après-midi, nous rencontrons également le directeur du journal « L'écho », qui nous prouve malheureusement que son intérêt pour notre travail était purement financier.

Courriel de Grégory à Lucien – 3.3 – 22 mai

Salut Lucien!!

Je suis content d'apprendre que vous avez apprécié la lettre à Benchemsi. J'ai également envoyé un fax à Mme Sitael, directrice de l'information à 2M Casablanca. Le contenu du fax est très proche de celui de la lettre envoyée à Benchemsi. J'attends des nouvelles, je relancerai d'ici quelques jours.

1) Maison européenne : idée originale mais il faut avoir un mandat de l'Ambassadeur DETHOMAS. Demain j'irai à l'Université Cadi Ayyat avec un ami marocain et tenterai de trouver la personne en charge de l'antenne.

2) Ce matin : rencontre avec Mme Maha de la fondation Dar Bellarj. Une femme intelligente, très sûre d'elle, efficace et pétillante. Malheureusement, elle ne s'est que très peu intéressée à nos ONG et a vite conclut qu'elle ne devait rien attendre de nous. Tout sourire, elle s'est métamorphosée lorsque je lui ai parlé de documentaire : "Nous n'avons aucun fonds pour le moment!!" La seule évocation du mot "documentaire" l'a fait trembler. Elle a dit que pour un tel documentaire il fallait beaucoup de fonds et que 2M serait, au mieux, en mesure de nous fournir une équipe technique, mais que nous devions contacter une agence spécialisée pour la réalisation. L'idée d'une expo photo (que j'espérais plus en lien avec leurs mandats) n'a pas donné de meilleurs résultats...

3) Cet après-midi : rencontre avec le directeur du journal « L'écho ». Son enthousiasme, dès son arrivée, m'a de suite mis la puce à l'oreille : encore un qui

espère toucher le jackpot avec une ONG internationale. FZ s'est également très vite rendue compte de la magouille. Ni elle ni moi n'avons été surpris lorsqu'il nous a annoncé : "Deux pages en français et une en arabe, avec photos couleurs, pour seulement 2500 DH!! Une aubaine!! Mais on peut négocier...". Je lui ai dit que si je cherchais une agence de pub, je savais où la trouver, merci-bonsoir je règlerai les cafés! Il nous a alors dit qu'il publierait un petit encart, gratuitement. Un autre journaliste était avec lui et, une fois le directeur parti, il nous a dit que, lui, il "faisait partie des journalistes qui travaillent pour informer les gens, pas pour faire de la pub" et qu'il ferait notre reportage gratuitement. Reste à voir si un journal le publiera...

FZ et moi sommes tous deux sur la même longueur d'onde : dépenser moins d'énergie pour l'antenne et les contacts avec la presse corrompue et malsaine. Elle va donc se recentrer sur ses tâches, les réels mandats de nos ONG, et je vais m'occuper, seul, des dossiers presse, information, documentaire, antenne; tout en continuant à l'épauler dans son travail.

Je vous laisse en vous annonçant que les puces m'ont apprivoisé!
Salut,
Greg

Jeudi 24 mai.

À l'Université Cadi Ayyat, je recherche la personne responsable de créer un organe d'information et de coopération avec la délégation de la Commission de l'Union Européenne à Rabat. Cette personne aurait rencontré l'Ambassadeur européen au Maroc, Bruno Dethomas?

Je rencontre deux professeurs responsables du Centre de recherche sur la coopération et les relations internationales, au sein de la faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de l'université :

- *Pr. Abdellah Labdaouim (a séjourné 5 ans à Montréal)*
- *Pr. Fatiha Sahli (en contact avec M. José Roman, conseiller de M. Dethomas à Rabat)*

Vendredi 25 mai.

Deux réunions à Tahanaout : avec les Sherpas (jour de paie) ainsi qu'avec les artisans d'Idodane.

Courriel de Grégory à Lucien – 3.6 – 26 mai

Cher Lucien,

Petit samedi à la Médina, je commence par vous écrire d'un petit café littéraire, le Dar Cherifa, camouflé sous les serpantantes ruelles du quartier Mouassine, mais hélas pas assez pour le protéger des débarquements allemands et américains; nous rappelant respectivement ceux de 1941 et 1942 à Casablanca.

Jeudi : Cadi Ayyat ou l'Antenne d'information fantôme

Je me suis rendu à l'université, allant vaillamment à la recherche de l'aiguille. J'ai trouvé la botte de foin assez facilement : le Laboratoire de Recherche sur la Coopération Internationale et sur le Développement. Par contre, l'aiguille semble encore plus chimérique que vous ne l'imaginiez. La Professeure Fatiha Sahli, responsable du centre, s'est tout d'abord indignée à l'idée qu'une personne, autre qu'elle-même, aurait pu entrer en contact avec l'Ambassadeur Dethomas : c'est

elle la responsable des relations internationales à l'Université Cadi Ayyat et si quelqu'un ose prétendre batifoler avec Dethomas sans son aval, que cette personne se garde bien de sa foudre immiséricordieuse. Magnifiquement bien « pluguée », elle a de suite appelé José Roman, conseiller de Dethomas à Rabat. Ce dernier n'a jamais entendu parler de la création d'un organe d'information ni d'une quelconque entente entre l'ambassade et Cadi Ayyat… Roman sera à l'université ces 9-10-11 juin pour y présenter un séminaire; je me suis arrangé avec la Pr. Sahli pour y assister (j'irai de toute façon rencontrer Roman). L'université est impeccablement bien équipée et la Pr. Sahli est une personne pétillante, informée, motivée, vive et efficace. Par contre, j'ai bien peur qu'elle ne soit pas très ouverte au partenariat et à la « coopération », contrairement au titre de son laboratoire…

Vendredi : Tahanaout ou les réunions arabophiles

Réunion paie – Saida et les deux Mina absentent. Nous avions vu les deux premières lundi, nous retrouverons la dernière en après-midi. Réunion un peu longue et me semblant un peu dispersée; je ne peux cependant pas bien juger étant donné qu'elle s'est déroulée en arabe (FZ me traduisant le plus important). La langue est un léger frein dans mon travail, j'en suis conscient mais ne sais pas trop comment y remédier (l'arabe, que j'espérais effrontément placer en sixième position dans mon bagage linguistique, m'apparaît logiquement plus obscure que les langues latines). Nous avons principalement parlé du documentaire du Ministère de l'Écudation Non-formelle (MEN), dont la réalisation est prévue au jeudi 31 mai. La tenue vestimentaire sera des plus fleuries possibles.

Réunion Almanar-Idodane – projet de festival artisanal pour la fin juillet en partenariat avec l'association représentant les artisans de la région de Tahanaout, Idodane. Les deux associations semblent plus motivées l'une que l'autre, proposant à tour de rôle diverses activités culturelles et autres colorations pour égayer le rassemblement artisanal. Malheureusement, les casses-vitesse cravatés éternisent la réunion : l'homme au costume tient à signer une convention de partenariat entre les deux associations. Prochaine réunion dimanche après-midi (pas de pitié pour les croissants, ni de répit pour les chefs-Sherpas; jeune utopiste, je tente d'amener FZ à mieux gérer son temps).

Mardi, nous rencontrerons Allal Suifil, le délégué de l'Entraide nationale, afin de fouiller dans les listes des associations du El Haouz (plus de 1200) et de babeliser la tour de l'Antenne…
Bon week-end! Bises à Colette,
Greg

Dimanche 27 mai.

Fatimazahra et moi nous rendons à Tahanaout afin de participer à une réunion prévue avec les membres de l'association Idodane. Après trois heures d'attentes, les membres d'Idodane arrivent. Cinq minutes plus tard, la réunion est annulée parce que les parties n'arrivent pas à se mettre d'accord pour la signature d'un contrat de partenariat. Idodane veut être reconnu comme le seul organisateur du festival d'artisanat. L'Association Almanar, bien que faisant partie de l'organisation, n'obtient pas le statu « organisateur ».

Quatrième semaine de stage

Lundi 28 mai.

Depuis deux semaines, je loge dans une petite chambre que je loue à Sadia, une Marrakchie d'une soixantaine d'année. C'était la seule personne qui me permettait de recevoir mes amis Marocains dans ma chambre. Aucune femme n'est admise.

Bien que je lui ai versé deux mois d'avance (deux milles dirhams, deux cents euros), elle m'a déjà demandé de lui donner cent dirhams de plus la semaine dernière. Ce matin encore, elle dit avoir dépensé tout l'argent que je lui avais donné et ne plus avoir de quoi acheter de la nourriture pour son petit-fils de sept ans qui vit avec elle. Je lui donne vingt-cinq dirhams.

Le soir, je vais prendre un verre avec un ami Marrocain qui vit en Australie. Il boit vite. Nous essayons de rentrer dans un bar dansant, le Montecristo. Les sorteurs nous dévisagent tout en nous barrant la porte. Mon ami, Mohamed, s'énerve et demande « c'est quoi le problème »? J'essaye de calmer l'atmosphère, je parle calmement avec l'un des sorteurs tandis que mon ami s'entretient avec l'autre. Ils ne nous laissent pas rentrer. Nous nous dirigeons vers l'Hôtel Marrakech. Mohamed commande d'entrée cinq bières. Le bar ferme une heure plus tard mais Mohamed veut encore une dernière bière. Le barman la-lui refuse, la tension monte. Ils parlent en arabe. Le patron arrive, donne une bière à Mohamed et nous demande de partir dans deux minutes. Je laisse Mohamed titubant dans la rue.

Mardi 29 mai.

Nous avions réunions avec M. Suifil, de l'ENat, à 10h30. Il n'est pas là. Son assistant me dit qu'il a eu des problèmes avec sa voiture. Je lui demande pourquoi nous n'avons pas été prévenu.

Début d'après-midi, nous prennons la route vers le Timenkar. Pas de jeep cette fois-ci et nous embarquons dans un petit camion. Je suis dans la benne arrière avec les hommes, deux ânes, une vache, un taureau et une vingtaine de brebis. Les jeunes brebis sont constamment piétinées par les plus grandes et nous devons veillez à ce qu'elles n'étouffent pas sous les autres. Le camion nous dépose à Akerkar et nous prenons la route à pied vers Anfgayn. Je dors avec Abdelmoutalib, l'instituteur de l'école publique.



Mercredi 30 mai.

Nous préparons les classes pour le tournage du film ENF qui devrait se faire le lendemain. Fatima, notre Sherpa de Tizi n'oucheg, arrive en fin d'après-midi avec cinq de ses élèves les plus « éveillées ». Je prends beaucoup de photo avec les enfants qui jouent à m'espionner à travers l'objectif.

Jeudi 31 mai.

Je me lève à 5h30 pour prendre des photos au levé du jour. Le soleil apparaît à peine à l'horizon que nombreuses Berbères sont déjà sur le toit de leur maison en train d'étendre leur linge. Je ne suis pas le seul à observer le douar, quelques jeunes hommes se tiennent accroupis sur leur toit à contempler l'activité naissance du village et attendent quelques minutes avant de descendre sortir les bêtes. En descendant vers la vallée, je rencontre Hussain Ait Zidane, le président d'Araden-Anfgayn. Il est en train de travailler la terre d'une petite parcelle de terrain. Une fois terminé, il m'invite à aller prendre le petit-déjeuner chez lui, avec sa famille.

Il vit dans les hauteurs du douars. Lorsque nous entrons dans le petit patio, les filles de Tizi ne sont pas encore réveillées; elles ont dormi dans le grand salon qui nous avait accueilli lors de la réunion début mai, à ma toute première visite d'Anfgayn. Nous mangeons du pain d'orge avec du beurre et du miel, accompagné de café. Son fils de trois ans se réveille et vient nous rejoindre. Zidane m'explique qu'il a eu quatorze enfants. Sept sont vivants; les deux plus jeunes vivent encore sous son toit.

Nous passons la matinée à organiser les préparatifs pour le documentaire. À 11h, les femmes du douar sont en classe et commencent leurs cours d'alphabétisation. Nous n'avons toujours aucune nouvelle de l'équipe de tournage. À 14h, enfin, nous recevons un appel de Khalid, notre Sherpa à Tagadirt. Il nous dit que l'équipe vient de tourner pendant près d'une heure avec les enfants de Tagadirt et qu'elle est maintenant en direction d'Anfgayn.

15h, l'équipe de tournage arrive enfin; cela fait presque cinq heures que les femmes sont en classe alors que leur cours ne dure normalement que deux à trois heures. Tous les habitants du village sont là, soit dans les classes, soit en face de l'école. Zidane et les quelques membres d'Araden-Anfgayn sont assis sur un petit muret au milieu du jardin de l'école. Le réalisateur, M. El Meftahi, est accompagné de ses deux caméramans ainsi que de Belhassar, le délégué de l'ENF. Lorsqu'ils arrivent, Belhassar me serre dans ses bras avec vigueur et entrain. Il vient d'apprendre que j'avais envoyé une lettre au directeur de l'ENF, à Rabat, critiquant son manque de professionnalisme dans les rapports avec notre ONG.

Le réalisateur commence par filmer les femmes en classe, puis les enfants et réalise trois entrevue avec Fatimazahra, moi et enfin Zidane qui tient à prendre la parole devant

la camera. Belhassar est embarrassé lorsque nous mentionnons que l'ENF ne paie aucun des salaires de nos Sherpas. Il aimerait que ce ne soit pas mentionné devant la caméra mais le réalisateur lui répond qu'il ne veut « que du réel ». Après le tournage, nous nous réunissons autour d'un couscous préparé par les femmes du douar.

Fin d'après-midi, le soleil est presque à l'horizon. C'est l'heure où les jeunes hommes et les jeunes femmes des douars se rencontrent à la croisée des chemins. C'est une pratique que Fatimazahra trouve déplacée pour des populations musulmanes. Je décide de suivre le petit groupe des cinq filles de Tizi n'oucheg. Elles marchent vers le Sud, en amont. Après avoir croisé deux jeunes hommes du village voisin, qui attendent les filles d'Anfgayn, je ne tarde pas à rattraper celles de Tizi n'oucheg. Nous continuons à marcher mais ne croisons que des enfants d'Anfgayn. Les enfants nous suivent mais les filles finissent pas les chasser en envoyant des pierres dans leur direction. Une fois les enfants partis, les filles s'arrêtent et l'une d'elles commence à chanter. Puis elle se tourne vers moi et me dis « Bahabek! ». Elle semble gênée et ses amies la montre du doigt, puis me répètent « bahabek ». C'est un mot arabe, qui veut dire « je t'aime ». Je suis un peu surpris et comprends qu'elles m'ont entraîné ici non sans raison. Je pensais les suivre pour observer leurs rencontres amoureuses et me voilà au cœur de l'action, non plus en tant qu'observateur mais en tant que protagoniste. La situation m'amuse, mais je ne tiens pas à m'attirer des problèmes avec les villageois. De plus, si c'est un jeu pour moi, ce ne l'est peut-être pas pour cette jeune berbère. Nous rentrons vers Anfgayn en passant par les champs. En chemin, nous rencontrons une femme avec qui les jeunes filles échangent quelques phrases en berbère, sur un ton froid, presque énervé.

Vendredi 1er juin.

Je me lève vers 9h et me dirige vers notre école. Mina Rakib est en train de donner cours aux plus petits, ceux du préscolaire. Les filles de Tizi n'oucheg sont déjà là elles aussi. Elles m'apprennent quelques mots de berbère. Peu après, elles prennent la route avec Fatima pour rentrer à Tizi n'oucheg.

En début d'après-midi, après être passé chez une veuve du douar pour lui laisser un peu d'argent de la part de Lucien et Colette, Fatimazahra, Mina El Baz et moi prenons la route vers Akerkar où nous passons quelques heures avant de redescendre, Fatimazahra et moi, jusqu'à Tagadirt.

En début de soirée, nous organisons une réunion avec les hommes du douar de Tagadirt. Une vingtaine d'hommes entre dans la petite salle de classe. Bientôt, une odeur de mouton embaume toute la pièce. Nous cherchons à les sensibiliser sur l'absentéisme grandissant et le manque de motivation constaté chez certains enfants. Sans l'aide des hommes, il est impossible d'avoir un impact sur les enfants, ainsi que sur les femmes du douar.

Samedi 2 juin.

Khalid se lève à 8h pour aller donner cours aux enfants du préscolaire. À dix heures, il vient me chercher dans sa chambre. Il me dit qu'il y a un blessé et me demande de venir le voir. Lorsque j'arrive en classe, Khalid enlève la casquette d'un jeune enfant d'une dizaine d'année. Son crâne est rasé de manière disparate et présente cinq protubérances purulentes de cinq centimètres de diamètres. Elles ont une épaisseur de trois centimètres et le visage de l'enfant est déformé par l'ampleur des excroissances. D'autres garçons s'agitent sur leur chaise et m'appellent. Eux aussi présentent des blessures sur le crâne, moins infectées toutefois, et des plaques boutonneuses sur différentes parties du corps. Certaines fillettes ont également ces plaques boutonneuses dans le dos, sur les cuisses… Nous soignons le crâne du jeune garçon avec notre trousse de secours rudimentaire. Je dilue de l'Isobétadine dans de l'eau en bouteille que je lui applique sur les blessures. Nous faisons la même chose avec les autres enfants.

Nous rentrons à Marrakech en début d'après-midi. J'ai envie d'être seul et l'idée de rentrer chez Sadia ne m'enchante pas. Je retourne alors dans le petit hôtel qui m'avait accueilli lors de mes premières nuits à Marrakech. J'irai chercher mes affaires chez Sadia le lendemain. La chaleur me cloue au sol, mais le petit hôtel m'offre un cadre plus frais, paisible et plus propice au travail que ma petite chambre au cœur de la Medina.

Cinquième semaine de stage

Lundi 4 juin.

Nous passons la matinée à Tahanaout au bureau du Caïd, en compagnie des membres d'Idodane qui prétendent que Fatimazahra veut lui « voler » leur festival d'artisanat. La discussion, en arabe, dégénère assez rapidement sur un ton vindicatif et le brouhaha s'installe. Le Caïd élève la voix, mais les membres d'Idodane semblent ne pas lui prêter attention. Le président d'Idodane sort de la pièce, furieux. Le calme revenu, le Caïd écoute les deux versions et tentent de trouver une solution à l'amiable : il y aura deux festivals, restent à savoir qui organisera le premier et qui le second. À la fin de la réunion, je vais saluer le Caïd que je n'avais pas encore eu l'occasion de rencontrer.

En début d'après-midi, Si Mohamed, un ami de Meriem nous accompagne, Fatimazahra, Meriem et moi-même, dans un douar entre Tahanaout et Marrakech, pour visiter une école pour femme dédiée à l'enseignement de la nouvelle Moudawana. L'association Almanar est en partenariat avec Al Amane, une association qui défend les droits de la femme. Durant la visite, Marie-Hélène Giguère, journaliste à « L'Économiste », m'appelle afin d'avoir plus d'informations pour la rédaction d'un article sur l'ONG « Enfants de Tizi » (voir en annexe 3).

En fin d'après-midi, je retourne avec Fatimazahra vers Marrakech. Nous allons au café Ichbilia, rue Prince, à deux pas de Jemaa el Fna. Fatimazahra m'annonce qu'elle va se marier et sans doute quitter le Maroc pour la Malaisie dans dix jours. Elle est bouleversée

et n'arrive pas à prendre une décision. Je suis sous le choc et n'arrive pas à réaliser ce qui se passe. Je suis dans l'irréel et tente de ne pas me laisser emporter par la soif de reconnaissance que m'apporterait son départ : seul aux commandes. Le défi me plait surtout parce qu'il gonflera mon égo; je tente de ne pas être égoïste.

Mardi 5 juin.

J'avais demandé à Lucien de m'appeler à 9h. J'attends donc son appel sur la terrasse du petit hôtel Medina où j'ai repris une chambre depuis quelques jours. Lucien est ébranlé par la nouvelle que Fatimazahra lui a transmise par courriel la veille au soir, en rentrant du café Ichbilia. Il ne sait trop comment réagir et je tente de trouver les mots pour le calmer et le prier d'essayer de bien analyser la situation afin de comprendre la situation dans laquelle se trouve sa protégée. Pour lui, son départ représente la fin. Ce serait la septième responsable à partir, en huit ans, et il n'a plus la force de recommencer à zéro, comme il a du le faire à chaque fois. En après-midi, Marie-Hélène m'annonce que l'article paraîtra demain dans l'Économiste; je lui envoie une photo par courriel afin d'imager l'article.

Mercredi 6 juin.

Je passe sur la place Jemaa el Fna pour attraper au vol un exemplaire de l'Économiste. L'article est là, en page 19 : « Ourika : l'éducation de 350 élèves en péril ». À Tahanaout, Fatimazahra et moi passons chez Meriem, à son bureau de la commune, pour lui présenter l'article et en faire deux, trois copies. Le pouvoir de la presse est considérable au Maroc, et je commence à en peser le réel poids.

À 11h, nous avons rendez-vous avec le Délégué du Ministère de la Santé pour la Province d'Al Haouz. Il est très embêté par la publication de l'article qui mentionne notre découverte au Timenkar : « À l'occasion d'une mission à Taggadirt, la semaine dernière, les intervenants ont eu un véritable choc. «Un des enfants présentait de nombreuses déformations au niveau du crâne, causées par des protubérances purulentes», raconte tristement le vice-président. «Nous avons nettoyé ses plaies à l'aide de notre pharmacie de secours, mais le soutien d'un médecin est indispensable», ajoute-t-il. Dans la classe, samedi dernier, quinze enfants sur trente présentaient des plaques boutonneuses sur les bras, les cuisses, les joues, le dos et le crâne. » Selon lui, nous aurions du le prévenir avant de publier quoi que ce soit concernant la situation sanitaire de sa Province. Nous lui expliquons plus en détails les conditions dans lesquelles nous avons trouvé les enfants et il consent à faire monter un médecin :

- *Ok, nous allons faire le nécessaire, nous allons vous fournir le transport et vous irez à Tagadirt avec le docteur Youssef. Nous disposons d'un Land Rover que nous mettrons à votre disposition.*

Lorsque nous lui demandons ce qu'il pense faire à moyen terme, principalement concernant la remise en état du dispensaire, il semble que les conditions du Timenkar ne remplissent pas les critères pour élargir les activités sanitaires dans la région :

- *Pour le dispensaire, la chose est plus compliquée. Au Maroc, 300 dispensaires sont opérationnels mais fermés, du au manque de main d'œuvre. Au Timenkar, nous avons une infirmière mais le dispensaire d'Igermaoun est inutilisable; il faudrait en construire un nouveau mais le budget de cette année ne le permet pas. L'année prochaine, Incha'Allah! Ou alors l'année d'après. Vous savez, la région ne remplit même pas les critères du ministère de la santé pour la construction du dispensaire. Il faut normalement 6000 habitants, alors que le Timenkar ne compte pas plus de 3500 âmes… Mais! Si vous construisez le dispensaire, alors nous pourrons vous promettre que l'infirmière travaillera sur place, durant le printemps et l'été.*
- *Et l'hiver?, lui rétorquais-je.*
- *L'hiver, les conditions sont trop dures, enchérit-il.*
- *Mais ce sont justement ces conditions qui font que les enfants meurent par dizaine durant l'hiver. Un reportage de Telquel, cet hiver, dénombrait plus de 25 morts dans l'Atlas…*
- *Vous savez, les médias transforment toujours la réalité, ils veulent seulement vendre leurs papiers. J'ai eu une formation en journalisme, et je sais que tout ce que cherchent les journalistes marocains, c'est accrocher le lecteur avec un titre évocateur, appelant au scandale. En plus, vous auriez du nous prévenir avant de publier l'article dans l'économiste!*

C'est à peu près à ce moment que j'ai reçu un appel, de Marie-Hélène Giguère. Elle tenait à m'annoncer que le Crédit Agricole du Maroc avait été très touché par l'article et tenait à nous aider. Quelques minutes plus tard, Mme Laraichi, du Crédit Agricole, m'appelle pour me proposer un rendez-vous. Nous nous rencontrerons jeudi soir, dans un hôtel de Marrakech.
Nous terminons la rencontre avec le délégué du ministère de la santé en mettant au clair les possibilités de partenariat. La reconstruction du dispensaire coûterait près de 300 000 Dhs (+/-30 000 Euros) et pourrait se faire à 3 ou 4 km du dispensaire actuel avec l'autorisation du Gouverneur. Il nous réitère son offre : l'ONG prend en charge la construction et le ministère s'engage à faire travailler l'infirmière 5 jours par semaine et à payer son logement.

À 13h, nous nous rendons à Laghreb afin de rencontrer le Caïd qui vient d'être appelé par le délégué du ministère de la santé qui lui a demandé s'il pouvait mettre un véhicule à disposition du Docteur Youssef, demain matin. Le caïd nous dit qu'il ne dispose d'aucun véhicule et nous demande de prendre notre propre voiture. Lorsque nous lui expliquons que nous voyageons en transport en commun, il nous dit de faire appel à un

« voleur de place » : une des dizaine de Mercedes blanches transportant illégalement des passagers, souvent en dehors des routes empruntées par les taxis et bus. Il ne semble pas être très au courant des conditions de la piste menant au Timenkar où seuls quelques camions et jeeps s'aventurent par beau temps…

Nous dînons avec l'élu du douar de Talatan, voisin à celui de Tagadirt. L'élu, Si Hassan, nous promet de nous trouver un véhicule pour le lendemain afin d'accompagner le Docteur Youssef.

Jeudi 7 juin.

Nous attendons notre transport à Laghreb. Il fait nuageux sur le Timenkar, l'élu de Talatan appelle le chauffeur pour qu'il vienne avec le Land Rover. Lorsque le chauffeur arrive, nous apprenons que le Docteur Youssef et l'infirmière du Timenkar sont déjà monté au Timenkar avec un véhicule du ministère de la santé…

À 10h, nous arrivons à Tagadirt où l'auscultation des habitants (surtout des enfants) à déjà commencée, avec le soutien de nos Sherpas. Nous irons ensuite chercher quelques médicaments et pommades au dispensaire d'Igermaoun avant de revenir à Tagadirt. Nous en profitons pour discuter avec le Docteur Youssef ainsi qu'avec l'infirmière qui travaille à Igermaoun depuis deux ans. Je me rends compte des mensonges du délégué du ministère de la santé qui nous prétendait que le contrat de l'infirmière stipulait qu'elle devait travailler cinq jours à Igermaoun. C'est faux, elle doit y rester les lundis et mardis, et travailler les autres jours aux côtés du Docteur Youssef, dans la vallée de l'Ourika, sur la route de Sidi Fatma. De plus, elle n'est pas du tout prête à rester cinq jours par semaine au Timenkar et entend profiter d'une mutation dans les prochains mois…

En route vers Tahanaout, Colette Schumacher nous appelle et parle longuement avec Fatimazahra afin de mieux comprendre la situation dans laquelle elle se trouve avec son fiancé.

À Tahanaout, nous rencontrons, vers 17h, plusieurs membres de petites associations de la région qui aimeraient participer à l'organisation d'une exposition de produits artisanaux. Autour de la table, une petite dizaine de femmes et deux jeunes-hommes, Tosaki et Jamal. Le premier est ingénieur japonais, en mission de coopération pour deux ans à la Commune de Tahanaout. Le deuxième est un jeune maroco-algérien travaillant dans le milieu associatif à Rhomate, entre Marrakech et Laghreb.

Durant la réunion, j'appelle le rédacteur en chef de la revue Telquel afin de lui proposer d'écrire un article au sujet des conditions sanitaires du Timenkar, ce versant du Haut Atlas oublié par les services publics. Il me demande de lui envoyer un courriel avec quelques informations et fait preuve d'un certain enthousiasme, d'autant plus que j'ai déjà établi un contact régulier avec son directeur de publication et de rédaction, le jeune et célèbre journaliste Ahmed R. Benchemsi.

À 19h, nous avons rendez-vous avec Mme Laraichi, du Crédit Agricole, à l'Hôtel Atlas Medina. Paradoxal, après avoir passé la journée avec les enfants du Timenkar, de se retrouver dans l'un des hôtels les plus luxueux de Marrakech où la nuitée représente plus d'un dixième des dépenses mensuelles de l'ONG… La banque est surtout intéressée à financer la construction de l'école de Talatan.

Vendredi 8 juin.

Rendez-vous à 10h avec le délégué de l'ENat, M. Suifil, qui n'est pas présent, pour changer… C'est la troisième fois qu'il nous pose un lapin en moins de deux mois. Son adjoint, responsable du travail associatif au sein de la délégation, prend en notes le détails de nos activités afin de monter un rapport complet en vue de la signature d'un partenariat. Le Ministre de la famille, responsable de l' « Entraide nationale », a réagi suite à la parution de l'article dans l'Économiste et tient à nous octroyer entre 30 et 50 000 Dhs.

Je demande à Fatimazahra si elle n'a jamais fourni de rapport concernant nos activités. Elle me dit qu'elle l'a déjà fait à deux reprises mais qu'ils les auraient égarés.

À midi, nous rentrons à Marrakech où Fatimazahra doit se rendre à une réunion avec l'Association Al Amane; je ne l'accompagnerai pas.

Le soir, après avoir passé l'après-midi à envoyer quelques courriels et avoir pris contact avec l'Université Cadi Ayyat (concernant la visite d'un responsable de la commission européenne, que j'aimerais rencontrer pour la mise en place de l'Antenne d'information), je passe la soirée avec Soufiane et Mina Rakib qui me fera des confidences sur sa relation avec notre autre Sherpa, Khalid, qui lui aurait fait des avances à plusieurs reprises.

Sixième semaine de stage

Lundi 11 juin.

Il est 7h30 heures. J'ai la gueule de bois. J'ai passé la nuit à faire la tournée des bars avec un ami mexicain rencontré samedi soir. J'avais besoin de souffler un peu, de retrouver mes repères, mes références occidentales et latino-américaines. Ce n'était sans doute pas la meilleure nuit! J'ai rendez-vous avec le Gouverneur de la province d'Al Haouz à 9h… Mon ami Luis me « déguise » avec son pantalon de costume noir et une cravate. Ses chaussures font résonner mes pas dans les ruelles désertes de la médina.

10 heures. Après une heure d'attente, le Gouverneur nous reçoit enfin. C'est la première fois que je le rencontre et j'en ai les mains moites. Il nous met tout de suite à l'aise. Très souriant, posé, rassurant. Il nous dit qu'il a lu l'article de « L'Économiste » et nous demande l'état de la situation sanitaire au Timenkar. Fatimazahra lui répond que tout est réglé… J'interviens assez brusquement, je suis plutôt surpris de la réaction très posée de Fatimazahra : « Dire que la situation est réglé, c'est oublier la réalité sanitaire dans laquelle se trouve la population du Timenkar! Nous avons accompagné le médecin jeudi

dernier, jusqu'au Timenkar, et aujourd'hui l'infirmière devait apporter d'autres crèmes pour soigner les mycoses, mais cela ne veut pas dire que ''tout va bien''. La situation sanitaire est très précaire et le Ministère de la Santé ne paraît pas disposé à faire quoi de ce soit! ». Le Gouverneur nous demande alors ce que nous proposons. J'expose alors les dernières offres de Lucien : construire un dispensaire à Akerkar, position centrale au Timenkar, ainsi qu'engager une infirmière plein temps si le Ministère fait de même. Le Gouverneur reçoit un appel de Marrakech : la réunion est écourtée, le Gouverneur est attendu par le Wali pour une réunion des Gouverneurs des provinces sous la tutelle de la Wilaya de Marrakech.

Mercredi 13 juin.

Nous nous rendons à Tizi n'oucheg. Il semblerait que ma petite escapade avec les cinq filles de Tizi n'oucheg, après le du tournage du film ENF à Anfgayn, ne soit pas passée inaperçue. Des rumeurs courent à Anfgayn. La femme que nous avions croisée lors de notre retour à travers champs prétend m'avoir vu en situation « ambiguë » avec les jeunes filles. Quant aux filles, elles auraient dit à une villageoise d'Anfgayn que je dormais avec les cinq femmes de notre ONG présentent à Anfgayn ce jour là : les cinq femmes sont célibataires et leur réputation est en jeu. Les rumeurs courent vite entre les différents villages et Fatimazahra a peur qu'elles n'atteignent Tizi n'oucheg, ce qui pourrait nous causer des ennuis avec les parents, ainsi qu'avec le reste des villageois, tant à Tizi n'oucheg qu'à Anfgayn.

Nous faisons une brève réunion avec deux des jeunes filles. Elles disent qu'elles n'ont pas parlé avec la villageoise à propos de ma supposée présence dans la chambre de mes collègues. Fatimazahra traduit mes paroles et je mets bien au clair avec la jeune berbère que nous ne pourrons jamais avoir de relation amoureuse. Je découvre qu'elle ne sait même pas qui je suis, ce que je fais au Maroc ou dans l'ONG. Je me demande alors jusqu'à quel point tout ce que l'ONG fait, en dehors des douars mais également au sein même de ceux-ci, peut rester tout à fait inconnu pour les Berbères des douars où nous avons nos écoles.

Vendredi 15 juin.

À midi, nous allons à Marrakech, dans le quartier de Sidi Youssef plus précisément, où nous avons une réunion avec l'Association Al Amane. Une ONG internationale, Global Rights, organise une réunion afin d'élargir leur action en Afrique du Nord et d'octroyer des petites subventions à des associations marocaines. La représentante de Global Rights interroge longuement les participants sur la notion de « bonne » gouvernance. Je parlerai longuement avec elle, une Française qui vit à Washington depuis plusieurs années et cherche à avoir un bref aperçu du milieu associatif au Maroc.

Septième semaine de stage

Lundi 18 juin.

C'est la deuxième fois que je rencontre Tosaki, l'ingénieur japonais qui travaille à la commune de Tahanaout dans le cadre d'une mission de coopération entre le Japon et le Maroc. Cette fois-ci, c'est pour visiter son appartement que je suis venu le voir. Il me dit qu'il y a une pièce qu'il n'utilise pas et que je pourrais y loger. Je n'ai plus qu'à me trouver un matelas et une couverture en guise de tapis et me voilà installé à Tahanaout, loin du brouhaha constant de la médina de Marrakech.

Mardi 19 juin.

Différentes réunions pour l'organisation du festival d'artisanat qui se fera sous la tutelle du Gouverneur et avec le concours de toutes les associations de la région qui désirent prendre part à l'organisation. Idodane et Almanar devront travailler ensemble, malgré leurs divergences.

En fin d'après-midi, Fatimazahra et moi discutons à propos des « flirts » de ses compatriotes avant le mariage. Elle m'explique que les filles voilées qui embrassent des hommes avant le mariage ne respectent pas leur foi. Du fait qu'elles portent souvent le voile par choix, elles devraient respecter toutes les règles du Coran :

- *Une relation avant le mariage, c'est le premier pas vers l'adultère. Toute règle de conduite est définie par le Coran et si elles ne respectent pas l'une des règles, comme celle de ne pas avoir de relation amoureuse avant le mariage, et se montrent en public, elles manquent de respect aux autres musulmans. En « bafouant » leur religion, ce sont tous les croyants qu'elles insultent!*

Lorsque je lui demande si elle ne devrait pas respecter le choix de ces filles qui décidaient de fuir l'hypocrisie dans laquelle nombreux jeunes marocains se réfugient, elle me répond :

- *Tu ne peux pas comprendre. Vous, vous pensez autrement ; Vous n'êtes pas Nous!*

Mercredi 20 juin.

Fatimazahra et moi avons décidé de monter à Anfgayn à pied, en montant depuis la vallée de l'Ourika. Elle aimerait surprendre les deux Sherpas afin de voir si elles respectent les horaires. Le chemin est difficile et éprouvant, surtout que nous devons emmener nos vivres pour les prochains jours. Nous arrivons à Anfgayn vers 13h30. Les Sherpas sont à deux dans une seule classe, accompagnées d'une vingtaines de femmes, tricot en main. C'est le cours de broderie et tricot, mais Mina Rakib devrait être en train de donner son cours d'éducation non formelle aux enfants. Elles nous disent qu'il y a beaucoup d'absentéisme ces derniers jours.

Je me renseigne à propos d'un tuyau percé à côté de l'école. Saida me dit qu'il a été percé intentionnellement par des villageois et qu'un trou avait même été creusé sous le porche d'enceinte de l'école de l'ONG. Le trou faisait passer l'eau sous le porche avant de ressortir de l'autre côté, ce qui allait, à la longue, creuser la terre et, vraissemblablement, faire s'effondrer le porche. Deux semaines plus tôt, un mur du garage qu'Araden-Anfgayn était en train de construire avait été démoli durant la nuit. Zidane avait alors dénoncé d'autres villageois jaloux de ne pas pouvoir prendre part aux travaux (et donc de ne pas toucher de salaire). Ces deux actes de vandalisme perturbent les Sherpas d'Anfgayn ainsi que Fatimazahra. Lorsque Saida a demandé aux villageois s'ils savaient qui avait creusé le trou sous le porche, ils lui ont répondu que c'étaient sûrement les enfants.

Saida me fait part d'une discussion qu'elle a eu avec des villageois du douar. Ils lui rapportaient que l'élu ne voulait plus voir Lucien Schumacher au sein du douar parce qu'il le considère comme la cause des conflits entre les hommes d'Anfgayn.

Zidane ne s'occupe plus du jardin de l'école depuis deux semaines. La moisson est arrivée et il travaille son champ. Fatimazahra veut lui payer la moitié de son salaire.

Vendredi 22 juin.

À 9h30, nous prenons notre petit-déjeuner dans la pièce de Saida. Des femmes chantes dans le douar, elles partent pour le twiza (tiwizi en berbère) : elles vont travailler pour une autre femme et celle-ci leur fera à manger le soir venu. C'est une coutume d'entraide ancestrale pour les Berbères. Saida interpelle Fatimazahra :

- *Aujourd'hui, aucune de ces femmes ne viendra au cours d'alphabétisation.*

Huitième semaine de stage

Courriel de Grégory à Lucien – 8.6 – 30 juin (samedi)

Bonjour Lucien!

Le week-end dernier nous sommes rentrés du Timenkar, où nous devons malheureusement nous rendre à l'évidence qu'il existe de nombreux problèmes de communication "à l'interne" (j'entends au sein de l'association) et certaines tensions qui rendent le travail de Fatimazahra plus ardu. De fait, j'ai remarqué chez certains de nos Sherpas une tendance à refuser toutes propositions de FZ, qu'ils considèrent inadaptées à leurs réalités. Cela est principalement du, je pense, à un manque de démocratisation au niveau de la prise de décision. J'ai noté que FZ tente souvent d'imposer sa vision, qu'elle construit d'après son expérience de trois années à Akerkar, et qu'elle se compare constamment avec ses Sherpas. Je ne doute pas qu'elle a été une éducatrice exceptionnelle et qu'elle est une délégué modèle, mais il est également évident que les Sherpas n'ont pas ni son niveau ni sa motivation et qu'ils se sentent "menacés" par les méthodes fatimazahriennes qui chamboulent leur ancien mode de fonctionnement. Nous en avons souvent parlé et je suis heureux de voir qu'il y a eu un net changement dans sa façon de manoeuvrer les résolutions de problèmes lors de notre dernière réunion.

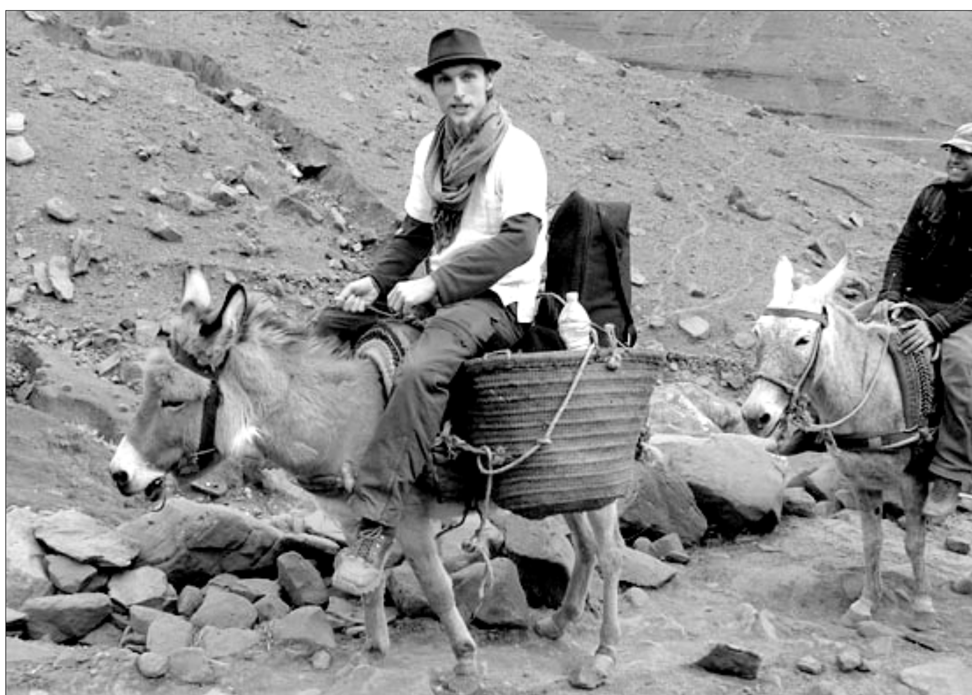
La semaine a été sans grand éclaboussement : tournée traditionnelle des différentes délégations de Tahanaout, dépôt de la nouvelle liste des bénéficiaires (en fichier joint) à l'entraide nationale et au MEN, préparation d'une lettre pour une demande d'audience au Ministre de l'Éducation non formelle Anis Birou, …

<u>Entraide nationale</u> : Monsieur Souifil, qu'on dit corrompu et menteur, nous a enfin fait part des réelles entraves à la signature d'un partenariat : il n'a pas confiance en Almanar et pense, tout comme nos Sherpas, que votre « retrait » entraînera la fin des écoles non formelles au Timenkar. Mercredi, nous avons tenté de le rassurer et de le convaincre du sérieux d'Almanar. Nous avons signé un partenariat Almanar-Entraide et devrions recevoir entre 30 à 50 000 DH (le directeur de l'Entraide a fait pression sur Souifil, suite à un appel de Monsieur le Ministre du Développement social, Abderrahim El Harouchi qui avait été « touché » par l'article paru dans l'économiste).

Pour terminer, une très bonne nouvelle : notre amie journaliste à l'Économiste a réussi à convaincre ses patrons de la laisser filer quelques jours dans les hauteurs atlassiennes! Marie-Hélène nous rejoindra, dans les prochaines semaines, afin de réaliser un GRAND Reportage sur le Timenkar et nos écoles. J'ai bien hâte de pouvoir recevoir ma compatriote québécoise qui, j'en suis certain, écrira un papier digne de vos efforts! Nous avons un RV téléphonique ce lundi pour en parler plus amplement.

Voilà pour les nouvelles! À part de cela, je vis à Tahanaout où je profite du calme et de la tranquillité lors de mes moments de détentes. Malheureusement, le manque d'organisation nous fait perdre énormément de temps et Fatimazahra ne parvient pas à trouver le temps nécessaire au repos. Les journées de travail sont souvent très longues et inefficaces, considérant le temps consacré au « travail ». Je ne conçois pas le travail en heure/semaine; pourtant, je pense qu'il est important de bien séparer travail et vie privée! et de donner une importance aux deux afin d'avoir un équilibre. Je commence à me rendre compte que les notions de détente, temps libre et hobbies sont diamétralement différentes pour moi qu'elles ne le sont pour mes collègues.

Bon week-end à vous tous!
Greg



Partie 3 – ONG et autodétermination des populations autochtones : antagonisme?

5 – Les Berbères : population autochtone du Maghreb?

« Et ceux-là donc dépossédés de leurs terres, si j'étais à leur place, je compterais l'empreinte de mes pas, depuis des décades refoulés de plateau en mont et de mont en Atlas, d'hommes en bêtes fauves, ils perdent même leur caractère de bêtes fauves, j'en ai vu, sais-tu comme on les appelle? Les sauvages, les dissidents. Mais paix également sur eux et le romancier, qui en ferait un bouquin, pendrait le pendu. Mais toi, rejeton de la race des Seigneurs? »
Driss Chraibi, *Le passé simple* (1954)

Les Berbères, *Imazighen* (*Amazigh* au singulier), auraient-ils des origines communes avec les Arabes - en dehors, bien sûr, du fait de l'origine commune des espèces que l'on situe aujourd'hui aux sources du Nil? Et, surtout, d'où serait issue la culture berbère? Longtemps, les Berbères ont été considérés comme des proches cousins des Arabes : on situait leur origine au Yémen, ou en tous cas, au Proche-Orient. Pourtant, de récentes recherches tendent à démentir cette origine pour affirmer *l'autochtonité* des Berbères. Je propose dans ce bref chapitre de présenter une introduction des recherches préhistoriques, paléontologiques, linguistiques, anthropologiques et archéologiques rassemblées dans l'ouvrage de Malika Hachid : *Les Premiers Berbères. Entre Méditerranée, Tassili et Nil*. L'auteure est diplômée de l'Université de Provence en préhistoire et protohistoire saharienne et voici comment elle introduit son livre :

> Les données de ces disciplines [paléontologie humaine, linguistique historique et archéologie] concourent de plus en plus à démontrer que la berbérité émerge au Maghreb, il y a environ… 11 000 à 10 000 ans! Si, comme nous allons le voir, l'origine proche-orientale qu'on a longuement prêtée aux Berbères est aujourd'hui caduque, celle de leur identité et de leur culture est assurément autochtone. […] les ancêtres les plus lointains des Berbères sont de pure souche africaine, mais ils sont déjà mixtes. […] Dans un monde où les marchés règnent en maîtres, on oublie que la vraie richesse d'une nation se mesure à celle de son niveau de savoir, et ce savoir passe par la mémoire. Toutefois, cette mémoire ne saurait être un « barricadement » identitaire car l'Afrique du Nord, dès sa passionnante préhistoire, était déjà multi-culturelle, riche de sa diversité ethnique […]. » (Hachid 2000 : 7-8)

Malika Hachid explique comment les Berbères sont les dignes descendants d'un croisement entre deux variétés d'*Homo sapiens sapiens* modernes : celle des Mechtoïdes (la plus ancienne, 22 000 ans) et celle des Protoméditérranéens (11 000 ans avant notre présent -1950-). Du fait qu'il existe plusieurs branches de Protoméditerranéens, dont la civilisation des Capsiens (au Maghreb) et celle des Natoufiens (au Proche-Orient et en Europe), et que ces deux dernières présentent « de très grandes similitudes », on crée la thèse d'une origine proche-orientale aux Berbères : « Le Natoufien étant chronologiquement antérieur au Capsien, il se trouvait tout naturellement candidat à la paternité berbère » (p. 10). Malgré ces similitudes et cette potentielle paternité, l'auteure met en avant nombreux arguments contre cette thèse :

> Aujourd'hui cette théorie est remise en question. D'abord par une profonde reconsidération du contenu culturel et anthropologique de l'Épipaléolithique maghrébin,

> grâce à de patients travaux de fouilles et d'analyses. Ensuite, celle-ci est battue en brèche par la linguistique historique : en effet, si des ressemblances entre Capsiens et Natoufiens sont indéniables (les deux groupes n'appartiennent-ils pas à la grande famille des Protoméditerranéens?), ces similitudes ne signifient pas forcément une filiation des uns aux autres, mais un simple cousinage à partir d'un héritage commun qu'il faut situer plus loin, à la fois dans le passé et dans une zone géographique qui fut, à l'origine, commune à ces deux cultures (Hachid 2000 : 11).

Ainsi, l'auteure avance des arguments archéo-anthropologiques démontrant la caducité de la thèse proche-orientale aux travers de fouilles et d'analyses de squelettes sahariens. L'une des thèses dont Hachid nous fait part, celle de préhistoriens tels que David Lubell, soutient « une parenté physique entre les Mechtoïdes et les Protoméditerranéens Capsiens » (Hachid 2000 : 15). Ceci, bien évidemment, remet « en question la thèse classique d'une origine exogène de l'homme caspien pour forcément induire un autre schéma de peuplement de l'Afrique du Nord se situant davantage dans l' « autochtonité » de ses habitants » (Hachid 2000 : 15). Selon cette thèse, « il devient impossible d'admettre une origine extérieure au Maghreb de la culture capsienne, traditionnellement considérée comme porteuse de la culture berbère, et encore moins de faire appel au Natoufien du Proche-Orient pour y situer ses racines. » (Hachid 2000 : 15). Toutefois, si l'auteure ne réfute pas la thèse d'une origine africaine aux Capsiens, elle soutient surtout la thèse de métissage de Mechtoïdes avec Capsiens qui, selon Olivier Dutour, se révèle dans une gracilisation des Mechtoïdes qui « pourrait relever d'un phénomène brutal tel que l'intrusion de nouveaux gènes » (Hachid 2000 : 15). Ensuite, les recherches sur l'art préhistorique en Afrique du Nord ont montré que celui-ci était « incontestablement apparu avec l'homme mechtoïde » et que « l'art figuratif, que l'on croyait jusqu'ici une invention des Capsiens, est en fait bien plus ancien » (Hachid 2000 : 16). Enfin, même si le Capsien déclenche un effet nouveau, tant culturel qu'artistique, et que cela soit un réel marqueur identitaire de la civilisation protoberbère, l'auteure conclut :

> […] il n'y a pas de parfaite homologie entre type humain et culture. La culture berbère, dans ses prémices préhistoriques est déjà portée par des types et des sous-types variés. Mechtoïdes et Capsiens ont constitué une communauté mixte, partageant les mêmes habitats et la même culture matérielle et spirituelle, notamment les rites funéraires et la pratique de l'art. Les anthropologues sont unanimes à reconnaître que les populations berbères actuelles n'offrent pas une spécificité physique pouvant renvoyer à un type anthropologique berbère unique ; le stéréotype racial doit être écarté même si, en Afrique du Nord, l'entité civilisationnelle berbère est une réalité évidente dont les racines s'ancrent dans la préhistoire (Hachid 2000 : 17).

Enfin, la linguistique vient confirmer la thèse de métissage entre deux souches africaines d'*Homo sapiens sapiens* modernes, et situe alors la formation des Berbères, de leur culture et de leur langue en tant que groupe ethnique il y a 10 millénaires :

> L'autre voie, celle de la linguistique historique, rejette aussi l'origine proche-orientale. Les données linguistiques, mais aussi archéologiques, donnent à penser que la mise en place des Berbères au Maghreb et l'émergence de leur langue peuvent être mises en relation avec un mouvement migratoire des Proto-Boréafrasiens dont le foyer originel se situait en Afrique de l'Est et non pas au Proche-Orient. […] Les Proto-Boréafrasiens Capsiens ont pu atteindre le Maghreb vers les XIe/X^{e} millénaires [avant le présent] alors que les futurs Protoméditerranéens Natoufiens bifurquaient vers l'est et le Proche-Orient. […]

6 – L'ONG : autodétermination des Berbères? Respect de leur culture?

"[…] es necesario que cada sujeto – cada comunidad en nuestro caso – asuma una actitud reflexiva a su interior, ejerciendo la critica de sus propias tradiciones, que ya no podrán ser pensadas sino como dialógicas e históricas. […] Las culturas no son esencias eternas que deben preservarse, ni semillas originarias que deben desarrollarse a partir de un patrimonio definido desde el principio, sino estructuraciones dinámicas del obrar humano en sociedad, que se constituyen por interacción : interacción de seres humanos entre sí, interacción con un medio geográfico y sobre todo interacción con otras sociedades, con el propio pasado y con las aspiraciones de futuro. De este modo, las otras sociedades, sus productos culturales, el medio, la memoria del propio grupo, son como discursos en el acto de hacerse (ilocuciones) que se interpretan mutuamente, y al interpretar al otro se autointerpretan, transformándose."

Ana Teresa Martínez (1996 : 91)

Le chapitre précédent nous a permis d'entrevoir les origines des Berbères. Nous savons à présent qu'ils sont les descendants des premières populations autochtones du Maghreb. Il y a bien sûr eu beaucoup de métissage entre les Berbères et les différents peuples qui ont traversé, séjourné, conquis les différents espaces de l'Afrique du Nord. L'invasion la plus importante est sans conteste celle venue de la péninsule arabique, arrivée au Maroc à la fin du septième siècle :

> Les Berbères constituent le peuplement originel de l'Afrique du Nord et du Sahara, voire du Soudan ; l'important est qu'il soit un peuple originel ; les autres arrivants ne sont que des conquérants […] (Gallisot 1994 : 25).

Loin de moi l'idée de chercher à ethniciser les Berbères du Maroc dans un but de créer une légitimité à un discours néo-raciste de protection des différences. Simplement, les Berbères des villages du Haut Atlas ont connu moins de métissage que ceux vivant dans les vallées rurales ou dans les villes. Ainsi, après plus de treize siècles de colonisation arabe, de nombreux Berbères des montagnes se résignent à ne parler que leur dialecte local. Certains hommes, devant aller travailler en ville pour subvenir aux besoins de leur famille, doivent apprendre l'arabe. L'amazighe, la langue berbère, est parlée par environ 40 % de la population marocaine et est divisée en plusieurs dialectes dont : le rifain (ou tarifit, parlé dans le Rif), le tamazight (parlé dans le Moyen-Atlas, il dispose d'un alphabet, le tifinagh) et le tachelhit (parlé par les Chleus du Haut-Atlas, du Sous et du littoral sud) (BibliMonde.com). La création d'un alphabet berbère est d'une importance capitale, selon René Gallissot (1994), pour « la production et le renouvellement de l'ethnicité » berbérophone. Dans son article, « Minorité ethnique? Les Berbères », Gallissot retrace l'enjeu linguistique, « fabriquant d'ethnicité », dont « l'écrit » est une pièce maîtresse « pour des cultures qui sont principalement orales » (Gallissot 1994 : 26). Les Berbères ont fait le choix de défendre leur culture et tentent aujourd'hui de la revaloriser.

Lors d'une discussion avec ma collègue Fatimazahra, nous parlions du respect des choix de l'autre (mardi 19 juin). Elle m'expliquait que les musulmanes voilées qui avaient des relations amoureuses avant le mariage bafouaient leur foi et, en se « montrant » en public, elles manquaient de respect à tous les croyants, l'ensemble des musulmans. La

première chose qui m'avait surpris était qu'elle faisait une distinction entre les hommes et les femmes puisque celles-ci affichaient leur croyance en portant le voile. Je lui avais alors demandé s'il n'était pas important de respecter le choix des individus. Si une femme musulmane décide d'afficher en public sa relation avant-mariage, doit-on la blâmer pour ne pas être hypocrite? De nombreux musulmans ont des relations amoureuses avant-mariage, mais se rencontrent toujours en cachette, loin des regards inquisiteurs. Mon jugement de valeurs sur l'hypocrisie ainsi que sur le respect du choix de chaque individu n'était selon Fatimazahra pas applicable dans *sa* société, *sa* réalité. Elle m'avait alors répondu « Tu ne peux pas comprendre. Vous, vous pensez autrement, Vous n'êtes pas Nous »! Qui est vous, qui est nous? J'étais choqué d'être englobé dans un groupe qui « pense autrement » et d'être alors *recalé* au banc de « ceux qui ne peuvent pas comprendre ». Je retrouve cette opposition binaire, entre le « Nous » et le « Vous ».

Je suis donc vu et considéré comme le « porte-parole » de la société occidentale aux valeurs sans doute trop *libertines*. Soit. J'ai dû accepter ma condition au Maroc. Notre identité n'est-elle pas faite, en partie, de la vision que l'autre construit autour de notre personne? Même si cette vision est biaisée par les préjugés et les stigmatisations souvent véhiculés par les médias (tous types confondus), j'ai dû accepter, en partie, l'identité que me donnaient mes « autres donneurs de sens ». J'ai grandi dans une région du monde où les jeunes peuvent flirter en public. Je considère que je dois respecter le choix des individus, tant qu'il ne me porte pas préjudice. Mais le contexte est bien différent au Maroc, où la religion impose des mœurs plus puritains que dans d'autres pays du globe que l'on dit « progressistes[5] ». Pour Fatimazahra, les jeunes voilées flirtant en public offensent sa religion et lui porte donc préjudice! Il faut donc que je, l'Occident, le « Vous » de Fatimazahra, tente de comprendre le contexte dans lequel elle, Fatimazahra, la musulmane, son « Nous », vit.

Pourtant, le « Nous » dont Fatimazahra parle est sans doute moins homogène qu'elle ne le conçoit. Son « Nous », sans doute plus musulman que marocain, ne semble pas se mettre d'accord sur toutes les règles du Coran qu'il faille suivre… Plus troublant, dans un contexte où la moitié de la population du Maroc n'est pas d'origine arabe mais berbère, la non-tolérance à certaines pratiques culturelles, comme celle du flirt entre jeunes de différents villages berbères, semble alors endémique. Je ne peux bien

[5] J'évoque ici le terme « progressiste » pour le mettre en parallèle avec la notion de « progrès » dans son essence positiviste, voire comtienne, dégageant un refus de la théologie et de la métaphysique, tous deux remplacés par un culte au scientisme propre à notre société *moderne* ; cette modernité, enfant des Lumières, s'oppose aux traditions et se construit grâce à la Raison : « Because modernity understands itself in opposition to tradition, it seeks a foothold for itself, so to speak, in reason. Even if those who regarded themselves as modern had always invented an idealized past as an object for imitation, as modernity grew self-reflective it was obliged to justify its choice of models according to its own standards, and create all its normativity from out of itself. Modernity had to stabilize itself through its own authority, the only authority remaining : that of reason. For only in the name of Enlightenment was it able to devalue and overcome tradition. [...] [So] philosophy conceives modernity as a child of the Enlightenment. » (Habermas 2001 : 132-133)

évidemment pas considérer Fatimazahra comme représentante des idéaux marocains, encore moins comme base d'une réflexion sur les relations entre Marocains arabes et berbères. Ceci étant, Fatimazahra m'a expliqué (le 31 mai) qu'elle désapprouvait cette pratique chez les Berbères parce qu'ils font partie des populations musulmanes. Nous avions déjà eu d'autres conversations au sujet du baise-main que les femmes et enfants berbères continuent de pratiquer (14 mai). Fatimazahra le refuse inlassablement. Puis-je considérer qu'elle cherche par là à marginaliser les différences culturelles de son pays? Elle reconnaît l'altérité des Berbères et accepte parfaitement leur place dans la société marocaine musulmane. Pourtant, en décriant leurs pratiques culturelles, elle n'accepte pas que cette altérité, dans son entièreté, puisse être une pièce de l'échiquier pluri-ethnique du Maroc.

Comme il a été cité dans la première partie de cet essai, selon Chin, la seule désignation de « l'autre » ne peut que mener au pluralisme marginalisant tant que l'on ne notifie pas que cet « autre » n'est pas « autre » pour tout le monde. Très souvent, nous reconnaissons l'autre tout en ne parvenant pas à faire le chemin inverse, c'est-à-dire nous voir comme « autre ». Dans le cadre de relations interculturelles entre groupes dominants et dominés, cela peut mener à l'indifférence, voire l'aveuglement, de certaines sociétés dominantes. Selon Taylor, « un mot n'a le sens qu'il a dans notre vocabulaire que par son contraste avec d'autres mots » (Taylor 1997 : 42-43). Le mot « autre » n'a de sens que par son contraste avec d'autres mots tels que « moi », tout comme « eux » n'a de sens que lorsqu'il est opposé au « nous ». Toutefois, si nous comprenons l'autre à travers cette opposition, mais ne parvenons pas à nous identifier comme « autre » – et inversement, à identifier l'autre en tant que « moi » – nous perdons la profondeur du mot dans son sens fort. Nous finirons alors par avoir une conception superficielle du terme, souvent stigmatisée, menant à une opposition bipolaire à sens unique; le mot perd tout contraste. C'est cette approche sans contraste qui mène à des relations interculturelles superficielles et marginalisantes où la différence se traduit par l'indifférence.

Beaucoup d'Espagnols n'ont aucune connaissance d'un certain malaise, voire d'un sentiment d'infériorité de nombreux Portugais, et ne voient en leur pays voisin qu'un petit frère « quasi pareil ». Il en est de même entre Français et Belges (Wallons sans doute plus que Flamands) : le dominant (souvent en supériorité numérique et économique, mais pas toujours) ne désire tout simplement pas prendre conscience de certaines difficultés dans les relations interculturelles, ou cherche à les minimiser. Aveuglement à un niveau interétatique, indifférence à un niveau intraétatique – la proximité étant certainement exaspérée *intra muros*. En tant qu'étudiant wallon, je suis forcé d'admettre que la plupart des cercles étudiants en Wallonie éprouvent une totale indifférence envers les revendications flamandes, alors que l'indépendantisme est un sujet qui revient régulièrement, voire quotidiennement, dans les milieux étudiants flamands. Pour le dominant, l'opposition à l'autre, marginalisé, est rarement une problématique vécue au

jour le jour; il n'en est pas de même pour le dominé. À Toronto, les revendications indépendantistes québécoises font sourire; traversez la frontière provinciale vers le nord-est et la tension devient palpable…

Le Maroc est aujourd'hui un pays musulman – dont la seule langue nationale est l'arabe – et les Berbères, avant l'invasion arabe du VIIe siècle, étaient polythéistes. Or, selon Kaës, l'expansion d'une civilisation vers une autre (à travers la conquête, la découverte ou la migration) provoquerait deux types de comportement interculturel : le premier résultant en un travail de connaissance de l'autre culture et le second, en une volonté de méconnaissance et de destruction ; l'auteur exemplifie le premier cas par le concept d'acculturation des immigrés ou exilés (Kaës 2005 : 2-3). À travers l'exagération antagoniste dont fait preuve Kaës dans son interprétation de l'expansion culturelle, il apparaît évident que de nombreuses réactions et expressions interculturelles ne correspondent pas à cette vision binaire. Je pense principalement à l'expérience de métissage de certaines populations exilées, comme ce fut le cas pour les esclaves africains au Brésil qui créèrent le Candomblé afin de continuer à pratiquer leurs rites tout en adhérant à la région catholique. Les Berbères, eux, face à la force idéologique de l'envahisseur musulman, n'eurent pas d'autre choix que d'adhérer à l'islam. Dans son livre *La mère du printemps*, Driss Chraïbi romance brillamment la bravoure de la résistance berbère ainsi que leur choix d'adhérer à l'islam afin de calmer l'envahisseur, tout en cherchant à défendre leurs croyances. Loin d'une acculturation, encore moins d'une volonté de connaître l'autre culture – celle du colonisateur (portugais et arabe dans ces deux cas spécifiques) –, le métissage s'est fait à travers l'emprunt de certaines valeurs, principalement religieuses, afin de sauvegarder l'essence de leur propre culture.

Au Maroc, l'arabe est devenu la seule langue officielle du pays et la langue berbère est officiellement catégorisée comme dialectale. Nous retrouvons ici la propagande de l'idéologie dominante, associant le terme « nation » à une conception unilingue, encore ancrée dans l'opinion publique de nombreux pays malgré la crise culturelle contemporaine. Dans le cadre de mon stage au Maroc, j'ai pu constater que les cours d'alphabétisation, en ville tout comme en milieu rural, sont des cours d'arabisation et qu'il est inconcevable qu'une quelconque entité administrative travaille en berbère, même si tous ses fonctionnaires sont berbérophones. Une conception unilingue d'une nation mène inévitablement à la discrimination de ses minorités ethniques et mènera vraisemblablement à celle des immigrants. Simplement parce qu'il existe une division nette entre *ma nation* – ceux qui possèdent la même langue maternelle que moi – et *les autres* – qui, même s'ils parlent *ma langue*, n'ont fait que l'apprendre. De fait, l'idée centrale de Chin sur le pluralisme et le marginalisme est que, si nous préservons des démarcations claires entre deux perspectives dans un contexte où l'une est considérée comme dominante, la marginalisation de l'autre sera maintenue. Dès lors, le pluralisme, qui entend reconnaître la possibilité de comprendre d'autres perspectives en tant

qu'alternatives, sera toujours associé au marginalisme; la reconnaissance de ces autres perspectives se fera à travers la reconnaissance de l'hégémonie dominante (Chin 1989 : 164).

Durant mon dernier passage en Espagne, en chemin entre le Maroc et la Belgique, j'ai longtemps conversé avec une Madrilène qui s'indignait de ne pas pouvoir travailler dans le secteur public en Catalogne parce qu'elle ne parlait pas le catalan. Je lui ai alors demandé si un Catalan pouvait travailler à Madrid sans parler castillan, que ce soit dans le secteur privé ou public; la réponse était évidente. Lorsqu'un Catalan refuse d'apprendre le castillan, sa décision n'est pas comprise comme une volonté de dénoncer l'imposition d'une langue *étrangère* dans *sa* région, mais elle est principalement jugée comme absurde, déraisonnable et réductrice puisque, ne parlant pas la principale langue de *son* pays, le Catalan « se ferme des portes ». Nous nous trouvons donc dans une réalité où il est difficile de concevoir qu'une personne appartenant à une minorité ethnique ne parle pas la principale langue nationale, alors que la partie « dominante » du peuple ne parle pas la langue de cette minorité. Il y a reconnaissance de la différence de l'autre, mais pas de son égalité car les rapports de force entre les cultures sont ignorés. C'est exactement le même problème auquel doivent faire face les anthropologues à l'heure de la postmodernité : en donnant la parole à l'observé, ils cherchent à dépasser la dimension ethnocentriste du discours ethnologique; ce faisant, ils risquent de masquer les rapports de force régissant les relations entre les cultures.

Dans le cadre des activités de l'ONG « Enfants de Tizi », le problème est inversé. L'un des principaux points faibles de l'ONG est son incapacité à intégrer les populations des douars dans les prises de décision et l'élaboration des projets. Pour la promotion du développement durable, de nombreux organismes préconisent un travail de coopération entre les associations et les membres des régions impliquées dans les projets. Une faible intégration ne peut mener qu'au désintérêt de la population sur le long terme.

Je ne peux que difficilement juger des événements survenus ces sept dernières années, mais il paraît que la coopération des villageois a toujours été très difficile à obtenir. Ma première visite à Tizi n'oucheg m'a prouvé que les villageois s'étaient totalement désintéressés des projets agricoles de l'ONG qui espérait introduire le quinoa dans le régime alimentaire des Berbères (voir « enquête des bassins » le vendredi 11 mai). Si la récolte de quinoa a été très riche dès la première année, aujourd'hui la parcelle de terrain est en friche et les chèvres piétinent les ruines des serres. Même chose à Anfgayn où notre jardinier ne voulait tout simplement pas enlever les mauvaises herbes dans les plantations de quinoa (mercredi 16 mai). Lors d'une réunion à laquelle j'ai pu assister dans le douar d'Anfgayn, le mardi 15 mai, j'ai constaté un grand manque de coopération de la part des hommes du douar. Une somme d'argent avait été mise à leur disposition pour la construction d'un garage et l'Entraide nationale de Tahanaout leur proposait de construire un espace couvert d'une grandeur de 40 mètres carrés avec la

somme de 30 000 DH. Les hommes, recherchant un apport direct d'argent plutôt qu'un profit à long terme, n'ont accepté de construire qu'un espace ne dépassant pas les vingt mètres carrés. Mon essai de leur expliquer la coopération et l'entraide au bénéfice de leur communauté a été vain. La main-d'œuvre sera payée grassement, au désavantage de la communauté qui ne bénéficiera que d'un petit garage ne pouvant pas prétendre servir de troisième classe comme l'ONG en avait l'ambition.

Pourquoi ce manque de coopération? Pourquoi cette recherche de profit à court terme? Les conditions socio-économiques peuvent sans doute expliquer, en partie, cette situation. La population du douar d'Anfgayn vit dans un état de précarité (du point de vue occidental bien sûr) et dans un environnement insalubre. Aucune habitation ne dispose de l'eau courante et l'électricité n'est pas encore arrivée jusqu'à cette région du Timenkar. Vivant dans des conditions de vie très rudes, principalement durant l'hiver, les habitants des douars vivent sans doute plus dans le court terme. C'est le pouvoir de l'*imagination* dont parle Appadurai, celui qui nous mène à concevoir nos actions en prévisions de ce que « demain » pourrait être. Qui sait si l'hiver prochain ne sera pas le dernier pour l'une ou l'autre des quelques dizaines de familles du douar? L'hiver, de nombreux enfants et vieilles personnes meurent de faim et de froid dans cette région de l'Ourika (27 décès en 2007). Mais ces conditions peuvent-elles expliquer le manque de coopération entre villageois ? Les actions de l'ONG ont-elles un impact sur la cohésion sociale des villageois ?

Lors de la construction de l'école non formelle d'Anfgayn, en 2004, tous les hommes du douar avaient tenu à prendre part aux travaux. Ils cherchaient sans doute à ce que toutes les familles puissent recevoir la même somme d'argent. Les retombées étaient alors collectives. Aujourd'hui, Zidane est notre jardinier, et le principal interlocuteur du douar avec les membres de l'ONG. L'ONG l'a mis dans une situation de force qui lui permet de contrôler, en partie, certaines relations entre l'ONG et les villageois. Lors de la construction du garage, avec les 30 000 dirhams de l'ENat, Zidane est le seul homme à prendre part aux travaux, aidé de deux jeunes apprentis du douar. Il ne permet à personne d'autre de venir lui prêter main-forte. Cela ne fera pas que des heureux au douar, et certains détruiront, durant la nuit, une partie du garage lors de sa construction (voir mercredi 20 juin). D'autres iront même jusqu'à percer un tuyau d'eau et creuser un trou sous le porche d'enceinte de l'école afin, vraisemblablement, de le faire s'effondrer (mercredi 20 juin). Comme quoi, l'ONG est peut-être rendue responsable de certaines rivalités entre villageois. C'est ce que prétend l'élu du village (mercredi 20 juin).

Certains anciens projets ont échoué, le projet Éducation semble survivre malgré l'accroissement du taux d'absentéisme ainsi que la fermeture de l'école d'Akerkar (en septembre 2007). L'absentéisme dans les différentes écoles de l'ONG semble fortement lié au manque de stabilité de l'équipe de Sherpas. Chaque année, plusieurs d'entre eux quittent l'ONG, d'autres sont trop laxistes dans les horaires de cours, ou ne viennent tout simplement pas, sans prévenir les villageois (les enfants doivent parfois attendre

longtemps devant l'école avant d'apprendre que leur institutrice ne viendra pas). Manque d'intégration au sein des populations locales ? Conditions de vie éprouvantes pour les Sherpas ? Manque de motivation ou de vocation ? Adéquation du projet éducatif avec les pratiques de reproduction culturelle des Berbères chleus ? Ces questions restent en suspens et un séjour prolongé me permettra sans doute d'y répondre.

Qu'en sera-t-il des projets futurs ? Dans l'élaboration du nouveau projet « santé-secours », la situation reste la même. À aucun moment, la population locale n'a été consultée afin d'établir un plan d'action ou afin de s'assurer de leurs volontés, de leur choix, de leurs traditions ! Nous avons effectué plusieurs visites à la délégation du Ministère de la Santé (lundi 7 mai ; lundi 21 mai ; mercredi 6 juin). Le 12 juin, nous avons même discuté de la construction d'un nouveau dispensaire au douar d'Akerkar avec le Gouverneur de la province, faisant suite à la discussion que nous avions eue avec le délégué du Ministère de la Santé le mercredi 6 juin. Le projet a été élaboré par Lucien et moi-même en décembre 2007 et janvier 2008. Je l'ai ensuite envoyé au Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, à Luxembourg, le 15 janvier 2008. Pourtant, ce n'est que lors d'une récente visite dans les villages, fin janvier 2008, que nous avons informé les Berbères du douar d'Igermaoun des tenants et aboutissants du projet « santé-secours » qui prévoit la mise en place d'une équipe de deux infirmières ainsi que d'un service de transport d'urgence, une fois que la rénovation du dispensaire aura été effectuée, au sein même de ce douar !

Or, j'avais déjà remarqué un grand manque de communication entre l'ONG et les Berbères du Haut-Atlas. Lors d'une discussion avec des élèves de Tizi n'oucheg, le mercredi 13 juin, j'avais été surpris du fait que même les élèves de nos écoles ne savaient pas qui j'étais, après six semaines de stage. J'écrivais alors :

> Je découvre qu'elle ne sait même pas qui je suis, ce que je fais au Maroc ou dans l'ONG. Je me demande alors jusqu'à quel point tout ce que l'ONG fait, en dehors des douars mais également au sein même de ceux-ci, peut rester tout à fait inconnu pour les Berbères des douars où nous avons nos écoles (13 juin).

Il semble qu'il y ait un réel clivage entre les actions de l'ONG et le pouvoir d'autodétermination des Berbères de la région. Bien que les villageois soient très heureux de la réhabilitation du dispensaire, je me demande jusqu'à quel point nous allons mettre en place un système de soins de santé en adéquation avec leurs valeurs et leurs pratiques traditionnelles. Dans le « cadre logique » du projet santé-secours présenté au Ministère luxembourgeois à la mi-janvier (voir annexe 3), j'ai inséré un projet d'étude socioculturelle visant à mieux connaître les pratiques sanitaires des Berbères. Arriverons-nous à favoriser la reproduction des valeurs culturelles des Berbères tout en les aidant à améliorer leurs conditions sanitaires ? Ne sommes-nous pas, à nouveau, dans une logique ethnocentriste, voire néocolonialiste, de la coopération interculturelle ? Si le gouvernement luxembourgeois accepte de financer le projet, je travaillerai sur le terrain pendant deux ans. Peut-être arriverai-je alors à répondre à ces questions…

Conclusion

Cet essai est l'aboutissement de trois années d'études au sein de l'Université de Montréal ainsi que le reflet de mes expériences belge, québécoise, espagnole, hispano-américaine, brésilienne et, bien sûr, marocaine. Il regorge d'une sensibilité très personnelle où transparaissent mes principaux questionnements de ces dernières années.

De nombreuses interrogations restent encore à tenter d'éclaircir, d'analyser. J'ai écourté mon journal pour ne pas tirer en longueur. J'aurais pu continuer, décrire les différentes situations qui m'ont amené à rencontrer le Ministre de l'Éducation Non Formelle, Anis Birou, qui m'a d'emblée proposé d'introduire des projets de microcrédit au sein des douars. J'aurais également pu parler des rivalités entre les associations de Tahanaout, et du Maroc en général, qui empêchent une coopération constructive dans le milieu associatif et ralentit considérablement la mise en place, selon moi, d'une nouvelle cohésion sociale dans un pays tiraillé entre traditions, religions, libéralisme et euro-glorification. J'aurais sans doute été trop subjectif, trop peu informé. J'ai préféré me concentrer sur les relations avec les Berbères, non pas que je sois plus informé ou moins subjectif, mais tout simplement parce que le sujet était plus proche de mes désirs d'exotisme ethnologique et de mes ambitions de recherches en relations interculturelles.

Malgré mes critiques envers le travail de l'ONG, je dois avouer que j'étais toujours très ému lorsque j'entrais dans les classes de nos écoles : le sourire des enfants, heureux d'être en classe, me faisait littéralement fondre! Ces enfants bénéficient d'une éducation plurielle, selon le modèle moderno-positiviste occidental bien sûr, et j'ai pu noter une grande différence de comportement entre les enfants allant à l'école et les « autres ». Je ne peux bien évidemment pas être objectif dans mon jugement de valeur, mais il me semble que les enfants scolarisés ont une hygiène plus soignée et se jettent moins souvent des pierres lorsqu'ils se bagarrent (sic!). Surtout, ils paraissent plus tolérants face à l'alter, principalement durant leurs activités scolaires, et sont souvent beaucoup moins farouches. Est-ce là une vision occidentale d'une évolution positive vers le respect de « l'autre » ?



Bibliographie

Abbott K.W., Snidal D. (2000). « Hard and Soft Law in International Governance », *International Organization*, vol. 54, n°3 : 421-456.

Appadurai, A. (1996). *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization.* Minneapolis : University of Minnesota Press.

Bass, N.A. (2002). « Implications of the TRIPs Agreement for Developing Countries : Pharmaceutical Patent Laws in Brazil and South Africa in the 21st Century », *The George Washington International Law Review,* vol. 34, n°1 : 191-222.

Béteille, André (1998). « The idea of indigenous people », *Current Anthropology*, vol. 39, n°2 : 187-191.

de Castro, Fábio, Andréa D. Siqueira, Eduardo S. Brondízio e Lúcia C. Ferreira (2006). « Use and Misuse of the Concepts of Tradition and Property Rights in the Conservation of Natural Ressources in the Atlantic Forest (Brazil) », *Ambiente e Sociedade*, vol. 9, n°1 : 23-39.

Chin, Daryl (1989). « Interculturalism, Postmodernism, Pluralism », *Performing Arts Journal*, vol. 11, n°3 : 163-175.

Chraibi, Driss (1954). *Le passé simple.* Paris : Éditions Denoël.

—— (1982). *La mère du printemps*. Paris : Éditions du Seuil.

Diehl, P.F. (2001). « Forks in the Road : Theoretical and Policy Concerns for 21st Century Peacekeeping » *dans* Paul F. Diehl (dir.) (2001), *The Politics of Global Governance*. Boulder, Lynne Rienner. Intro part. 3 : 193-195 & Chap. 8 : 202- 228.

Dietz, Gunther (2003). « Por una antropología de la interculturalidad » dans G. Dietz, *Multiculturalismo, interculturalidad y educación: una aproximación antropológica.* Granada : Universidad de Granada : 79-127.

Duclos, Denis (Org.) (2006). *Pourquoi tardons-nous tant à devenir écologistes?* Paris : L'Harmattan.

Hurd, I. (2002). « Legitimacy, Power, and the Symbolic Life of the UN Security Council », *Global Governance*, vol. 8 : 35-51.

Gallissot, René (1994). « Minorité ethnique? Les Berbères », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 35, n°35 : 21-28.

Gazibo, Mamoudou (2005). *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique.* Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

Giddens, A. (1999). « Runaway World : The Reith Lectures », conférence sur Internet : http://news.bbc.co.uk/hi/english/static/events/reith99/

Goodenough, Ward H. (1971). « Cultura, Lenguaje y Sociedad » *dans* Joel S. Kahn (dir.) (1975), *El concepto de cultura : textos fundamentales*. Barcelona : Anagrama : 157-249.

—— (2002). « Anthropology in the 20th Century and Beyond », *American Anthropologist*, vol. 104, n°2 : 423-440.

—— (2003). « In Pursuit of Culture », *Annual Reviews of Anthropology*, vol. 32 : 1-12.

Goonasekera, A. (2000). [Ch. 16] *dans* G. Wang, J. Servaes et A. Goonasekera (dir.), *The New Communications Landscape, Demystifying Media Globalization.* Routledge.

Gupta, Akhil and James Ferguson (1992). « Beyond "culture": space, identity, and the politics of difference », *Cultural Anthropology*, vol 7, n°1 : 6-23.

—— (2002). « Spatializing states : toward an ethnography of neoliberal governmentability », *American Ethnologist*, vol. 29, n°4 : 981-1002.

Habermas, Jürgen (2001). « Conceptions of Modernity. A look back at two traditions. » *dans* J. Habermas, *The Postnational Constellation. Political essays* (trad. Max Pensky). Cambridge : The MIT Press : 130-156.

Hachid, Malika (2000). *Les Premiers Berbères. Entre Méditerranée, Tassili et Nil.* Aix-en-Provence : Édisud.

Hardt, Michael et Antonio Negri (2000). *Empire.* Cambridge : Harvard University Press.

Held D., McGrew A, Goldblatt D, Perraton J. (1999). « Globalization », *Global Governance*, vol. 5 : 483-496.

Huntington, Samuel P. (1991). *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century.* Norman and London : University of Oklahoma Press.

Kaës, René (Org.) (2005). *Différence culturelle et souffrances de l'identité.* Paris : Dunod.

Karl, Terry Lynn et Philippe Schmitter (1991). « Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est », *Revue internationale des Sciences Sociales,* n°128 : 285-302.

Karns, Margaret P. et Karen A. Mingst (2004). *International Organizations; The Politics and Processes of Global Governanc*e. Boulder Co., Lynne Rienner Publishers, chap. 8 : ''The Search for Peace and Security'' : 277-354.

Kilani, Mondher (1994). *L'invention de l'autre. Essais sur le discours anthropologique.* Lausanne : Editions Payot Lausanne.

de Lara, Philippe (1997). « L'anthropologie philosophique de Charles Taylor » *dans* Charles Taylor, *La liberté des modernes*. Paris : Presses Universitaires de France : 1-17.

Maalouf, Amin (1998). *Les identités meurtrières*. Paris : Grasset.

Martínez, Ana Teresa (1996). « Igualdad de derechos e interculturalidad » *dans* Juan C. Godenzzi (dir.), *Educación e interculturalidad en los Andes y la Amazonía.* Cusco: Centro de Estudios Regionales Andinos "Bartolomé de las Casas" : 83-92.

Mernisssi, Fatema (2003). *Les Aït Débrouille – ONG rurales du Haut-Atlas.* Rabat : Editions de poche Marsam.

Miller, L.H. (2001). « The Idea and the Reality of Collective Security » *dans* Paul F. Diehl (dir.), *The Politics of Global Governance*. Boulder, Lynne Rienner, chap. 7 : 171-201.

Milton, Kay (1996). *Environmentalism and Cultural Theory*. London & New York: Routledge.

Nicolas, Guy (1987). « Les nationa à polarisation variable et leur État : le cas nigérian » *dans* Emmanuel Teray (dir.), *L'État contemporain en Afrique.* Paris : LHarmattan : 157-174.

Pagano, Maurizio (2007). « Différence et universalité : Questions philosophiques dans l'horizon de la mondialisation » dans le cadre d'une conférence donnée à l'Université de Montréal le 22 janvier 2007.

Renan, Ernest (1882). « Qu'est-ce que la nation? » *dans* Anonyme, *Qu'est-ce que la nation? et autres essais politiques* (1992). Paris : Pocket, pp.37-58.

Taylor, Charles (1992). *Multiculturalisme. Différence et démocratie* (trad. Denis-Armand Canal). Princeton : Princeton University Press.

—— (1997). « Le langage et la nature humaine » *dans* Charles Taylor, *La liberté des modernes* (trad. Philippe de Lara). Paris : Presses Universitaires de France : 21-66.

—— (1997). « La conduite d'une vie et le moment du bien » *dans* Charles Taylor, *La liberté des modernes*. Paris : Presses Universitaires de France : 285-306.

—— (2003). « Le moi dans l'espace moral » *dans* Charles Taylor, *Les sources du moi.* Montréal : Boréal : 43-77.

Turgeon, Laurier (2003). « Les mots pour dire les métissages. Jeux et enjeux d'un lexique » *dans* Pierre Ouellet (dir.), *Le Soi et l'autre : l'énonciation de l'identité dans les contextes culturels.* Sainte-Foy : Presse de l'Université Laval/CELAT : 383-402.

Touraine, Alain (1985). « An Introduction to the Study of Social Movements », *Social Research*, vol. 52, n°4 (Winter 1985) : 749-787.

—— (1991). « Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, vol. XXIII, n°2, automne 1991 : 27-41.

Wallerstein, Immanuel (2000). « Globalization or the Age of Transition? A Long Term View of The World System Trajectory », *Asian Perspective*, vol. 24, n°2 : 5-26.

Woods, N. (1999). « Good Governance in International Organizations », *Global Governance*, vol. 5 : 39-61.

Zahar, Marie-Joëlle (2003). « Les ''nouvelles'' relations internationales » *dans* Diane Éthier et Marie-Joëlle Zahar (collab.), *Théories, méthode et idées : Introduction aux relations internationales*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, chap. 5 : 251-263.

URL

- Consulté début mars 2008
http ://www.bibliomonde.com/donnee/maroc-les-langues-32.html

Annexe 1



ONG « ENFANTS DE TIZI – HAUT-ATLAS » en partenariat avec l'Association « ALMANAR POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL »

PRÉSENTATION DU PROJET N°1 – ÉDUCATION POUR LE HAUT-ATLAS

http://associationalmanar.c.la

<u>Représentants du projet</u>

Fatima LAMTAOUAT,
Présidente fondatrice de l'Association « ALMANAR »
Lot.Massira 1B n° 154 , Marrakech
Compte : B 907637 U 651
Tel : 00 212 66 64 29 51
E-mail : fatizlam70@yahoo.fr

Colette et Lucien SCHUMACHER ,
Présidents fondateurs de ONG « Enfants de TIZI »
16 , In den Kreuzwiesen , L-7319- Steinsel,
Luxembourg.
Compte : IBAN LU07 0019 6900 0800 4000
Résidence effective :
300, Chemin du Bois sans Feuille ,
F-30980-Langlade, France.
Téléphone : 00 33 466 63 48 41
E-mail : colette.lucien@wanadoo.fr

Grégory DALLEMAGNE,
Vice-président de ONG « Enfants de TIZI »
E-mail : gregdallemagne@hotmail.com

Notre philosophie :

- **Apprendre à être**
- **Apprendre à agir**
- **Apprendre à vivre ensemble !**

Ecole Non Formelle du TIMENKAR et de TIZI :
Une équipe de «SHERPAS» au secours des enfants oubliés du Haut-Atlas.

Topo sur l'état des lieux

Les plateaux du Timenkar et du Yagour sont situés à des altitudes supérieures à 2000m au sud de Marrakech, Province du AL HAOUZ. Poche de pauvreté, groupant une douzaine de douars, habités de 3500 personnes, dont 95 pour cent sont analphabètes. Ces populations berbères « oubliées » vivent en marge de la modernité et ne récoltent que quelques miettes du développement que connaît le reste du Maroc.

Dégradation progressive de l'environnement, changement climatique, réchauffement de la planète, pénurie du bois, stress hydrique, baisse de la fertilité des sols, démographie galopante (taux de fécondité moyen: 4), déstructuration familiale suite à l'exode des hommes, travaillant au désert ou à la mer, ces personnes vivent dans des conditions extrêmes. Elles vivent en quasi-autarcie économique, essentiellement de la culture agraire traditionnelle (orge et légumineuses) et de l'élevage (petits ruminants), sont victimes de carences alimentaires et vivent dans un habitat insalubre.

L'éducation des enfants, premier pilier dans la lutte contre la pauvreté, est grandement mise en péril par les différentes réalités socio-économiques. Le Maroc est conscient de ses nombreuses disparités et paroxysmes ; c'est pourquoi le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) a créé un Secrétariat d'État, présidé par Monsieur le Ministre Anis Birou, chargé de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle. Aujourd'hui, la construction d'écoles non formelles, proposant une structure adaptée aux réalités des populations enclavées, est de plus en plus nécessaire, principalement dans les régions enclavées comme le Timenkar.

Éducation (Diagnostic)

Nous avons noté de nombreux problèmes spécifiques liés à l'éducation des enfants, la clé d'accès à tout épanouissement individuel et collectif, à tout « développement » dans la durée et qui a ses prolongements dans la famille à moyen et long terme. Le principal problème est le faible taux de fréquentation des enfants : 20 % des écoliers inscrits se présentent généralement en classe.

Causes :

a) Scolarisation non perçue par les parents comme un facteur de développement. Un enfant est considéré comme force de travail. Le savoir et les connaissances sont considérés comme un luxe.
b) Aucune perspective pour le post-primaire débouchant sur un métier ou une source de revenus. Un pour cent à peine des enfants du TIMENKAR poursuit des études au collège, distant de 4 heures de marche.
c) Matériel scolaire à charge des parents.
d) Inadéquation des programmes et des manuels pour ces zones montagneuses isolées.
e) Instituteurs mandatés « de force » par le Ministère de l'Éducation, en leur offrant la perspective d'être mutés après quelques années de services dans les montagnes.

Ainsi, notre principal objectif est de motiver enfants et parents :

- salles de classe mieux équipées, éclairées et chauffées en hiver (Gaz et énergie solaire)
- toilettes (garçons et filles) et fenêtres vitrées
- un repas gratuit par semaine
- matériel scolaire et manuels gratuits
- programmes ludiques - danse - peinture - bricolage – modelage, etc.
- apprentissage dispensé par des éducateurs intégrés dans le douar, donnant la possibilité aux parents de s'intégrer au système éducatif.

Rôle des « SHERPAS » au service des ONG Almanar et « Enfants de TIZI »

SHERPA est un guide-porteur des expéditions de l'Himalaya. Par comparaison, nous désignons par Sherpa l'éducateur humanitaire qui accueille les enfants « oubliés » dans les zones montagneuses désertes d'infrastructures (le douar d'Anfgayn est encore sans électricité).

Au-delà de l'Alphabétisation et Education basique des enfants, les Sherpas affectés à nos ONG remplissent un rôle multidisciplinaire ayant pour objectif le désenclavement socioculturel et économique, et ceci par un apprentissage de savoir-faire utile pour la vie au quotidien. À savoir :

1) Programme pédagogique axé autour de l'agriculture, jardinage, élevage, artisanat, bricolage, travaux du bois, de la pierre, des métaux,disciplines qui auront des prolongements dans les familles et incidents sur les écoles publiques avoisinantes.

2) Programme spécifique pour femmes-filles : broderie, tricotage, couture, tissage, hygiène, cuisine, planning familial, etc.

3) Cours d'instruction civique pour tous : Histoire chérifienne, Droits universels de l'Homme, Moudouwana (code de la famille), Santé, Ecologie, Préservation des ressources naturelles, Apprendre à être, apprendre à agir, apprendre à vivre ensemble !

4) Activités socioculturelles : chant, danse, poésie et théâtre, jeux, dessin et peinture.

Compléter les objectifs éducatifs ciblés par le Secrétariat d'État pour l'Éducation Non Formelle (ENF)

Extension des attributions et responsabilités des Sherpas : étant donné le niveau d'éducation, l'esprit de disponibilité, la présence physique permanente des Sherpas dans les zones enclavées et isolées géographiquement (sans réseau téléphonique, non électrifiés, populations vulnérables, analphabètes et non arabophones), nous attribuons des responsabilités croissantes à nos Sherpas dans tous les secteurs vitaux là où l'Etat n'a pas les moyens d'intervenir efficacement et en temps utile.

Les Sherpas seraient ainsi appelés à être les interlocuteurs directs, relais fiables, collaborateurs privilégiés des autorités locales (Qaids, Mokkadem etc) et constituer ainsi le dernier maillon de la chaîne du Makhzen. Ils joueront ainsi pleinement leur rôle de partenaire principal et stratégique des autorités en matière de développement.

Leur cahier de charges comporte les tâches suivantes :

- prévenir en cas d'accident ou de catastrophe géologique
- organiser les premiers secours
- surveiller l'état sanitaire (vaccinations, épidémie, maladies du goitre, otites, dents…)
- surveiller la gestion de l'eau et l'état des pistes d'accès
- intervenir aux premiers soins par la trousse de secours et des médicaments en réserve
- faire rapport régulier au Gouverneur sur les problèmes du douar dont ils sont en charge et proposer aux autorités des remèdes.

Liste des bénéficiaires du projet « Sherpa »

Août 2007

Programme d'activités de l'ÉCOLE NON FORMELLE d'Anfgayn et des 3 villages satellites : Tizi, Tagadirt et Talatan ; Hauts-plateaux du Timenkar et du Yagour.

Plus de 300 personnes (580 àpd de septembre 2007) bénéficient de cours d'éducation non formelle (ENF), d'alphabétisation, de broderie, de tissage, de couture, d'hygiène, de droit civique... ; dispensés par 5 éducatrices et 2 éducateurs polyvalent(e)s, six jours par semaine (sauf notification).

Local	Groupes	Bénéficiaires	Age	Animateur	Horaire
Anfgayn	Préscolaire	37	3 à 6 ans	Mina Rakib	8 – 10 H
	Broderie, tissage, couture	35	Àpd 8 ans	Mina Rakib	12 – 14 H (3jours/sem.)
	Alphabétisation	35	Àpd 15 ans	Saida Id Billa	12 – 14 H (3jours/sem.)
	ENF 1er groupe	20	8 à 15 ans	Saida Id Billa	11– 14 H
	ENF 2e groupe	21	8 à 15 ans	Saida Id Billa	15 - 18 H
Tagadirt	1er Groupe Préscolaire	23	3 à 4 ans	Khalid Janid	8 – 10 H
	2e Groupe Préscolaire	23	4 à 6 ans	Khalid Janid	13 – 15 H
	Menuiserie	22	8 à 15 ans	Khalid Janid	15 – 17 H
	1er Groupe ENF	26	8 à 15 ans	Hayat Laatafi	10 – 13 H
	2e Groupe ENF	26	8 à 15 ans	Hayat Laatafi	15 – 18 H
	Broderie, tissage, couture	25	Àpd 8 ans	Hayat Laatafi	18 – 19 H
Tizi	Broderie, …	34	Àpd 8 ans	Fatima Bouhali	14 – 17 H
	Préscolaire	24	3 à 6 ans	Fatima Bouhali	08 – 11 H
Akerkar	Broderie	30	Àpd 8 ans	Mina El Baz	9 – 12 H
	Préscolaire	23	3 à 6 ans	Mina El Baz	13 – 16 H

Construction d'école à Talatan

La construction d'une école non formelle dans le douar de Talatan, plateau du Timenkar, permettra de stabiliser à long terme les activités que nous proposons déjà dans les douars voisins. Il est à noter qu'aucune école publique n'a été construite dans ce douar, les enfants devant se rendre à Tagadirt, le douar voisin (2 km), pour suivre les cours. Malgré cela, il est important de constater que les rivalités entre les habitants des deux douars se répercutent très souvent sur les enfants ; ceux de Tagadirt empêchant ceux de Talatan de se rendre à l'école du premier douar.

Résultats attendus :

- Lors de la construction de l'école non formelle, une vingtaine d'emplois seront créés de manière temporaire (12 mois). Ceux-ci seront les emplois liés directement à la construction : ouvriers, maçons, manœuvres, … et feront bénéficier directement la population de la région.
- Suite à la construction, les deux animateurs du douar de Talatan auront une sécurité d'emploi plus effective.
- L'impact principal du projet est le désenclavement des populations à travers l'alphabétisation et la prise de conscience des bénéficiaires de leurs possibilités d'épanouissement.
- Les femmes, principales bénéficiaires des programmes d'alphabétisation ainsi que des formations professionnelles, deviendront des acteurs non négligeables du développement de leur douar et de leur région. Les formations concernant la gestion du patrimoine ainsi que la vente des produits artisanaux permettront une émancipation positive de ces femmes.

***Budget* : 627.850,40 DHS**

Première tranche des dépenses (entièrement couvertes par un don du Crédit Agricole ainsi qu'une subvention de l'INDH)

Achat des matériaux	245.898,00 DHS
Frais de transport (approximatif)	40.000,00 DHS
Frais de la main-d'œuvre (approximatif)	90.000,00 DHS
Électrification (approximatif)	5.000,00 DHS

Deuxième tranche des dépenses (le Secrétariat d'État pour l'éducation non formelle prendra en charge la rémunération des animateurs ainsi que les manuels scolaires. L'achat des tables, chaises et fournitures scolaires est couvert par un don du Cercle des Femmes diplomates de Rabat)

Achat des machines à coudre, à tricoter, à broder… Achat des tables, chaises…	106.440,00 DHS 53.750,00 DHS
Achat livres/manuels pour un an (2 niveaux)	16.392,60 DHS
Achat de fournitures scolaires (cartables, trousses pleines…)	10.369,80 DHS
Rémunération de deux animateurs (par an)	60.000,00 DHS

Échéancier du projet :

- **Choix** de la parcelle de terrain (offerte par les villageois) : avril 2007
- **Analyse** du terrain par un ingénieur et dessin des plans : avril 2007
- **Construction** : terrassement du terrain : novembre 2007
  pose des fondations : février 2007
  fin des travaux : août 2008
- **Inauguration** de l'école non formelle : septembre 2008

Derniers événements

Octobre 2006

- Signature des contrats de partenariat avec toutes les associations locales de la zone du travail de l'association : Tagadirt, Anfgayn, Tizi et Akerkar le 19 octobre.
- Réparation des vitres brisées de toutes les écoles publiques du plateau du Timenkar (zone de notre travail).

Novembre 2006

- Electrification du Foyer Féminin de TIZI N'OUCHEG le 28 novembre.
- Signature du contrat de partenariat avec l'association ALAMANE Pour le Développement de La Femme à Marrakech le 25 novembre.

Février 2007

- Conférence concernant la lutte contre la violence à l'égard des femmes le 19 février.
- Signature du contrat de partenariat avec la Délégation du Ministère de l'Éducation et prise en charge des deux salles délabrées de l'école publique de TAGADIRT (réaménagement...).

Avril 2007

- Visite de Monsieur Bouchaïb Moutaouakil (gouverneur de la Province du Al Haouz) et d'une Délégation maroco-luxembourgeoise, présidée par M. le Député Marcel Oberweis, sur le site de notre investissement ; visite des villages de Tagadirt et Anfgayn (10 avril).
- Signature du contrat de partenariat avec l'association Locale du douar de TALATAN sous le patronnage de M. le Gouverneur pour la construction de l'école non formelle et déplacement d'une caravane de médecins bénévoles de différentes spécialités qui s'est rendue dans le douar de Tagadirt (10 avril).

Mai 2007

- Le Secrétariat d'État chargé de l'éducation non formelle décide de réaliser un documentaire sur notre travail qui est présenté au Secrétaire d'État Anis Birou à la mi-juillet.

Juin 2007

- Parution d'un article dans l'hebdomadaire marocain « L'économiste », le mercredi 6 juin, présentant nos activités d'éducation dans les différents douars du Timenkar. Suite à la parution, la banque du « Crédit Agricole du Maroc » nous offre un don de 200 000 Dhs.
- Suite à la découverte d'une épidémie de teignes et de mycoses, nous contactons le Ministère de la Santé à Tahanaout qui envoie un médecin accompagné de deux infirmières, le 7 juin.
- Parution d'un article présentant les activités de l'association dans le mensuel « Echo de Le Région ».

Août 2007

- L'INDH octroie un financement de 200 000 Dhs pour la construction de l'école de Talatan.
- Le Cercle des Femmes Diplomates, à Rabat, offre un don de 70 000 Dhs.

Annexe 2 – Cadre logique du Projet 2 : Santé-Secours

Cadre Logique de la de la Formation sanitaire de Timenkar, Province d'Al-Haouz, Maroc

Organisation : Enfants de Tizi
Project : Contribution à la réhabilitation et au fonctionnement d'un dispensaire rural
Date : 17 janvier 2007
Auteur : Grégory Dallemagne, Vice-président

	Logique d'intervention	**Indicateurs objectivement vérifiables**	**Sources de vérification**
Objectifs globaux	Contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires à Tizi et dans les villages environnants	Diminution de la morbidité Accroissement des activités socioéconomiques	
Objectif spécifique du projet	***Contribuer à faire fonctionner le dispensaire rural abandonné***	***Les 3 500 habitants visés sont adéquatement servis en soins de santé*** ***Les maladies (essentiellement de la peau) diminuent en intensité et en quantité*** ***Le nombre de morts diminue !***	***Les statistiques de routine du dispensaire***
Résultats intermédiaires	1. Le vieux bâtiment est rénové* 2. Le bâtiment est équipé* 3. Les ressources humaines nécessaires sont en place 4. Une enquête socioculturelle et sanitaire réalisée 5. Un véhicule–ambulance est fourni 6. Le projet est bien géré	Pris en charge par le gouv. * Pris en charge par le gouv.* Deux infirmiers et un coopérant ONG Un échantillon représentatif Un véhicule tout terrain, aménagé à cet effet. Un chauffeur Les partenaires acceptent de signer une convention qui précise et attribue les tâches respectives	Photos Photos Les dossiers du personnel Le rapport de l'enquête Factures, photos, fiche de paie du chauffeur La convention elle-même
Activités**	**1. Réhabilitation du bâtiment** 1.1. Convenir entre partenaires des		

	délais de réhabilitation du bâtiment 1.2. Réhabiliter le bâtiment **2. Equipement** 2.1. Convenir entre partenaires du type et de la quantité d'équipements nécessaires 2.2. Installer les équipements **Ressources humaines** 3.1. Lancer un avis de recrutement des infirmiers 3.2. Sélectionner le personnel approprié parmi les candidatures reçues 3.3. Signer les contrats 3.4. Recruter un coopérant ONG 3.5. Installer le coopérant dans la zone du projet 3.6. Louer un petit bureau **Enquête** 4.1. Préparer l'enquête 4.2. Mener l'enquête 4.3. Analyser les résultats de l'enquête 4.4. Discuter les résultats de l'enquête avec le personnel soignant afin d'améliorer les soins de santé 4.5. Faire un suivi auprès de la population **Transport** 5.1. Déterminer le type de véhicule approprié 5.2. Lancer un appel d'offres 5.3. Sélectionner la meilleure offre 5.4. Acheter et faire livrer le véhicule à Tizi **Gestion** 6.1. Préparer une convention de partenariat entre les trois parties directement impliquées à savoir les services concernés du gouvernement marocain, l'association ALMANAR et l'ONG Enfants de Tizi 6.2. Négocier les termes de la convention 6.3. Signer la convention	*Les résultats et les activités portant un astérisque seront réalisés par le gouvernement marocain, le Ministère de la Santé en l'occurrence.	

Annexe 3 – Article paru dans « L'Économiste »

Ourika: L'éducation de 350 élèves en péril

· Les coffres des «Enfants de Tizi» sont vides

· A bout de ressources, quatre écoles risquent de fermer

Depuis sept ans, l'organisme luxembourgeois Les Enfants de Tizi s'implique dans l'éducation non formelle et l'alphabétisation des femmes de Timenkar (région de l'Ourika). Actuellement, ce sont 350 personnes qui bénéficient de son action, qui dépasse largement l'alphabétisation des enfants. Les femmes et les filles peuvent apprendre le travail de broderie, le tricotage, la couture et la confection de tapis. Des formations sur la vente de produits manufacturés et la gestion des revenus leurs sont également offertes.

Majoritairement financée par des dons privés, l'ONG arrive au bout de ses ressources et craint de ne plus pouvoir poursuivre son œuvre. En partenariat avec l'association locale Al-Manar, dirigée par Fatima-Zahra Lamtaouat, Les Enfants de Tizi espère recevoir de l'aide du gouvernement marocain. «Pour son documentaire annuel, le secrétaire d'État chargé de la lutte contre l'analphabétisme et de l'éducation non formelle, Anis Birou, s'est intéressé à notre travail», indique Grégory Dallemagne, vice-président. Une équipe ministérielle s'est donc rendue en montagne pour filmer les actions sociales qui y sont entreprises. «Nous devrions également signer un partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale à la fin du mois», ajoute-t-il. Mais rien n'est gagné d'avance. «Nous devons déposer une demande de subvention séparément. Et même si le ministère décide de nous aider, nous ne recevrons aucun fonds avant octobre prochain», déplore-t-il.

«Les Enfants de Tizi a déjà investi plus de 1,5 million de DH dans cette région de l'Ourika. Nous n'avons plus de quoi payer nos animateurs, qui vivent déjà dans des conditions très difficiles», affirme Dallemagne.

L'intérêt, même timide, que les autorités marocaines accordent maintenant à ces deux associations, était attendu depuis très longtemps. «Nous crions à l'aide depuis des années! Il faut absolument que ça fonctionne cette fois-ci», prévient le vice-président. Ce que l'ONG demande, c'est une contribution pour la rémunération des animateurs, qui sont au nombre de six. Ceux-ci touchent 2.500 DH par mois, et l'ONG réclame que les 4/5 soient financés par le gouvernement.

Depuis deux ans, deux nouvelles écoles ont été inaugurées et deux autres rénovées. Les Enfants de Tizi avait pris en charge la totalité des coûts. Une cinquième école est aussi en projet de construction grâce, entre autres, à l'appui du gouverneur de la province d'Al-Haouz, Bouchaïb Moutaouakil. L'association Al-Manar, de son côté, attend une contribution de 200.000 DH d'un programme de l'INDH.

La situation des habitants des douars de Tizi-n-Oucheg, Taggadirt, Anfgayn et Akerkar est extrême. Le défi de les convaincre d'envoyer leurs enfants à l'école est énorme. «Les parents ont besoin d'eux pour garder les bêtes, pour travailler aux champs», raconte Dallemagne. Il y a aussi le fait que les familles ne disposent pas des moyens financiers pour permettre aux jeunes de poursuivre leurs études au-delà du primaire. «Envoyer un enfant dans une école publique coûte 100 DH par mois, nourri et logé. Mais il leur est complètement impossible d'amasser une telle somme», explique-t-il. Les parents se découragent donc et se disent «À quoi bon?»

Du coup, le travail des animateurs devient titanesque. «Il faut se rendre dans les maisons, essayer de savoir pour l'enfant ne vient plus à l'école. C'est très délicat», explique Grégory Dallemagne. Sans compter toutes les fois où les intervenants doivent s'improviser médecins. À l'occasion d'une mission à Taggadirt, la semaine dernière, les intervenants ont eu un véritable choc. «Un des enfants présentait de nombreuses déformations au niveau du crâne, causées par des protubérances purulentes», raconte tristement le vice-président. «Nous avons nettoyé ses plaies à l'aide de notre pharmacie de secours, mais le soutien d'un médecin est indispensable», ajoute-t-il. Dans la classe, samedi dernier, quinze enfants sur trente présentaient des plaques boutonneuses sur les bras, les cuisses, les joues, le dos et le crâne. «C'est terriblement dur, mais cela illustre à quel point le travail d'éducation est indispensable dans cette région», clame Dallemagne. Car les animateurs, en plus d'apprendre aux enfants à lire et à compter, enseignent également des règles d'hygiène et de mieux-vivre.

Marie-Hélène GIGUÈRE